



# TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE

SITUATION 2004  
PERSPECTIVES 2005-2006





# S O M M A I R E

<b>INTRODUCTION</b>	7
<b>I L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL</b>	11
<b>I.1. L'ECONOMIE MONDIALE EN 2004</b>	11
<b>I.2. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE</b>	16
<b>II ACTIVITE NATIONALE</b>	27
<b>II.1. LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION</b>	27
II.1.1 Le Pétrole	27
II.1.2 Le Manganèse	28
II.1.3 Le Bois	29
<b>II.2. L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE</b>	31
II.2.1 L'Agriculture	31
II.2.2 L'Elevage	34
II.2.3 La Pêche	34
<b>II.3. LES INDUSTRIES</b>	35
II.3.1 Le secteur Agro-alimentaire	35
II.3.2 Les Industries du bois	39
II.3.3 Le Raffinage	42
II.3.4 La Production et la distribution d'eau et d'électricité	43
II.3.5 Les Autres industries de transformation	45
II.3.6 Les Industries textiles	48
II.3.7 L'Imprimerie, l'Édition et la Presse	49
<b>II.4. LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS</b>	50
<b>II.5. LE SECTEUR DES TRANSPORTS</b>	51
II.5.1 Le Transport terrestre	52
II.5.2 Le Transport ferroviaire	52
II.5.3 Le Transport aérien	54
II.5.4 Les Transports maritime et fluvial	56
II.5.5 Les Auxiliaires de transport	59
<b>II.6. LES TÉLÉCOMMUNICATIONS</b>	60
<b>II.7. LE COMMERCE</b>	61
<b>II.8. L'HÔTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME</b>	65
II.8.1 L'Hôtellerie	66
II.8.2 La Restauration	67
II.8.3 Le Tourisme et les loisirs	67

## Sommaire

---

<b>II.9. LES AUTRES SERVICES</b>	67
II.9.1 Les Services rendus aux particuliers	68
II.9.2 Les Services immobiliers	68
II.9.3 Les Services rendus aux entreprises	69
<b>II.10. LES INSTITUTIONS FINANCIÈRES</b>	69
II.10.1 Les Banques commerciales et de développement	70
II.10.2 Les Établissements financiers	72
II.10.3 Les Compagnies d'assurances	73
II.10.4 Le Marché monétaire	73
II.10.5 Les Organismes publics de refinancement	74
<b>II.11. LE POINT SUR LE PROGRAMME DE PRIVATISATION</b>	77
<b>III GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES</b>	81
<b>III.1. LE PRODUIT INTÉRIEUR BRUT</b>	82
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité	82
III.1.2 Le PIB par la demande	84
<b>III.2. LE BUDGET DE L'ETAT</b>	85
III.2.1 L'équilibre budgétaire	85
III.2.2 L'exécution du budget	87
<b>III.3. LA MONNAIE ET LE CRÉDIT</b>	91
III.3.1 Les ressources du système monétaire	92
III.3.2 Les contreparties des ressources monétaires	9 2
<b>III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS en 2004</b>	9 4
III.4.1 La balance des transactions courantes	94
III.4.2 La balance des capitaux	95
III.4.3 La balance globale	95
<b>III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX</b>	95
III.5.1 L'emploi	95
III.5.2 Le chômage	97
III.5.3 Les salaires	98
III.5.4 Les prix	99
<b>IV POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2004</b>	103
IV.1 La politique budgétaire	103
IV.2 Les réformes structurelles	104
IV.3 Les politiques sectorielles	105
IV.4 La politique sociale	105
IV.5 La politique monétaire	107



## Sommaire

<b>V PERSPECTIVES 2005-2006</b>	111
<b>V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2005-2006</b>	111
<b>V.2. LE CONTEXTE NATIONAL</b>	116
V.2.1 L'activité sectorielle	116
V.2.2 Les prévisions macro-économiques 2005-2006	121
V.2.2.1 Les principales hypothèses	121
V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2005 et 2006	122
V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2005 et 2006	123
V.2.2.4 Les prévisions du budget	123
V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle	125
<b>V.3 LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE,         FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT</b>	127
V.3.1 La politique budgétaire	127
V.3.2 Les réformes structurelles	130
V.3.2 Les politiques sectorielles	133
<b>CONCLUSION</b>	137
<b>ANNEXES</b>	139
<b>INFORMATIONS SUR LA DGE</b>	147







## Tableau de bord de l'économie

# I N T R O D U C T I O N

L'économie mondiale est marquée en 2004 par une nette expansion qui se confirme plus nettement aux Etats-Unis, au Japon et en Chine.

Cette hausse de l'activité économique, qui découle de la mise en œuvre des politiques économiques expansionnistes dans les principaux pays industrialisés, est favorisée, par ailleurs, par l'augmentation du commerce des marchandises. Elle entraîne une forte demande des matières premières, notamment les métaux de base et le pétrole qui voient leurs prix sur les marchés internationaux s'orienter durablement à la hausse. Le phosphate, l'huile de palme et le cacao sont, pour ainsi dire, les rares produits dont les prix sont en baisse sur les marchés internationaux en 2004.

La croissance économique est de 5,1 % au niveau mondial. Celle-ci s'établit à 4,2 % aux Etats-Unis, 2,7 % au Japon et à 9,5 % en Chine.

Si l'on excepte quelques pays tels le Royaume-Uni et la Suède qui affichent une croissance vigoureuse, les autres pays européens enregistrent une faible hausse de l'activité en 2004.

Les économies africaines, dans lesquelles se poursuivent des réformes macro économiques, tirant profit des allègements de dette et de la bonne tenue des cours des matières premières, croissent en moyenne de 3,5 %.

Malgré la hausse de l'activité économique qui s'accompagne d'une inflation globalement maîtrisée, le chômage et les déficits des finances publiques constituent un motif de préoccupation dans la plupart des pays développés.

La situation économique nationale reste fragile en 2004, nonobstant une conjoncture internationale favorable et de bonnes performances internes dans les mines, l'énergie, les télécommunications, les industries du bois et le BTP.

L'économie gabonaise croît seulement de 1,4 % en 2004, pâtissant, ainsi, de l'orientation à la baisse de l'activité dans certaines branches, notamment l'exploitation forestière, le commerce, la recherche et les services pétroliers, les services bancaires ainsi que les assurances.

Malgré cette atonie de l'activité économique nationale, qui explique par ailleurs la prudence de la politique de crédit du système bancaire, la hausse des cours du pétrole brut sur le marché international induit une augmentation des exportations en valeur et celles des recettes de l'Etat.





## Introduction

---

Aussi, sur le plan des finances publiques, l'exécution du budget 2004 se solde par un excédent primaire en hausse de 8,6 % et un solde base caisse en réduction de 44,2 % du fait de l'apurement des arriérés sur les intérêts de la dette.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le déficit de la balance globale des paiements se réduit en 2004, suite à l'amélioration de l'excédent commercial.

Le niveau général de l'emploi baisse de 0,7 % pendant que celui des prix à la consommation recule de 0,6 %.

En 2004, les objectifs de la politique économique du gouvernement appuyée par un " Staff monitoring program " du FMI, concernent : la consolidation de la croissance, notamment, par le recentrage des mesures de diversification du tissu économique ; l'assainissement des finances publiques ainsi que le renforcement de la transparence et de la bonne gouvernance.





---

**Tableau de bord de l'économie**

**Première partie**

**L'Environnement  
International**





## Tableau de bord de l'économie

### I. L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

#### I.1. L'économie mondiale en 2004

En dépit de la flambée des prix du pétrole, des fortes fluctuations monétaires (chute du dollar américain) et d'un environnement géopolitique difficile (insécurité en Irak), l'année 2004 s'est caractérisée par une activité économique mondiale soutenue, localisée principalement aux Etats-Unis et en Asie (Chine, Japon...).

Le niveau de l'activité occasionne, notamment en Chine, une forte demande de pétrole et des autres produits de base dont les prix s'orientent à la hausse.

Le commerce mondial des marchandises connaît une évolution moyenne de 10,2 % sous l'effet de l'accroissement rapide de la production industrielle et de l'investissement.

Les taux d'intérêt dans les principaux pays industrialisés ont été maintenus à des seuils bas, afin de soutenir la croissance.

Le marché du travail n'a connu qu'une légère amélioration, les taux de chômage se situant encore à des seuils élevés. De même, les déficits publics des pays les plus riches, quoiqu'en baisse, sont restés au-dessus des prévisions.

##### I.1.1. L'activité

Avec un taux de croissance estimé à 5,1% en 2004 contre 3,9 % en 2003, l'économie mondiale réalise sa meilleure performance globale depuis vingt ans. Elle la doit à la vigueur de l'activité aux Etats-Unis et dans les pays asiatiques, la Chine en tête.

Aux Etats-Unis, la croissance s'établit à 4,2 % contre 3,9 % en 2003. Elle est induite par la poursuite d'une politique économique expansionniste qui favorise la hausse de la consommation des ménages (3,8%) et l'envolée de l'investissement des entreprises (10,3%).

Au Japon, le PIB progresse de 2,6 % en 2004 contre 1,5 % en 2003. L'activité est largement soutenue par les investissements et les exportations, notamment celles en direction des marchés chinois et américain, mais également par la revitalisation de la demande intérieure.

En Europe, si les pays comme le Royaume-Uni et la Suède se montrent vigoureux avec des taux de croissance respectifs de 3,2 % et 3,6 %, les poids lourds de la zone Euro continuent à enregistrer une croissance molle.

L'augmentation du PIB se situe ainsi à 1,0 % en Allemagne, 1,0 % en Italie et à 2,1 % en France où la reprise de l'activité économique est gênée par la flambée

## L'environnement international

---

des prix du pétrole qui opère une ponction sur les revenus des ménages et les comptes des entreprises.

Plus généralement, la réduction des déficits publics des principaux pays de la zone Euro entraîne un tassement de la demande.

Les pays en transition d'Europe de l'Est enregistrent une croissance de 6,3 % du PIB en 2004. Celle-ci résulte du dynamisme du commerce avec l'extérieur qui croît de 12,7%, à la faveur de la bonne conjoncture mondiale et grâce à un accès plus facile du marché européen pour les nouveaux membres de l'Union. La Pologne réalise une croissance de 5,3 % et l'économie de la République Tchèque croît de 4,4 %.

En Russie, l'économie est restée dominée par les matières premières. La flambée du prix de pétrole brut a permis le gonflement des recettes pétrolières qui se sont traduites par une forte demande des importations. Le pays voit son PIB augmenter de 6,4 % contre 7,3 % en 2003.

Le redémarrage de l'activité dans les pays en développement a été plus précoce que dans les pays industrialisés. Signe à la fois de la vigueur interne de ces économies et de l'importance croissante des échanges Sud-Sud.

En Asie, la Chine s'est à nouveau affirmée comme le moteur de l'expansion, avec une croissance du PIB qui atteint 9,5 % en 2004. Ce pays bénéficie d'un afflux massif d'investissements étrangers. La politique visant à limiter la surchauffe de l'économie n'a pas produit ses effets.

Globalement, les pays d'Asie de l'Est ont contribué à la création de 400 milliards de dollars de nouvelles richesses. Le taux de croissance moyen s'est situé à 5,4 %. En Asie du sud, en dépit de la sécheresse, l'économie indienne a évolué de 7,5% grâce essentiellement aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC).

En Amérique latine, à quelques exceptions près, la croissance se généralise. Le PIB du sous-continent a enregistré une hausse de 6 % en 2004, suite aux réformes socio-libérales et au boom des matières premières. L'économie brésilienne progresse de 5,2 %, celle de l'Argentine de 9 %.

La poursuite des réformes macro-économiques, les allègements de dette et la bonne tenue des cours du pétrole et des autres produits de base induisent une croissance moyenne de 4,4 % pour l'ensemble des pays de l'Afrique subsaharienne. Les pays du Maghreb bénéficient également de l'embellie mondiale avec 3,5 % de croissance du PIB.

Dans la zone CEMAC, l'expansion est demeurée ferme, soit 7,9 % de hausse du PIB en 2004 après celle de 4,1 % en 2003. Pour l'ensemble des pays, l'augmentation de la demande mondiale de matières premières a permis une amélioration au niveau des finances publiques.

## L'environnement international

Ainsi, le taux de croissance du PIB en 2004 est de 5 % au Cameroun ; 13,6 % en Guinée Equatoriale ; 30,8 % au Tchad ; 4 % en République du Congo et de 2,3 % pour la RCA.

### I.1.2. L'emploi

En 2004, en dépit de la forte croissance observée au niveau mondial, le taux de chômage dans les principaux pays industrialisés demeure à des seuils relativement élevés. Le phénomène de délocalisation des entreprises et le pessimisme des employeurs quant à la durée de la reprise ont freiné les embauches.

Aux Etats-Unis, particulièrement, le marché du travail se révèle peu réactif aux effets d'entraînement d'une croissance à faible intensité en création d'emplois. Avec un taux de chômage de 5,4% en 2004 contre 6 % en 2003, la situation de l'emploi paraît moins alarmante aux Etats-Unis que dans la Zone euro, où ce taux se situe à 8,7 % en 2004.

Dans cette dernière Zone, l'emploi peine à redémarrer. Cela a pour conséquence, une progression limitée des revenus et de la consommation.

En France et en Allemagne le taux de chômage se situe respectivement à 9,7 % et 9,2 %. En Grande Bretagne, le chômage est l'un des plus faibles d'Europe avec un taux de 4,8 %.

Au Japon, le taux de chômage a été ramené en fin 2004 à 4,7% de la population active contre 5% en 2003.

### I.1.3. L'inflation

Contrairement aux précédents chocs pétroliers, la flambée des cours des hydrocarbures, en 2004, n'a pas eu de répercussion significative sur les indices des prix à la consommation dans les principaux pays industrialisés.

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation est estimé à 2,7% en 2004, tandis que dans la Zone euro, il se maintient à 2,1 % en rythme annuel au mois de décembre de la même année.

La France et l'Allemagne enregistrent respectivement une inflation de 2,3% et de 1,8% en 2004. La Grande Bretagne connaît, quant à elle, une hausse de 1,3% de l'indice des prix à la consommation.

La déflation persiste au Japon avec un indice des prix, hors énergie et alimentation, qui recule de 0,4 % en 2004, pendant que l'indice général des prix à la consommation demeure stable.

En Afrique subsaharienne, la maîtrise de l'inflation se confirme avec un taux de croissance de l'indice des prix à la consommation de 9,1 % en 2004 contre 13,3 % en 2003.

## **L'environnement international**

---

### **I.1.4. Les finances publiques**

L'année 2004 est caractérisée par la persistance d'importants déséquilibres des comptes publics dans la plupart des pays industrialisés.

Les Etats-Unis enregistrent une dégradation des finances publiques, avec un déficit budgétaire qui représente 4 % du PIB. Le poids de la dette fédérale est d'environ 35 % du PIB. L'envolée du déficit public américain, qui a permis de soutenir le pouvoir d'achat des ménages, s'explique essentiellement par les baisses d'impôts successives depuis 2001, pour un total de 1900 milliards de dollars US, sur dix ans, et par le coût des opérations militaires en Irak.

Dans la Zone euro, la procédure engagée par la Commission de Bruxelles contre la France et l'Allemagne, pour déficits excessifs, a été suspendue ; celle-ci ayant jugé suffisantes les mesures adoptées pour réduire les déficits qui représentent 3,9 % du PIB en Allemagne, et 3,7 % en France. En moyenne dans la Zone, le gap des finances publiques est de 2,7 % du PIB.

Au Japon, le regain de l'activité économique permet de ramener le déficit public de 7,8 % du PIB en 2003 à 7,2 % en 2004.

### **I.1.5. Les taux d'intérêt**

L'année 2004 marque une rupture avec la longue période d'assouplissement des politiques monétaires inaugurée à la fin de l'année 2000. Compte tenu du redressement de leurs économies respectives, plusieurs pays ont, en effet, procédé au relèvement des taux à court terme.

Aux Etats-Unis, le taux des fonds fédéraux, qui avait atteint 1 % (son plus faible niveau depuis juillet 1958) a amorcé, dès juin 2004, une série de hausses successives, d'un quart de point chacune, culminant à 2,25% à fin 2004.

La Banque Centrale Européenne a, pour sa part, observé un statu quo, maintenant depuis juin 2003, son taux directeur à 2 %, en vue de soutenir la croissance encore fragile dans la Zone euro.

Au Japon le taux demeure nul.

S'agissant des taux d'intérêt à long terme sur les marchés obligataires, l'on note, pour la première moitié de l'année 2004, une hausse des taux des emprunts d'Etat à 10 ans aux Etats-Unis et en Europe. Mais, durant la seconde moitié de l'année, le mouvement s'est inversé avec des taux à 10 ans qui finissent l'année à 4,3 % aux Etats-Unis, et à 4,1 % en France et 4,0% en Allemagne.

Au Japon, le taux des emprunts d'Etat à 10 ans est de 1,5 % en 2004.

## L'environnement international

### I.1.6. Le commerce extérieur

Après une progression de 4,5% en 2003, le commerce mondial des marchandises a enregistré une expansion de 10,2% en 2004. Les régions les plus dynamiques ont été l'Amérique du Nord, l'Asie et les économies en transition qui réalisent une croissance à deux chiffres de leur commerce extérieur.

Plus de 20 % de l'augmentation du volume mondial des échanges de marchandises provient de la Chine. Ce pays a vu ses importations croître de 32 %, phénomène qui reflète l'impact positif de son accession à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et du niveau élevé de sa production et de ses investissements.

Aux Etats-Unis, la vigueur de la demande intérieure a favorisé une envolée des importations supérieure à la progression des exportations. Ceci a entraîné l'aggravation du déficit de la balance des paiements américaine estimé à 600 milliards de dollars US, soit 5,7% du PIB.

Le taux de croissance des exportations japonaises passe de 10,1 % en 2003 à 15,1 % en 2004, celui des importations de 5,0 % en 2003 à 8,8 % en 2004.

L'excédent commercial allemand augmente de 20 % en 2004 à 155,6 milliards d'euros. Cet accroissement est, en partie, dû à la hausse de 10% des exportations. Malgré la hausse de l'euro, l'Allemagne demeure parmi les premiers pays exportateurs au monde.

### I.1.7. Le marché des changes

L'année 2004 a été marquée par une tendance à la baisse du dollar US et du yen face aux autres principales devises internationales.

L'euro, ayant atteint des records jamais égalés depuis sa création en 1999, affiche sur l'année, une progression de 7,6 % pour finir à une moyenne de 1,3554 dollar US en 2004. La chute du dollar permet à la livre sterling de connaître une belle progression en gagnant sur un an 7,4 % face au billet vert. Outre le mécanisme automatique, provenant de la dépréciation du dollar, la devise britannique profite de la hausse des taux d'intérêt effectuée par la Banque d'Angleterre.

En 2004, l'on note un tournant dans la politique de change du Japon, avec la fin des interventions unilatérales des autorités monétaires sur le marché, en vue de soutenir la monnaie américaine. Le yen s'apprécie, ainsi, de 4,29 % face au billet vert, à 102,63 yens pour un dollar US, son plus haut niveau depuis 2000.

Dans la plupart des pays émergents d'Asie et d'Amérique latine, les monnaies subissent une dépréciation en 2004.

## L'environnement international

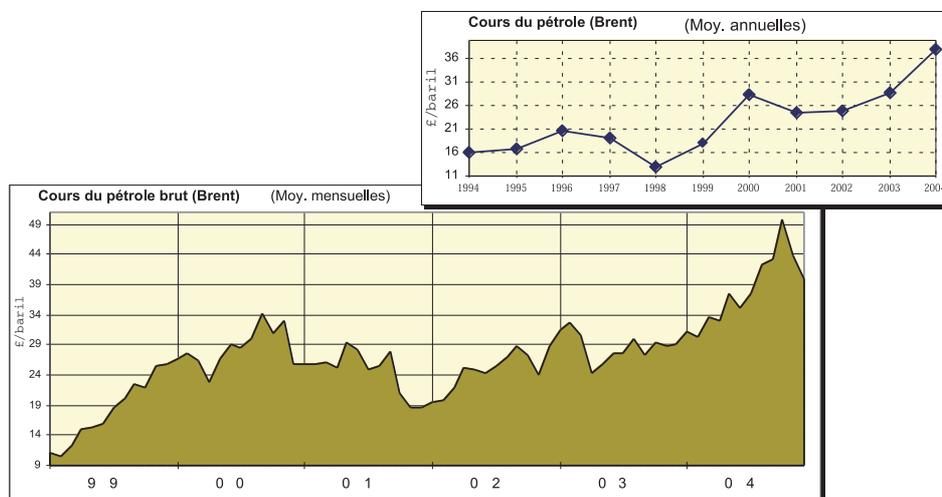
### I.2. L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

En 2004, l'offre de matières premières reste globalement insuffisante pour répondre à l'accroissement de la demande mondiale. Cela a pour résultat de faire grimper les cours. La boulimie des usines chinoises a particulièrement déstabilisé les marchés mondiaux, provoquant une flambée des prix généralisée, notamment dans les domaines de l'énergie et des aciers.

#### I.2.1 Le pétrole

Dans un accès de volatilité, les cours mensuels du pétrole ont dépassé la barre des 49 dollars le baril de Brent au mois d'octobre 2004, avant d'amorcer un mouvement de baisse qui s'est prolongé jusqu'à la fin de l'année.

La moyenne annuelle des cours du Brent se situe à 38,09 dollars US le baril en 2004 contre 28,75 dollars US en 2003, soit une hausse de 33%. Ce relèvement s'explique par la faiblesse des investissements des compagnies pétrolières dans la création de nouvelles capacités de production, face à une demande soutenue par la reprise économique aux Etats-Unis et le maintien d'un rythme élevé de croissance en Chine.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

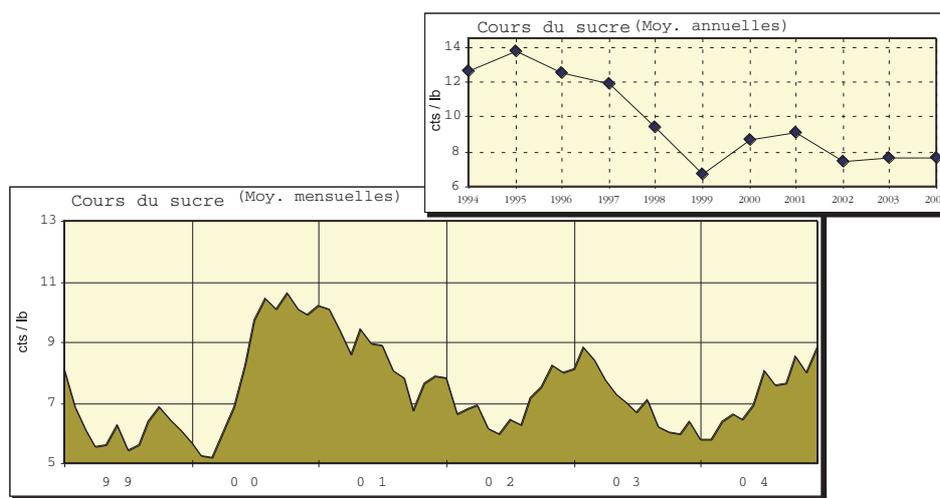
#### I.2.2 Le sucre

Partant d'un niveau bas en janvier 2004, les cours du sucre, soutenus par la demande indienne et chinoise, oscillent autour d'une pente ascendante pendant le reste de l'année. La hausse du prix international du sucre se trouve ralentie en

## L'environnement international

fin d'année, suite à l'annonce d'une forte reprise de la production mondiale pour la campagne 2004-2005.

En 2004, la moyenne annuelle des cours du sucre est estimée à 7,20 cents la livre contre 7,14 cents en 2003. Celle-ci est en hausse de 0,84%.



### I.2.3 Les bois tropicaux

En 2004, les cours mondiaux des bois africains continuent à subir les effets liés à la montée en puissance de la production d'origine asiatique et à la morosité du marché européen. Les travaux liés aux jeux olympiques d'Athènes et à la reconstruction de l'Irak constituent, cependant, un facteur de dynamisation des prix.

La moyenne des prix des grumes d'okoumé, demeurés constants tout au long de l'année 2004, s'élève à 220 euros le mètre cube de qualité Loyal et Marchand contre 214,69 euros en 2003, soit une hausse de 2,47%.

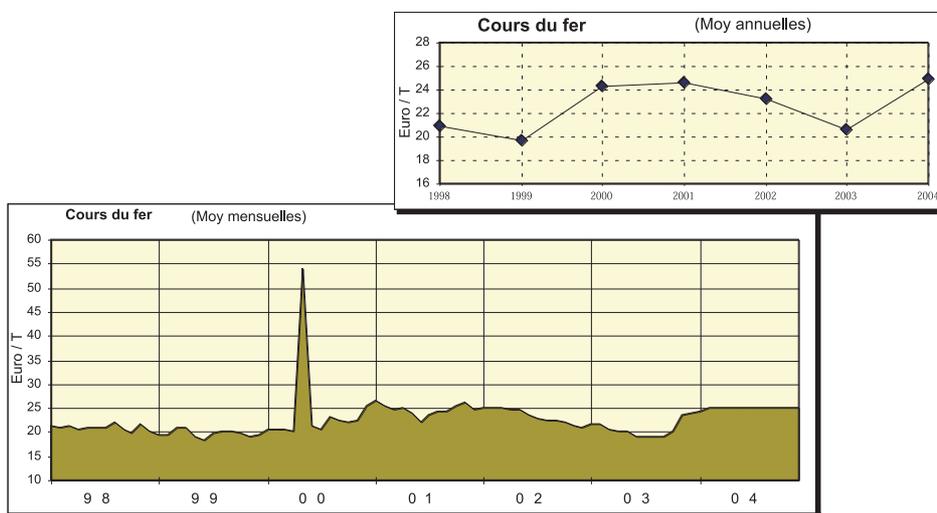
Le prix moyen des sciages africains passe, quant à lui, de 595,2 euros le mètre cube de qualité FAS Standard en 2003 à 554,06 euros en 2004, en baisse de 6,9 %. Le prix des sciages asiatiques se maintient à 550 cents malais pour 1,416 mètre cube en 2004 contre 543,83 cents malais en 2003.

### I.2.4 Le minerai de fer

La Chine, étant devenue le plus grand importateur de minerai de fer depuis 2003, voit ses achats augmenter de 40,5 % sur une base annuelle en 2004. Pour cette dernière année, le minerai de fer a été importé en Chine à 61,09 dollars américains la tonne.



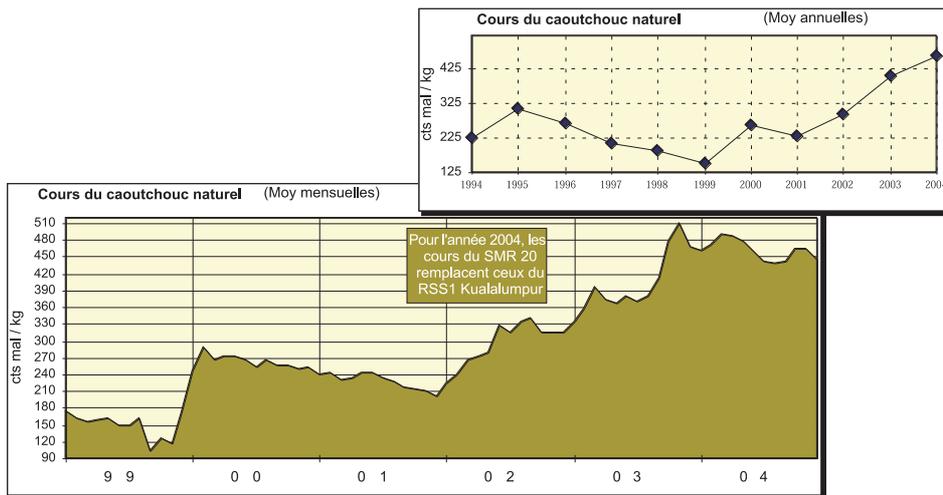
## L'environnement international



Le prix d'importation du minerai de fer en France passe, pour sa part, de 20,64 euros la tonne en 2003 à 24,88 euros en 2004, soit une appréciation de 21%.

### 1.2.5 Le caoutchouc naturel

La production mondiale de caoutchouc naturel est estimée par l'International Rubber Study Group (IRSG) à 8,47 millions de tonnes (Mt) en 2004 contre 8 Mt en 2003, soit un relèvement de 5,9% qui concernerait surtout la Malaisie (11,5%), l'Indonésie (10,9%) et dans une moindre mesure l'Afrique (moins de 2,7%).



## L'environnement international

Les cours du caoutchouc, qualité SMR20, orientés à la hausse au premier trimestre de l'année 2004, ont décliné d'avril à août et la légère reprise de septembre a été très vite rompue en novembre. Le cours moyen annuel se situe à 462,42 cents malais le kg.

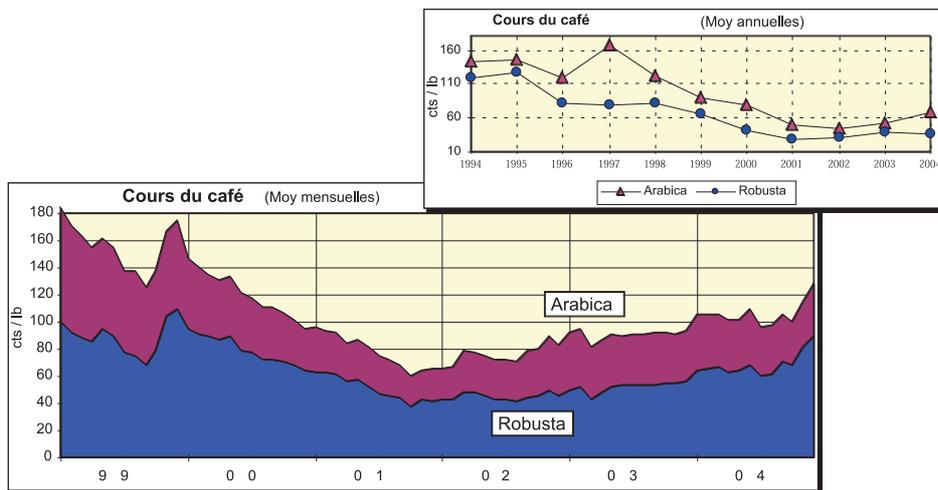
La demande de la Chine, principal consommateur mondial, a évolué de façon irrégulière en 2004. Elle n'aurait augmenté que de 2 %, comparés aux 13,4 % enregistrés en 2003. Celle des Etats-Unis a baissé de 6% tandis qu'en Europe, la demande de caoutchouc stagne à 1,343 million de tonnes (Mt) contre 1,337 Mt en 2003.

### 1.2.6 Le café

La production totale de café s'établit à 103,4 millions de sacs (Ms) pour la campagne 2003-2004, face à une consommation mondiale estimée à 113,7 Ms en 2004.

Après avoir connu une évolution discontinue et divergente en faveur de l'Arabica, au cours des neuf premiers mois de l'année, les cours du café se sont redressés au quatrième trimestre. Cette tendance est liée aux craintes de destruction des stocks en Amérique latine par le cyclone Ivan et à l'augmentation des achats spéculatifs.

En 2004, le prix moyen de l'Arabica s'établit à 68,3 cents la livre contre 51,91 cents en 2003, soit une augmentation de 31,6 %. Celui du Robusta est en baisse de 2,56 % à 37,42 cents la livre.



Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

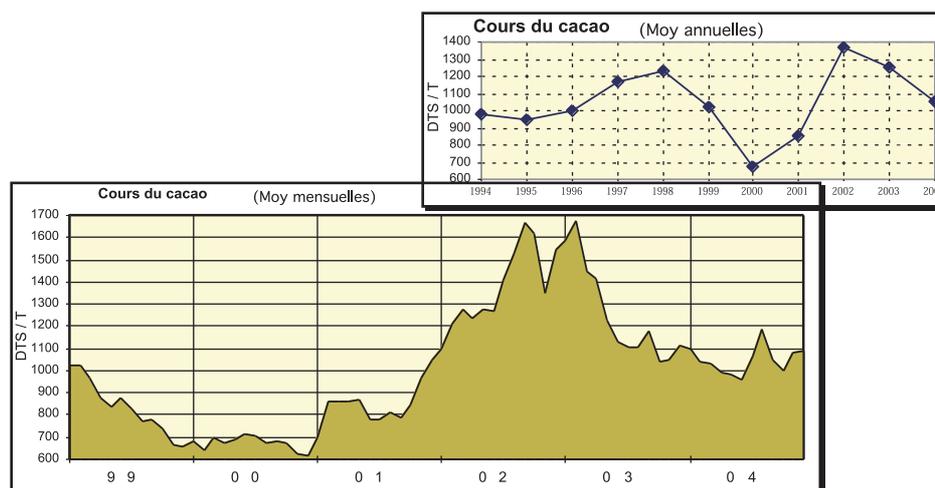
## L'environnement international

### I.2.7 Le cacao

Malgré quelques brèves remontées en août, novembre et décembre 2004, le cours du cacao poursuit le cycle de baisse entamé en 2003.

Les accès de tension sont l'effet des repositionnements spéculatifs, nourris à la fois par l'absence de ventes physiques, la faiblesse du dollar et la perspective d'une récolte 2004-2005 inférieure aux attentes. La forte hausse des cours entre le 4 et le 10 novembre 2004 a fait suite, particulièrement à la montée des hostilités en Côte d'Ivoire.

En moyenne annuelle, le cours du cacao est de 1 048,11 Dts la tonne en 2004 contre 1 254,73 Dts en 2003, soit un reflux de 16,47% qui tient aux fondamentaux demeurant globalement défavorables.



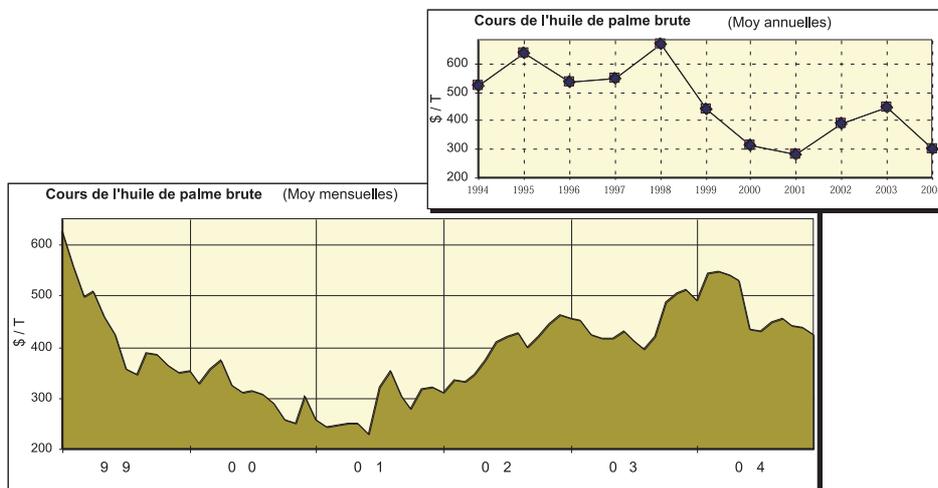
### I.2.8 L'huile de palme brute

Au cours du deuxième trimestre de l'année 2004, le marché des oléagineux a été déstabilisé par le désengagement des fonds d'investissements et les importantes annulations de contrats chinois, notamment sur le soja.

Dans ce contexte, les niveaux élevés atteints par le cours de l'huile de palme en février, mars et avril 2004, permettent de maintenir leur moyenne annuelle à 476,88 dollars la tonne contre 443,36 dollars en 2003, soit une augmentation de 7,56%.



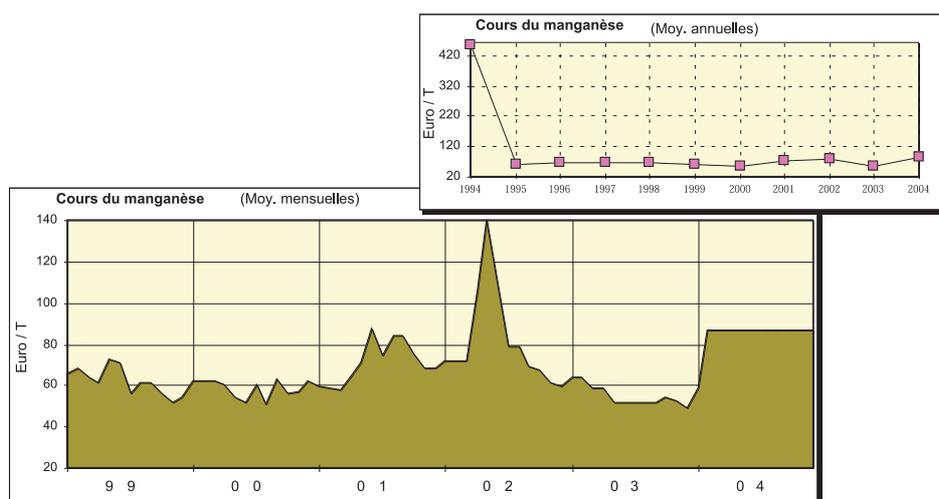
## L'environnement international



### I.2.9 Le minerai de manganèse

Le marché international de manganèse a bénéficié en 2004 d'un environnement porteur qui, entre autres facteurs, a favorisé le redressement des résultats des principales compagnies minières.

Les prix de vente du minerai, issus des clauses de contrats à long terme, se sont nettement relevés dès la fin du mois de janvier 2004. La moyenne mensuelle du prix d'importation du minerai de manganèse en France est passée ainsi de 58,47 euros la tonne en janvier à 86,7 euros en février ; le prix moyen annuel s'établissant à 84,35 euros la tonne en 2004 contre 54,77 euros en 2003, en hausse de 54 %.



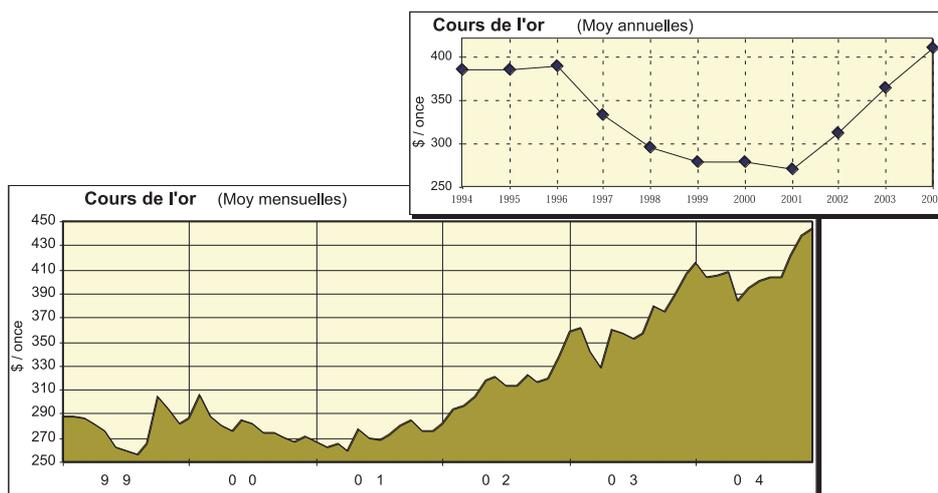
## L'environnement international

### I.2.10 L'or

Malgré les replis constatés en février et mai, le cours moyen mensuel de l'or s'est résolument orienté à la hausse en 2004.

La persistance des tensions géopolitiques, le repli du billet vert, l'incertitude des marchés boursiers et la poursuite d'une politique des compagnies minières visant à réduire leurs opérations de ventes à terme, sont autant de facteurs qui confortent l'or dans son rôle de valeur refuge.

La moyenne annuelle du prix de l'or progresse de 12,7% à 410 dollars l'once en 2004, du fait de l'augmentation de la demande asiatique, notamment celle de la Chine.



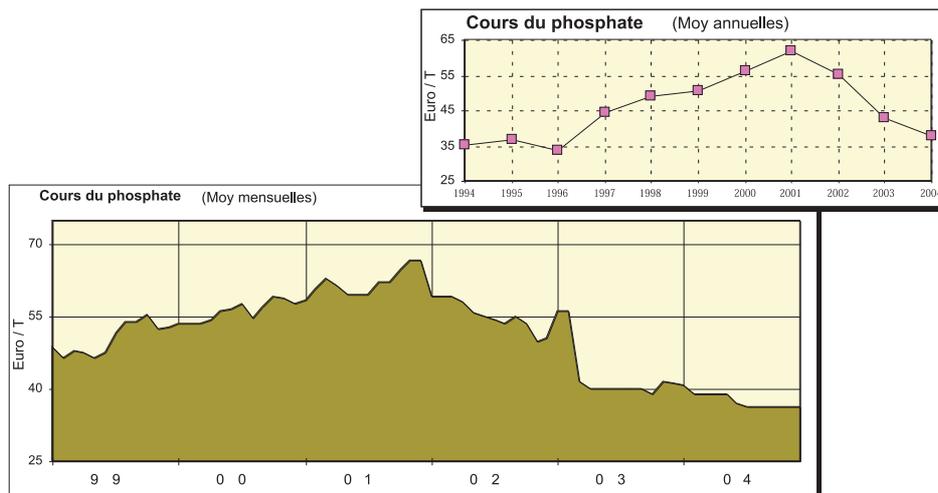
Source : Marchés Tropicaux et Méditerranéens

### I.2.11 Le phosphate

L'industrie mondiale de phosphate semble sortir de la mauvaise phase cyclique qui la caractérise depuis plus de quatre ans, au regard des résultats affichés par le groupe de l'Office Chérien de Phosphate (OCP), leader mondial du marché des phosphates et premier exportateur mondial.

## L'environnement international

Toutefois, le prix d'importation du minerai de phosphate en France passe, en moyenne annuelle, de 42,97 euros la tonne en 2003 à 37,61 euros en 2004, soit une baisse de 12,5%.



Source : *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*





---

**Tableau de bord de l'économie**

**Deuxième partie**

**Activité nationale**





## Tableau de bord de l'économie

### II L'ACTIVITE NATIONALE

#### II.1. LES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION

##### II.1.1 Le pétrole

En 2004, la recherche d'hydrocarbures se développe de manière intensive. L'arrivée de quatre nouvelles compagnies (Sinopec, Gulf of Guinea Pétroleum Corporation, Maurel & Pom et Rockover) traduit un regain d'intérêt pour le bassin sédimentaire du Gabon.

La branche pétrolière enregistre en 2004 la signature de 4 nouveaux contrats dont 2 accords d'évaluation technique (AET) et 2 contrats d'exploitation et de partage de production (CEPP). Les nombreuses cessions d'intérêts, les prorogations de validité et les modifications des périmètres attribués constituent également des faits marquants.

Sur le plan opérationnel, près de 4000 kilomètres de sismiques 2D ont été réalisés. Le nombre de puits forés a été supérieur à celui de 2003 (14). Deux d'entre eux se sont soldés par des découvertes d'huile.

Pour la production de gaz, on note en 2004 la signature par l'Etat d'un contrat d'exploitation et de partage de production avec Total Gabon et d'une convention d'exploitation avec Perenco.

##### La production

En 2004, la production atteint 13,48 millions de tonnes contre 13,43 en 2003. Cette légère hausse de la production est le résultat des efforts d'investissements déployés par les sociétés en matière d'exploitation, notamment par l'utilisation des nouvelles technologies de récupération dans les puits existants.

##### **Evolution de la production et des exportations de pétrole**

(en millions de tonnes)	2002	2003	2004	04/03
Production	12,56	13,43	13,48	0,4%
Exportations	11,64	12,68	12,73	0,4%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

##### Les exportations

Corrélées à la production, les exportations enregistrent une légère augmentation (+0,4 %), s'établissant à 12,73 millions de tonnes en 2004 contre 12,68 millions de tonnes en 2003.

## Activité nationale

### Les prix

Le renchérissement des cours du pétrole observé en 2003 s'est consolidé en 2004, du fait de la persistance des difficultés d'approvisionnement sur le marché international et de la demande sans cesse croissante.

Ainsi, le prix moyen du Brent progresse de 32,5 %, s'élevant à 38,22 dollars US le baril contre 28,84 dollars en 2003 ; celui du brut gabonais passe de 27,86 dollars US le baril en 2003 à 35,75 dollars US en 2004, soit une appréciation de 28,3 %.

#### Evolution des prix et du taux de change

	2002	2003	2004	04/03
Prix moyen annuel du Brent (USD/Baril)	24,98	28,84	38,22	32,5%
Prix moyen annuel du brut gabonais (USD/Baril)	24,05	27,86	35,75	28,3%
Taux de change moyen annuel (Fcfa/USD)	696,46	581,06	528,18	-9,1%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

En revanche, le taux de change du dollar US a poursuivi sa tendance baissière pour se fixer en moyenne annuelle à 528,18 Fcfa en 2004 alors qu'il s'élevait à 581,06 Fcfa en 2003, soit un recul de 9,1%.

### Les investissements

En 2004, le total des investissements en exploration et en développement s'élève à 312,1 milliards de Fcfa, comparativement à l'année dernière où l'enveloppe allouée était de 410,1 milliards de Fcfa, soit une chute de 23,9 %.

## II.1.2 Le manganèse

L'industrie sidérurgique qui est le principal débouché du minerai de manganèse absorbe 93 % de la production. En 2004, cette branche enregistre au niveau mondial une nette embellie de l'activité qui stimule la filière gabonaise de manganèse.

### La production

La production globale de manganèse atteint 2,46 millions de tonnes en 2004, soit un accroissement de 23,0 %. La bonne tenue du marché mondial de l'acier et l'exploitation à pleine capacité de l'usine d'agglomérés de Moanda expliquent cette embellie.

### Les exportations et les ventes

Les exportations s'établissent à 2,49 millions de tonnes en 2004 contre 1,944 million de tonnes en 2003, soit une appréciation de 28,1 %. Les ventes croissent

## Activité nationale

### Evolution de l'activité minière

(en milliers de tonnes)	2002	2003	2004	
Production	1 856	2 000	2 459	23,0%
Exportations	1 932	1 944	2 491	28,1%
Ventes	1 924	1 942	2 493	28,4%
P.V.moyen (Fcfa/Tonne)	45 231	45 231	60 000	32,7%

Source : Comilog

de 28,4 % en raison de la hausse de la demande de minerais en Chine (20 %) et en Europe de l'Est (8 %).

Parallèlement, le chiffre d'affaires progresse fortement de 69,8 % pour se situer à 153,4 milliards de Fcfa en 2004 contre 90,4 milliards en 2003. La bonne tenue de l'industrie sidérurgique mondiale tirée par la Chine et le relèvement (+32,7%) des prix de la tonne de manganèse sur le marché international sont à l'origine de cette progression.

### Les investissements

Les investissements consentis en 2004 par la Comilog sont en hausse de 15,3 %, passant de 6,158 milliards de Fcfa en 2003 à 7,1 milliards. Ils sont destinés à l'entretien, aux renouvellements courants et à la maintenance des installations.

### Les effectifs et la masse salariale

Suite au recrutement de 100 nouveaux agents, les effectifs se situent à 1350 agents en 2004, soit une hausse de 4% par rapport à l'année précédente. Cela induit une masse salariale de 15,173 milliards de Fcfa en 2004 contre 14,199 milliards en 2003.

### II.1.3 Le bois

La forêt gabonaise couvre environ 23 millions d'hectares dont 86,95 % de forêt productive. Le potentiel commercial du pays est estimé à 400 millions de m<sup>3</sup> de bois, dont 130 millions pour l'Okoumé qui en constitue l'essence principale. L'exploitation concerne 60 essences sur les 400 recensées et regroupées en trois catégories, à savoir : l'Okoumé, l'Ozigo et les bois divers.

En 2004, la morosité de l'activité forestière se poursuit en raison de la mévente des grumes sur le marché international des bois tropicaux. La dépréciation du dollar américain par rapport à l'euro et le renchérissement du coût du fret maritime d'environ 40 USD sur la destination Asie participent à la déprime de la branche. Ainsi, la Chine qui demeure le principal consommateur des grumes gabonaises n'absorbe que 46 % de l'Okoumé contre 64,25 % l'année précédente.

## Activité nationale

### La production

La production de grumes, toutes essences confondues, enregistre une baisse de 15,1 % par rapport à l'année précédente. Elle passe de 3,020 millions de m<sup>3</sup> en 2003 à 2,562 millions de m<sup>3</sup> en 2004. Cette régression de la production totale résulte de la chute de 41,8 % de l'extraction de l'Okoumé et ce, malgré l'augmentation de la production de l'Ozigo (4,3 %) et des bois divers (23,0 %).

Une combinaison de facteurs explique cette tendance à la baisse :

- les prix plagent peu incitatifs pour les exploitants forestiers ;
- la carence de wagons qui a constitué un réel goulot d'étranglement pour l'évacuation des grumes vers le port d'Owendo ;
- les nouvelles dispositions réglementaires contraignantes en matière de transport terrestre des ressources ligneuses ;
- le poids de la fiscalité forestière.

### Evolution de la production de grumes

(en mètres cubes)	2002	2003	2004	04/03
Okoumé	1 324 300	1 762 000	1 024 800	-41,8%
Ozigo	64 600	50 000	52 140	4,3%
Bois divers	1 841 100	1 208 000	1 485 960	23,0%
<b>Total</b>	<b>3 230 000</b>	<b>3 020 000</b>	<b>2 562 900</b>	<b>-15,1%</b>

Sources : Snbg, Sepbg

### Les exportations

Les exportations de grumes régressent de 11,4 %, passant de 1 717 346 m<sup>3</sup> en 2003 à 1 522 183 m<sup>3</sup> en 2004. Cette tendance s'explique, entre autres, par l'intensification de la transformation locale du bois et par la rude concurrence des pays limitrophes sur le marché international.

### Evolution des exportations de grumes

(en mètres cubes)	2002	2003	2004	04/03
Okoumé	1 037 964	935 942	687 356	-26,6%
Ozigo	23 099	6 980	1 465,3	-79,0%
Ventes libres(OK+OZ)	182 054	167 500	159 449	-4,8%
Bois divers	683 826	606 924	673 913	11,0%
<b>Total</b>	<b>1 926 943</b>	<b>1 717 346</b>	<b>1 522 183</b>	<b>-11,4%</b>

Sources : Snbg, Sepbg

## Activité nationale

### Les prix

#### Evolution des prix moyens "plage" et "Fas"

(en Fcfa/m <sup>3</sup> )	2002	2003	2004	04/03
Prix plage(achats)				
- Okoumé	64 043	61 773	60 071	-2,8%
- Ozigo	40 806	41 107	47 526	15,6%
- Bois divers	65 310	70 998	59 994	-15,5%
Prix Fob (exportations)				
- Okoumé	87 641	98 330	92 100	-6,3%
- Ozigo	65 067	79 602	74 900	-5,9%
- Bois divers	74 123	104 651	88 000	-15,9%

Source : Snbg

Fas: Free along side ship ou franco le long du navire

Les prix plage de l'Okoumé et des bois divers reculent respectivement de 2,8 % et 15,5 %. Par contre, celui de l'Ozigo s'apprécie de 15,6 %, passant de 41 107 Fcfa/m<sup>3</sup> en 2003 à 47 526 Fcfa/m<sup>3</sup> en 2004. Cette hausse est le résultat de la politique mise en place par la SNBG pour promouvoir cette essence.

De même, les prix à l'exportation régressent sous l'effet conjugué de la concurrence des pays voisins, du coût élevé du fret et du repli du cours du dollar américain. Le prix de l'Okoumé chute de 6,3 %, celui de l'Ozigo et des bois divers de 5,9 % et 15,9 %, respectivement.

### Les stocks

A fin décembre 2004, le stock physique de la SNBG s'élève à 80 219,5 m<sup>3</sup> contre 140 325,7 m<sup>3</sup> en 2003, soit une contraction de 42,8 %. Cette situation est liée à la faible cadence de l'approvisionnement en bois, consécutive à la perte de confiance des forestiers vis-à-vis de la SNBG. Ce stock représente environ un mois d'exportation.

## II.2. L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

Globalement, l'activité des différentes branches du secteur est morose. Dans le meilleur des cas, elle connaît une stagnation à l'instar de la pêche industrielle.

### II.2.1 L'agriculture

On distingue trois types de cultures : les cultures vivrières, les cultures maraîchères et les cultures de rente. L'essentiel de la production vivrière et maraîchère est consommé localement.

## Activité nationale

En 2004, les cultures de rente pâtiennent du manque de moyens financiers à la Caisse cacao-café et des difficultés structurelles persistantes à Hévégab.

### II.2.1.1 Les cultures vivrières

L'agriculture pratiquée par les paysans est itinérante sur brûlis, destinée principalement à l'autoconsommation. La non utilisation des techniques modernes induit une faible production agricole.

En 2004, on note une baisse de la production des cultures vivrières due à l'absence de financements qui contraint l'IGAD à surseoir le Projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Périurbain (PADAP).

Ainsi, les productions de manioc, de taro/igname/patate douce décroissent respectivement de 2,6 % et 1,8 %, alors que celles de la banane plantain, de l'arachide et du maïs sont stables.

#### Evolution de la production vivrière

(En tonnes)	2002	2003	2004	04/03
Manioc	226 000	234 000	228 000	-2,6%
Banane plantain	269 300	270 000	270 000	0,0%
Taro/igname/patate douce	55 500	55 000	54 000	-1,8%
Maïs	25 300	26 000	26 000	0,0%
Arachide	16 200	17 000	17 000	0,0%

Source : Direction Générale de l'Agriculture

### II.2.1.2 Les cultures maraîchères

La production maraîchère est en repli en 2004 du fait de l'obsolescence de l'outil de production d'Agripog et du manque de financement pour l'IGAD.

#### La Société Agricole de Port-Gentil (AGRIPOG)

En 2004, la production d'Agripog se situe à 327 tonnes et 163 175 bottes de légumes et autres produits, soit des retraits respectifs de 22,5 % et 9,8 % par rapport à 2003.

#### Evolution de l'activité d'Agripog

	2002	2003	2004	Var 04/03
Production (en tonnes)	438	422	327	-22,50%
Production (en bottes)	210 298	180 981	163 175	-9,80%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	851	787	540	-31,40%

Source : Agripog

## Activité nationale

Le chiffre d'affaires, en chute de 31,4%, s'établit à 540 millions de Fcfa en 2004. La concurrence des produits importés du Cameroun et ceux des maraîchers locaux sont à l'origine de cette évolution.

### L'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD)

L'IGAD a pour objectif d'apporter un appui aux créateurs de petites entreprises agricoles et para-agricoles, par la mise en place de projets pilotes et la formation des agriculteurs, notamment dans les domaines du maraîchage, des cultures vivrières et de l'élevage porcin.

Les activités de cet institut sont localisées dans les grands centres urbains (Libreville, Oyem et Franceville).

### La formation professionnelle

L'IGAD assure l'apprentissage aux métiers agricoles dans deux centres situés au PK8 de Libreville et à Ntoum. Le centre de Libreville est spécialisé dans le maraîchage, alors que celui de Ntoum s'occupe des produits vivriers, exploités en système de couloirs.

En 2004, l'Institut a formé 626 stagiaires et recruté 7 techniciens.

### Le maraîchage

Le nombre d'exploitations est passé de 624 en 2003 à 744, augmentant ainsi les surfaces cultivées de 19,23%.

La production a atteint 1 395 tonnes en 2004 contre 420 tonnes en 2003. Le chiffre d'affaires est de 270 millions de Fcfa contre 210 millions de Fcfa l'année précédente.

### Les cultures vivrières

L'essentiel de l'activité vivrière est concentré dans la province de l'Estuaire avec un total de 146 exploitations en 2004 contre 65 exploitations en 2003.

La production se situe à 1330 tonnes contre 485 tonnes en 2003. Le chiffre d'affaires réalisé est de 460 millions de Fcfa alors qu'il était de 185 millions en 2003.

### II.2.1.3 Les cultures de rente

Après l'arrêt des achats de cacao et de café par la Caisse Cacao-Café, faute de financements de l'Etat, la production des dites cultures de rente s'amenuise.

En ce qui concerne l'hévéaculture, les plantations de Bitam et Mitzi sont entrées en production depuis le mois d'août 2004, suite à la reprise des actifs de

## Activité nationale

---

l'ancienne Hévégab par la Société Industrielle et Agricole Tropicale du Gabon (SIAT Gabon) au mois d'avril de la même année.

Cette dernière société reste confrontée aux difficultés de fonctionnement de l'usine de fabrication de latex de Mitzic du fait de l'obsolescence des machines.

A la demande de l'Etat, SIAT Gabon poursuit le développement du volet villageois de l'hévéa, avec l'entrée en phase de production des 2 600 ha de plantations en zone rurale.

### II.2.2 L'élevage

D'une manière générale, la production est insuffisante pour couvrir les besoins grandissants de la population en produits carnés. Le marché reste par conséquent tributaire des importations de viandes.

Le ranch Nyanga, propriété de l'Etat, dont les actifs ont été repris par SIAT Gabon, ne sera opérationnel qu'en 2005. Celui-ci s'étend sur une zone de plaine et de savane de 65 Km de long sur 20 Km de large. Il dispose d'une capacité d'accueil de 20 000 têtes de bétail. Mais à ce jour, il compte moins de 2 000 bêtes de race Ndama et de type Taurin.

On relève, par ailleurs, un nombre croissant d'éleveurs indépendants en zones rurale et urbaine, notamment le ranch Biendi de Moutassou dans la Ngounié. Ce dernier compte un cheptel de 1 200 têtes de bovins, 525 porcs, 198 moutons et 91 chèvres.

### II.2.3 La pêche

Le Gabon possède d'importants atouts en matière de pêche. Il s'agit, en effet, d'une façade maritime de 800 kilomètres, de nombreux cours d'eau sur une superficie globale de 10 000 km<sup>2</sup>, des réserves halieutiques maritimes et continentales estimées respectivement à plus de 210 000 tonnes et 24 000 tonnes.

On distingue trois (3) types de pêches :

- la pêche industrielle ;
- la pêche artisanale maritime et continentale ;
- la pisciculture.

En 2004, la production totale est évaluée à 45 140 tonnes contre 44 854 tonnes l'année précédente, soit une légère hausse de 0,6 %, due au dynamisme de la pêche artisanale.

## Activité nationale

### Evolution de la production de poissons, mollusques et crustacés

(en tonnes)	2002	2003	2004	04/03
Pêche industrielle	10 964	12 494	12 560	0,5%
Pêche artisanale (maritime et continentale)	29 920	32 280	32 500	0,7%
Pisciculture	70	80	80	0,0%
<b>Total</b>	<b>40 954</b>	<b>44 854</b>	<b>45 140</b>	<b>0,6%</b>

Source : Direction Générale des Pêches et de l'Aquaculture

### La pêche industrielle

Cette activité se pratique, d'une part, dans la zone comprise entre 3 et 6 miles marins pour les navires battant pavillon gabonais, d'autre part, entre 6 et 200 miles marins pour les navires battant pavillon étranger. La pêche industrielle concerne essentiellement les prises de crevettes à cause de leur forte valeur marchande.

En 2004, la production se maintient à 12 560 tonnes, performance liée à l'effort de pêche, malgré la baisse du nombre des armements.

### La pêche artisanale

La pêche artisanale maritime est pratiquée par les ressortissants de pays étrangers, tandis que la pêche artisanale continentale, plus propice en saison sèche qu'en saison de pluies, est davantage le fait des nationaux.

La pêche artisanale, qui englobe une variété élargie d'espèces de poissons, représente environ 70 % de la production totale.

En 2004, la production globale atteint 32 500 tonnes, soit une légère hausse de 0,7 % du fait de l'augmentation des embarcations motorisées.

### La pisciculture

Les difficultés d'approvisionnement en aliments pour poissons freinent le développement de cette activité dont la production est restée quasi-stable par rapport à 2003. A ces difficultés, s'ajoute le manque de formation des promoteurs.

## II.3. LES INDUSTRIES

### II.3.1 Le secteur agro-alimentaire

Le secteur agro-alimentaire comprend :

- la production meunière et avicole ;
- les huiles et corps gras ;
- la production sucrière ;

## Activité nationale

- les produits laitiers et les glaces ;
- les boissons et le tabac.

En 2004, l'évolution de l'activité des industries agro-alimentaires est contrastée. La production de sucre, des laits et du tabac s'améliore pendant que celle des boissons gazeuses et alcoolisées régresse ou stagne.

### II.3.1.1 La production meunière et avicole

La production meunière et avicole est principalement assurée par la Société Meunière et Avicole du Gabon (SMAG).

La production de farine se situe à 52 490 tonnes en 2004 contre 52 455 tonnes en 2003, soit une légère hausse de 0,1 %. Il en est de même pour les issues et les aliments pour bétail dont les productions progressent respectivement de 7,8 et 0,7%.

#### Evolution de l'activité de la SMAG

	2002	2003	2004	04/03
Productions (en tonnes)				
Farine	52 479	52 455	52 490	0,1%
Issues	13 942	11 846	12 771	7,8%
Aliments pour bétail	9 848	10 287	10 360	0,7%
Œufs (en milliers)	35 922	36 113	35 244	-2,4%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	19 001	19 068	19 532	2,4%
Ventes locales (en tonnes)	18 675	18 762	19 526	4,1%
Effectifs (nombre d'agents)	254	253	255	0,8%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	1 219	1 146	1 790	56,2%

Source : Smag

En revanche, le nombre d'œufs produits est en baisse de 2,4%, se situant à 35,244 millions en 2004 contre 36,113 millions d'œufs en 2003, du fait de la concurrence des fermiers indépendants et des œufs importés.

Le chiffre d'affaires passe de 19,068 milliards de Fcfa en 2003 à 19,532 milliards de Fcfa en 2004, soit une amélioration de 2,4 %, imputable à la bonne tenue des ventes de farine et à l'amélioration de la qualité des produits.

Les effectifs augmentent de 0,8 % pour se situer à 255 employés. La masse salariale augmente, quant à elle, de 56,2 % du fait du paiement des droits à deux hauts responsables sortants.

### II.3.1.2 Les huiles et corps gras

SIAT Gabon (Société d'Investissement pour l'Agriculture Tropicale au Gabon), repreneur d'Agrogabon, intervient dans trois branches d'activité que sont : les huiles et corps gras, le caoutchouc et l'élevage.

## Activité nationale

Depuis le 05 avril 2004, SIAT s'attelle à réhabiliter l'outil de production pour un investissement de 3,881 milliards de Fcfa. Ainsi, ses activités industrielles ne pourront démarrer qu'en 2005.

### II.3.1.3 La production sucrière

La culture et le raffinage du sucre sont assurés par la Société Sucrière de Franceville (SUCAF).

#### Evolution de l'activité de SUCAF

	2002	2003	2004	04/03
Productions (en tonnes)	23 310	24 572	23 501	-4,4%
Sucre en morceaux	9 689	9 188	10 471	14,0%
Sucre granulé	13 621	16 764	13 030	-22,3%
Vente (tonnes)	22 835	20 552	22 257	8,3%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	13 152	12 662	13 043	3,0%

Source : Sucaf

La production de sucre baisse de 4,4 % en 2004. Elle s'établit à 23 501 tonnes contre 24 572 tonnes en 2003. La présence d'importants stocks de sucre, suite aux difficultés rencontrées par SUCAF en 2003 dans l'acheminement du produit vers les centres de consommation, explique le repli de la production.

On relève, par contre, une augmentation des ventes de sucre aussi bien sur le marché local qu'à l'exportation vers le Cameroun, la Guinée Equatoriale et Sao Tomé. Le volume global des ventes de sucre s'élève à 22 257 tonnes en 2004 contre 21 710 tonnes en 2003. Il génère un chiffre d'affaires en hausse de 3,0 % à 13,043 milliards de Fcfa en 2004.

### II.3.1.4 Les produits laitiers et les glaces

La Société Industrielle Gabonaise de Laiterie Librevilloise (SIGALLI) est spécialisée dans la production de yaourts et d'une gamme de vins dénommée "Prince de vigne". Elle commercialise également du fromage, du beurre, du lait et des jus de fruit importés.

#### Evolution de l'activité de la branche des produits laitiers

	2002	2003	2004	04/03
Productions				
- Yaourts (en tonnes)	2 038,5	2 248,4	2 507,0	11,5%
- Jus de fruit (en milliers de litres)	4 840,1	4 215,5	4 758,6	12,9%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	4 732	5 094	5 124	0,6%

Source : Sigalli

## Activité nationale

Le chiffre d'affaires de la branche des produits laitiers est de 5,12 milliards de Fcfa en 2004, après les 5,09 milliards de Fcfa enregistrés en 2003, soit une légère augmentation de 0,6 % consécutive au lancement de nouvelles gammes de produits et au dynamisme des ventes.

### II.3.1.5 Les boissons et le tabac

L'atonie observée en 2003 dans la branche des boissons se poursuit en 2004. En revanche, on observe une bonne tenue des cigarettes.

#### II.3.1.5.1 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées, dominée par Sobraga et Sovingab, connaît un recul de l'activité provoqué par la hausse des importations de boissons réalisées par les ressortissants Syro-Libanais.

Ainsi, les productions de bières, de boissons gazeuses et de vins baissent respectivement de 0,5 %, 3,5 % et 6,7 %.

Le chiffre d'affaires suit le même mouvement baissier. Il se replie de 2,5% pour se situer à 60,893 milliards de Fcfa en 2004 contre 62,426 milliards de Fcfa en 2003 en raison de la concurrence vigoureuse exercée par les boissons locales (notamment les vins de palme et de canne à sucre) et les boissons importées frauduleusement des pays voisins.

#### **Evolution de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées**

	2002	2003	2004	04/03
Productions (en hectolitres)				
- Bières	792 119	754 071	750 112	-0,5%
- Boissons gazeuses	585 506	568 411	548 311	-3,5%
- Vin	43 805	34 857	32 514	-6,7%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	64 753	62 426	60 893	-2,5%

Sources : Sobraga, Sovingab

#### II.3.1.5.2 L'eau minérale

La production d'eau minérale augmente de 17,2 % à 65 376 hectolitres en 2004.

Le chiffre d'affaires est de 1 877 millions de Fcfa en 2004, en hausse de 36,8 %. Ces performances sont inhérentes aux exportations de l'eau vers les pays de la sous-région.

Les effectifs diminuent de 27,1 %, passant de 48 agents à 35 en 2004. La masse salariale croît de 8,3 % à cause du paiement des départs négociés.

## Activité nationale

### Evolution de la branche de l'eau minérale

	2002	2003	2004	04/03
Production d'eau (en hectolitres)	Nd	55 785	65 376	17,2%
Chiffres d'affaires (en millions de Fcfa)	Nd	1 372	1 877	36,8%
Effectifs (nombre)	Nd	48	35	-27,1%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	Nd	181	196	8,3%

Source : *Eauleco*

### II.3.1.5.3 L'industrie du tabac

En 2004, la Société des Cigarettes du Gabon (SOCIGA) enregistre une progression de 26,1% de production de cigarettes, soit 459,86 millions de bâtons. Cette hausse est consécutive à l'ouverture d'une unité de production de scaferlatis (tabac coupé en fines lanières).

Par contre, la production de tabac en feuilles fléchit de 7,3 %, à cause de la baisse de la consommation locale.

Le chiffre d'affaires croît de 15,2 % suite au relèvement des ventes locales et des exportations de cigarettes vers le Cameroun (86,29 millions de bâtons de cigarettes).

### Evolution de l'activité de la filière du tabac

	2002	2003	2004	04/03
Production				
Cigarettes (millions d'unités)	415,0	364,6	459,9	26,1%
Tabac en feuilles (caisses)	2 596,0	3 390,0	3 143,0	-7,3%
Ventes locales				
Cigarettes (millions d'unités)	343,0	345,6	346,4	0,2%
Tabac en feuilles (caisses)	3 101,0	3 386,0	3 081,0	-9,0%
Exportations				
Cigarettes (millions d'unités)	74,4	8,2	86,3	957,5%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	8 181,0	11 618,0	13 389,0	15,2%

Source : *Sociga*

### II.3.2 Les industries du bois

L'activité des industries du bois regroupe quatre segments :

- le sciage ;
- le déroulage ;
- le tranchage ;

## Activité nationale

- les menuiseries et l'ébénisterie.

Le programme d'industrialisation de la filière bois qui vise l'optimisation de la rentabilité économique et sociale du secteur bois se poursuit en 2004.

On dénombre une cinquantaine d'unités de transformation dont 40 scieries, 7 usines de placage, 4 usines de fabrication de contreplaqués et une unité de tranchage. Le taux de transformation du bois oscille entre 30 % et 40%.

### II.3.2.1 Les unités de sciage

On recense au Gabon quarante (40) scieries, localisées principalement à Libreville et à Port-Gentil. La production de bois sciés est constituée de lattes, de chevrons et de planches.

Les unités de sciage connaissent un regain d'activité en 2004. Ainsi, la production s'établit à 170 185 m<sup>3</sup> contre 95 000 m<sup>3</sup> en 2003, soit une progression de 79,1%. Cette évolution est le résultat du processus d'industrialisation initié depuis quelques années par le gouvernement.

Parallèlement, les exportations augmentent fortement sous l'effet de la demande extérieure. Les bois sciés sont essentiellement destinés au marché européen. Cependant, quelques pays africains tels que l'Afrique du Sud et le Maroc s'intéressent de plus en plus aux bois sciés.

#### **Evolution de l'activité des unités de sciage**

(en mètres cubes)	2002	2003	2004*	04/03
Production	86 185	95 000	170 185	79,1%
Ventes locales	32 040	34 427	16 147	-53,1%
Exportations	32 240	34 100	120 921	254,6%

Source : Direction du développement de l'industrie et du commerce du bois (DDICB)

\*estimations de la DGE

### II.3.2.2 Les unités de déroulage

On distingue dans cette branche, les unités de placage dont les produits sont destinés au commerce en l'état et les unités de fabrication de contreplaqués qui utilisent les placages comme consommations intermédiaires.

### II.3.2.3 Les unités de placage

La production de placages marque un repli de 39,1%, passant de 198 208 m<sup>3</sup> en 2003 à 120 715 m<sup>3</sup>. Cette baisse est liée aux difficultés d'approvisionnement en bois rencontrées par la plupart des industries de transformation non intégrées à une concession forestière et à la fermeture des unités telles que : Basso Timber Industries Gabon (BTIG), Placage de l'Ogooué et EFM industrie.

## Activité nationale

Les ventes locales de placages régressent de 79,9 %. Cette baisse est imputable à la cessation d'activité de certains promoteurs immobiliers tel SHERKO.

Les volumes de placages produits sont principalement exportés vers l'Europe, les Etats-Unis et le Maroc.

### Evolution de l'activité des unités de placage

(en mètres cubes)	2002	2003	2004*	04/03
Production	Nd	198 208	120 715	-39,1%
Ventes locales	Nd	3 208	645	-79,9%
Exportations	Nd	195 000	117 804	-39,6%

Source : Direction du développement de l'industrie et du commerce du bois (DDICB)

\*estimations de la DGE

### II.3.2.4 Les unités de contreplaqués

Quatre unités produisent actuellement le contreplaqué : Rougier Gabon, Cora Wood (ex-CFG), Siboga et SED (Société Equatoriale de Déroulage).

La production de contreplaqués est de 52 766,2 m<sup>3</sup> contre 37 824 m<sup>3</sup> en 2003, soit une hausse de 39,5 % qui s'explique par l'entrée en production d'une unité de transformation d'une capacité de 20 000 m<sup>3</sup>, créée par la SED au cours de l'année 2003, et par la bonne activité de Cora Wood.

Les ventes locales baissent de 67,5 % pour se situer à 2 330 m<sup>3</sup> en 2004, du fait de la présence sur le marché local d'autres produits en provenance de pays de la sous-région.

Les exportations de feuilles de contreplaqués orientées vers l'Europe augmentent de 66,5 % en 2004.

### Evolution de la production et des ventes de contreplaqués

(en mètres cubes)	2002	2003	2004*	04/03
Production	44 655	37 824	52 766	39,5%
Ventes locales	4 976	7 162	2 330	-67,5%
Exportations	26 591	29 579	49 262	66,5%

Sources : Cora Wood, Sed, Rog

\*estimations DGE

### II.3.2.5 Les unités de tranchage

Une seule usine, " les Bois Tranchés ", opère dans l'activité de tranchage. En 2004, la forte demande extérieure a dopé la production de bois tranchés, pour se situer à 3 493 m<sup>3</sup> contre 2 936 m<sup>3</sup> l'année précédente, soit une hausse de 19%.

## Activité nationale

### II.3.2.6 Les unités de menuiserie et d'ébénisterie

Les unités de menuiserie et d'ébénisterie, installées sur le territoire national, échappent encore au contrôle de l'administration des Eaux et Forêts. Ces structures de dimension modeste se caractérisent par leur faible capacité de production. Elles sont spécialisées dans la fabrication des meubles et les autres travaux de décoration sur le marché local.

### II.3.3 Le raffinage

De manière générale, la situation du raffinage à la fin de l'année 2004 est positive.

#### Le brut traité

Le volume de brut traité, établi à 729 539 tonnes métriques en 2004, s'améliore de 4,4 % par rapport à l'année précédente, en dépit des arrêts techniques en vue de régénérer le catalyseur. La production pour compte propre augmente de 8,3%, en se situant à 711 597 tonnes, alors que pour le compte des tiers, elle baisse de moitié compte tenu de la faiblesse des commandes des pétroliers.

On note, par ailleurs, la reprise de la production de bitume dont une partie est exportée vers Malabo. De même, pour satisfaire la demande locale, Sogara a importé du butane et du super de la Côte-d'Ivoire.

#### Evolution de la production de SOGARA

(en tonnes métriques)	2002	2003	2004	04/03
<b>Total brut traité</b>	<b>746 050</b>	<b>698 467</b>	<b>729 539</b>	<b>4,4%</b>
- Compte propre	691 044	656 896	711 597	8,3%
- Compte de Tiers	55 006	41 571	17 942	-56,8%

Source : Sogara

#### La commercialisation

A l'exception du butane, la vente des produits pétroliers sur le marché local diminue en 2004, à cause de la crise du secteur forestier et des difficultés rencontrées par les compagnies aériennes après le crash d'un aéronef de ligne intérieure. En revanche, les ventes à l'export se sont bien comportées en raison du regain d'intérêt que manifestent les traders internationaux pour les produits de Sogara.

Ainsi, le chiffre d'affaires, en hausse de 1,1 %, s'établit à 123,146 milliards de Fcfa en 2004 contre 121,833 milliards l'année précédente, sous l'effet des exportations dont la valeur s'apprécie de 36,7 %.

## Activité nationale

### Evolution des ventes de produits pétroliers

	2002	2003	2004	04/03
Butane (TM)	18 014	19 766	19 916	0,8%
Super (M <sup>3</sup> )	61 551	64 332	58 973	-8,3%
Fuel-oil 380 (TM)	57 564	77 454	62 815	-18,9%
Pétrole lampant (M <sup>3</sup> )	33 068	36 181	28 626	-20,9%
Turbine fuel (M <sup>3</sup> )	92 094	87 589	60 690	-30,7%
Gas-oil Moteur (M <sup>3</sup> )	287 270	291 391	288 366	-1,0%
Super - export (TM)	24 586	11 438	21 521	88,2%
Gas-oil export (M <sup>3</sup> )	0	12 000	17 495	45,8%
Turbine Fuel - exp (M <sup>3</sup> )	0	0	7 990	
Fuel-oil 380 export (TM)	219 151	215 602	272 759	12,6%
Bitume (TM)	29	0	266	

Source : Sogara

### Les investissements

Le montant des investissements réalisés au cours de l'exercice 2004 s'élève à 4,5 milliards de Fcfa, essentiellement consacrés à l'achat d'un groupe diesel afin de remédier aux coupures d'électricité de la SEEG, en attendant l'installation d'une turbine à gaz dont la livraison est prévue pour 2005.

La société dispose d'un effectif de 441 personnes pour une masse salariale d'environ 9 milliards de Fcfa, contre respectivement 433 agents et 8,2 milliards en 2003.

### Evolution des autres indicateurs d'activité (raffinage)

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	118 602,0	121 833,0	123 146,0	1,1%
Ventes locales	96 854,0	98 435,0	91 155,0	-7,4%
Ventes à l'export	21 748,0	23 398,0	31 991,0	36,7%
Investissements	2 530	5 740	4 500	-21,6%

Source : Sogara

### II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

La production et la distribution de l'eau et de l'électricité est assurée par la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon (SEEG), filiale du groupe Veolia Water qui en détient le monopole sur le territoire national.

## Activité nationale

### Evolution de l'activité de la SEEG

	2002	2003	2004	04/03
<b>Abonnements (nombre)</b>				
Electricité	135 085	145 361	156 669	7,8%
Eau	81 355	86 430	93 055	7,7%
<b>Production en volume</b>				
Electricité (en millions de Kwh)	1 255,88	1 304,30	1 334,13	2,3%
Eau ( en millions de m <sup>3</sup> )	57,12	59,64	63,23	6,0%
<b>Ventes en volume</b>				
Electricité (en millions de Kwh)	1 066,15	1 119,71	1 121,91	0,2%
Eau ( en millions de m <sup>3</sup> )	48,28	49,67	52,92	6,5%
<b>Chiffre d'affaires total</b> (en milliards de Fcfa)	77,46	83,09	85,56	3,0%
Electricité	61,41	65,81	67,37	2,4%
Eau	12,70	13,61	14,63	7,5%
Prestations	3,35	3,67	3,56	-3,0%
Valeur ajoutée (en milliards de Fcfa)	44,88	44,51	41,48	-6,8%
Investissements	30,18	22,14	22,37	1,0%
Masse salariale	17,57	19,63	19,40	-1,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 508	1 502	1 478	-1,6%

source: Seeg

En 2004, l'évolution de l'activité du secteur est globalement satisfaisante au regard des performances industrielles et commerciales réalisées.

#### II.3.4.1 L'électricité

La production d'électricité augmente de 2,3 %. Elle se situe à 1 334 millions de Kwh en 2004 contre 1 304 millions de Kwh en 2003. Cette croissance s'explique par l'extension du réseau électrique dans le cadre des travaux des fêtes de l'indépendance et par le regain d'activité dans les mines et le raffinage.

Le volume global des ventes d'électricité enregistre un accroissement de 0,2 %, suite à la consolidation de la demande résultant de l'augmentation de 7,8% du nombre d'abonnés. Les ventes d'électricité passent ainsi de 1 119,7 millions de Kwh en 2003 à 1 121 millions de Kwh en 2004 et ce, malgré le léger repli des ventes d'électricité moyenne tension qui s'établissent à 513,43 millions de Kwh en 2004.

#### II.3.4.2 L'eau

La production d'eau croît de 6 %, passant de 59,641 millions de m<sup>3</sup> en 2003 à 63,233 millions en 2004, suite à un accroissement de l'ordre de 7,7 % du réseau de desserte en eau des principales villes du pays. Les ventes d'eau en volume varient de 49,67 millions de m<sup>3</sup> en 2003 à 52,92 millions de m<sup>3</sup> en 2004, soit une hausse de 6,5 %.

## Activité nationale

Le chiffre d'affaires global s'établit, ainsi, à 85,56 milliards de Fcfa en 2004 contre 83,09 milliards en 2003. Il croît de 3 %, sous l'effet conjugué du relèvement du tarif du KWh et de la consolidation de la demande en eau et en électricité.

La valeur ajoutée régresse, en revanche, de 6,8 % en 2004 à cause de l'alourdissement des coûts de production imputable à la baisse de la pluviométrie, notamment dans la province de l'Estuaire. De même, les effectifs connaissent une légère réduction consécutive aux départs en retraite et à la fin de certains contrats.

Les investissements progressent sensiblement en 2004. Ils passent de 22,14 milliards de Fcfa en 2003 à 22,37 milliards en 2004 et concernent, entre autres, la construction de deux centrales thermiques à Oyem et Gamba.

### II.3.5 Les autres industries de transformation

La chimie, les matériaux de construction et la seconde transformation des métaux relèvent de la branche des autres industries de transformation.

Les activités de ce secteur sont essentiellement liées à la demande de l'industrie pétrolière et du BTP.

#### II.3.5.1 La chimie

L'industrie chimique, hors raffinage, qui consiste en la fabrication des peintures, des lubrifiants, des gaz industriels, des matelas, des papiers hygiéniques, enregistre de bonnes performances en 2004.

Le chiffre d'affaires global s'affermit de 0,9 %, passant de 17,848 milliards de Fcfa en 2003 à 18,016 milliards en 2004. La dynamisation des exportations des lubrifiants vers la CEMAC, la pratique d'une politique de prix préférentiels, ainsi que la relance de l'activité du BTP sont autant de facteurs qui expliquent cette évolution.

Corrélativement, la valeur ajoutée s'élève à 5,777 milliards de Fcfa en 2004 contre 5,601 milliards en 2003, soit un accroissement de 3,1 %.

Les effectifs augmentent de 1,3 % pour atteindre 236 agents en 2004 contre 233. En conséquence, la masse salariale progresse de 2,7 % et s'établit à 1,816 milliard de Fcfa contre 1,769 milliard en 2003.

Les investissements, en hausse de 14,8 %, se situent à 1 541,01 millions de Fcfa. Ils concernent la construction d'un centre de production, l'installation de dispositifs de sécurité dans les usines, le renouvellement de l'outil informatique et l'acquisition du matériel roulant.

## Activité nationale

### Evolution de l'activité des industries chimiques

	2002	2003	2004	04/03
Productions				
- peintures (tonnes)	3 552	4 178	4 481	7,3%
- Gaz industriels (m <sup>3</sup> )	949 728	689 700	645 000	-6,5%
- Lubrifiants (tonnes)	6 712	6 634	6 688	0,8%
- Emballages (unités)	Nd	546 207	436 211	-20,1%
- Matelas (tonnes)	2 775	2 500	2 500	0,0%
- Papiers hygiéniques (millions de Fcfa)	Nd	1 279	1 300	1,6%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	17 086	17 848	18 016	0,9%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	5 600	5 601	5 777	3,1%
Effectifs (nombre d'employés)	165	233	236	1,3%
Masse salariale (millions de Fcfa)	Nd	1 769	1 816	2,7%
Investissements (millions de Fcfa)	600	1 342	1 541	14,8%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, Gaboa, Pizolub, Mousse Industrie, Satoga

### Les peintures

La production de peintures observe une hausse de 7,3 % consécutive à l'accroissement des commandes du secteur BTP. Elle s'élève à 4 481 tonnes en 2004 contre 4 178 en 2003.

### Les gaz industriels

La production de gaz industriels passe de 689 700 m<sup>3</sup> en 2003 à 645 000 en 2004, soit un repli de 6,5 %, dû principalement à la fermeture de certaines unités de soudage et à la perte des clients du secteur pétrolier angolais.

### Les lubrifiants

La production des lubrifiants s'établit à 6 688 tonnes en 2004 contre 6 634 tonnes en 2003, soit une hausse de 0,8 % qui s'explique par la vigueur des exportations vers les Etats de la CEMAC, notamment la Guinée Equatoriale, le Congo, la RCA et le Tchad.

### Les autres produits

Le volume des matelas fabriqués en 2004 se maintient à 2 500 tonnes, tandis que la production des papiers à base d'ouate de cellulose enregistre un accroissement de 1,6 %.

### II.3.5.2 Les matériaux de construction

La sous-branche "Matériaux de construction" comprend la production de ciment et celle des ouvrages en béton manufacturé.

## Activité nationale

La production de clinker, entrant dans la fabrication du ciment, régresse de 2,3 %. Elle se fixe à 210 539 tonnes en 2004 contre 215 417 en 2003, à cause de la panne du broyeur de l'usine de Ntoum.

Par contre, la production de ciment progresse de 4,0 %, atteignant 271 755 tonnes en 2004. Cette performance s'explique par la hausse des commandes du secteur BTP. La production des agrégats est caractérisée par la même tendance, soit une hausse de 27,7 %.

Globalement, le chiffre d'affaires, évalué à 22,201 milliards de Fcfa en 2004, est en hausse de 5,5 %, en raison d'un léger relèvement de la consommation locale et de l'accroissement des exportations de ciment.

La valeur ajoutée est en progression de 35,8 % suite au remplacement progressif du fuel par le coke à pétrole (moins coûteux) comme combustible dans la fabrication de ciment.

### Evolution de l'activité de la branche des matériaux de construction

	2002	2003	2004	04/03
Production en tonnes				
- Clinker	176 168	215 417	210 539	-2,3%
- Ciments	240 209	261 246	271 755	4,0%
- Agrégats	103 256	88 037	112 429	27,7%
Vente de ciment	256 578	249 571	260 682	4,5%
Gabon	243 237	224 079	227 365	1,5%
Export	13 341	25 492	33 317	30,7%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	19 324	21 035	22 201	5,5%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	5 511	5 190	7 050	35,8%
Effectifs (en nombre)	347	311	290	-6,8%
Masse salariale (millions de Fcfa)	3 695	3 653	3 667	0,4%
Investissements (millions de Fcfa)	1 805	5 439	1 044	-80,8%

Source : Cimgabon

Les effectifs sont en retrait de 6,8 % en 2004, pour une masse salariale de 3,667 milliards de Fcfa.

Les investissements, d'un montant de 1,044 milliard de Fcfa, ont servi essentiellement à la rénovation du concasseur primaire, à l'achat d'une machine à l'usine de Ntoum et au changement des réducteurs.

### II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux, assurée principalement par Sogi, Sotralga et Trametal, intègre la construction métallique et la transformation de l'aluminium.

## Activité nationale

Les opérations de la branche, orientées vers le marché local, concernent le montage d'éléments semi-ouvrés importés, notamment les articles de ménage, les tôles, la chaudronnerie, la métallurgie navale et la menuiserie aluminium.

La branche est marquée en 2004 par la relance de l'activité en raison de la conjoncture favorable du secteur du BTP.

### Evolution de l'activité de la seconde transformation des métaux

	2002	2003	2004	04/03
Production (en tonnes)				
Alga	51,7	44,5	37,3	-16,2%
Tôles	1 732,7	1 501,2	1 540,8	2,6%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	11 238,8	8 516,5	9 554,0	12,2%
Effectifs (nombre d'employés)	206,0	229,0	167,0	-27,1%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 526,4	1 274,5	1 283,5	0,7%

Sources : Sotralga, Trametel, Sogi

La production de tôles croît de 2,6 %, s'établissant à 1 540,83 tonnes, sous l'effet des commandes du secteur du BTP. A l'inverse, la production des articles de ménage (Alga) chute de 16,2 %, se situant à 37,28 tonnes en 2004 du fait essentiellement des importations en provenance d'Asie et de Turquie.

Le chiffre d'affaires global s'accroît de 12,2 % pour un montant de 9,554 milliards de Fcfa en 2004, en raison de la bonne tenue des tôles, des charpentes métalliques et de la mécanique (construction des camions et attelages grumiers).

En 2004, les effectifs chutent de 27,1% pour se situer à 167 agents contre 229 l'année précédente, alors que la masse salariale augmente légèrement de 0,7%.

### II.3.6 Les industries textiles

La branche d'activité du textile regroupe des entreprises industrielles, des ateliers semi-industriels et des unités artisanales de confection.

#### Evolution de l'activité des industries textiles

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Production (milliers de pièces)	560	500	400	-20,0%
Chiffre d'affaires	2 131,7	1 920	1 536	-20,0%
Valeur ajoutée	1 009	500	837	67,4%
Investissements	99,9	70	14	-80,0%
Masse salariale	577	490	466	-4,9%
Effectifs (nombre d'employés)	297	190	224	17,9%

Source : Mgv

## Activité nationale

Depuis plusieurs années, les entreprises de la branche textile enregistrent des résultats négatifs du fait de la vigueur du secteur informel.

En 2004, la Manufacture Gabonaise de Vêtement (MGV), seule unité industrielle, se caractérise par le déclin de la plupart de ses indicateurs. Ainsi, la production chute de 20 % pour s'établir à 400 000 pièces contre 500 000 pièces en 2003. De même, le chiffre d'affaires régresse de 20 % suite à la réduction des commandes des administrations qui sont les principaux clients.

La valeur ajoutée et les effectifs connaissent, cependant, des augmentations respectives de 67,4 % et 17,9 % en 2004.

### II.3.7 L'imprimerie, l'Édition et la Presse

#### II.3.7.1 L'imprimerie

L'activité de l'imprimerie connaît un ralentissement en 2004 à cause de la concurrence des imprimeurs du Cameroun dont les prix sont plus compétitifs.

Dans ces conditions, le chiffre d'affaires est en baisse de 14,3 %, se situant à 4,994 milliards de Fcfa en 2004 contre 5,827 milliards un an plus tôt.

Parallèlement, la valeur ajoutée observe le même mouvement régressif et passe de 2,671 milliards de Fcfa en 2003 à 2,3 milliards en 2004.

#### *Evolution de l'activité des Imprimeries*

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	6 655	5 827	4 994	-14,3%
Valeur ajoutée	2 923	2 671	2 300	-13,9%
Investissements	569	1 115	60	-94,6%
Masse salariale	1 517	1 581	1 581	0,0%
Effectifs (nombre d'agents)	178	155	152	-1,9%

Sources : Multipress, Gabimp

La masse salariale demeure stable à 1 581 millions de Fcfa, alors que les effectifs sont en retrait de 1,9 %.

Les investissements réalisés en 2004 sont de 60 millions de Fcfa et concernent la modernisation de l'outil de production.

#### II.3.7.2 Édition et Presse

La sous-branche Édition et Presse est dominée par la Société Nationale d'Édition et de Presse (SONAPRESSE) dont l'activité principale est la publication de périodiques, en l'occurrence le quotidien " l'Union ".

## Activité nationale

En 2004, le chiffre d'affaires réalisé est de 2,921 milliards de Fcfa contre 2,96 milliards l'année précédente, soit un repli de 1,3 %. Cette tendance est consécutive à la baisse des ventes de journaux, nonobstant la bonne tenue de la publicité et des petites annonces qui contribuent à hauteur de 59 % au chiffre d'affaires en 2004 contre 46 % en 2003.

### Evolution de l'activité de la sous-branche Edition et Presse

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	2 269	2 960	2 921	-1,3%
Valeur ajoutée	364	732	725	-1,0%
Investissements	145	105	85	-19,0%
Masse salariale	257	190	220	15,8%
Effectifs (nombre d'agents)	38	40	42	5,0%

Source : Sonapresse

La régression des investissements observée en 2003 se poursuit en 2004 avec un montant évalué à 85 millions de Fcfa contre 105 millions en 2003, soit une chute de 19 %. Ceux-ci concernent l'entretien des équipements acquis en 2001 et 2002.

En 2004, la masse salariale se chiffre à 220 millions de Fcfa contre 190 millions l'année précédente. Dans le même temps, les effectifs passent de 40 agents en 2003 à 42 en 2004.

## II.4. LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

Le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP) regroupe trois types d'opérateurs :

- les filiales de multinationales ;
- les entreprises moyennes à capitaux privés nationaux ou étrangers ;
- les petites entreprises individuelles.

L'activité du secteur des BTP se déploie dans les domaines de la construction, de la réhabilitation des bâtiments et infrastructures, de la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone, ainsi que du génie civil.

L'évolution de l'activité du secteur est largement tributaire de la dépense publique d'investissement qui représente une proportion de 80 % de son chiffre d'affaires global.

En 2004, le secteur du BTP est marqué par la création d'une nouvelle entreprise, Entraco, spécialisée dans le bâtiment et le génie civil. Son capital, estimé à 400 millions de Fcfa, est détenu à 75 % par des nationaux.

## Activité nationale

Le secteur du BTP enregistre un chiffre d'affaires de 114,348 milliards de Fcfa en 2004 contre 107,316 milliards en 2003, soit une hausse de 6,6 %. Cette augmentation est essentiellement le fait des entreprises de bâtiment et de génie civil, en raison de l'octroi de marchés significatifs dans le cadre des fêtes tournantes et de la poursuite des travaux de réaménagement du réseau routier. En outre, le paiement de la dette intérieure par l'Etat dans le cadre des accords du " Club de Libreville " a contribué à l'amélioration de l'activité des entreprises de cette branche.

La valeur ajoutée progresse, pour sa part, de 19,9 % pour s'établir à 28,814 milliards de Fcfa en 2004 contre 24,027 milliards en 2003, suite aux efforts de rationalisation des charges d'exploitation par les entreprises.

### Evolution de l'activité du BTP

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Production vendue	121 411,7	107 315,7	114 348,0	6,6%
- Bâtiment, Génie civil	110 379,4	83 278,7	89 639,5	7,6%
- Lignes eau, électricité	11 032,3	24 037,0	24 708,5	2,8%
Valeur ajoutée	45 020,0	24 027,3	28 814,0	19,9%
Investissements	14 998,0	2 710,8	6 262,0	131,0%
Masse salariale	17 481,0	13 113,5	14 583,0	11,2%
Effectifs permanents (nombre d'agents)	2 737	3 098	2 982	-3,7%

Sources : Sobeia - Sogea, Socoba, Dragages, Enelec, Egepc, Vibec, Colas, Entreco, Seteg  
Sogafric froid, Faco Construction

A la faveur de la création de la société Entraco, les investissements du secteur ont plus que doublé en 2004 pour atteindre 6,262 milliards de Fcfa contre 2,711 milliards en 2003.

Malgré la réduction de 3,7 % des effectifs qui passent de 3 098 agents en 2003 à 2 982 agents en 2004, la masse salariale progresse de 11,2 % en raison du paiement des droits aux agents licenciés et aux glissements catégoriels.

## II.5. LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Dans ce secteur, on distingue :

- le transport terrestre ;
- le transport ferroviaire ;
- le transport aérien ;
- le transport maritime et fluvial.

A ces branches, s'ajoutent les auxiliaires de transport.

## Activité nationale

### II.5.1 Le Transport terrestre

Les activités de cette branche portent sur :

- le transport des personnes en zones urbaine et interurbaine ;
- l'acheminement des marchandises ;
- la location des véhicules.

Bien que l'on note l'existence, à Libreville, d'une société de transport urbain appartenant à l'Etat, la branche du transport terrestre est dominée par des opérateurs indépendants qui, pour la plupart, exercent de manière artisanale et à la limite de la légalité. Cela se traduit, par exemple, par la diminution continue du nombre de taxis régulièrement enregistrés à Libreville. Celui-ci passe de 4 500 véhicules en 2003 à 3 750 en 2004.

Le transport structuré des personnes et de marchandises enregistre globalement une hausse de 20 % du chiffre d'affaires, s'établissant à 2,759 milliards de Fcfa en 2004 contre 2,3 milliards en 2003. Cette embellie est liée au renforcement du parc de la Sogatra et aux efforts déployés par les autres compagnies.

#### **Evolution de l'activité des Transports terrestres**

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	1 970	2 300	2 759	20,0%
Valeur ajoutée	1 502	1 800	2 014	11,9%
Masse salariale	1 771	1 913	2 072	8,3%
Investissements	16 941	18 900	20 000	5,8%
Effectifs (nombre d'agents)	690	710	815	14,8%

Sources : Grumes express, Sogatra, Transform

Sous l'effet de l'amélioration du chiffre d'affaires, la valeur ajoutée croît de 11,9 % à 2,014 milliards de Fcfa contre 1,8 milliard en 2003.

Les investissements du secteur progressent de 18,9 milliards de Fcfa en 2003 à 20 milliards de Fcfa en 2004, suite aux efforts réalisés dans ce domaine par la Sogatra principalement.

La masse salariale et les effectifs évoluent respectivement de 8,3 % et 14,8%.

### II.5.2 Le Transport ferroviaire

Naguère exploitée par le groupe Transgabonais, la concession d'exploitation de la voie ferrée a été attribuée depuis le 4 juin 2003 à Setrag pour le transport des personnes et des marchandises. Par ailleurs, la Comilog utilise la voie ferrée pour l'acheminement du minerai de manganèse de Moanda vers le port minéralier d'Owendo.

## Activité nationale

En 2004, le volume des principaux produits transportés, à l'exception des produits pétroliers est en hausse.

Le volume de grumes transportées passe à 819 004 tonnes en 2004 contre 752 171 tonnes en 2003. Il est en hausse de 8,9 % grâce à la réhabilitation des trains grumiers.

### Evolution du trafic ferroviaire

(en tonnes)	2002	2003	2004	04/03
Grumes	899 759	752 171	819 004	8,9%
Bois débités	13 341	19 871	23 555	18,5%
Manganèse	1 794 145	2 044 419	2 345 265	14,7%
Produits pétroliers	43 818	42 189	36 610	-13,2%
Clinker	24 743	19 252	30 960	60,8%
Autres marchandises	190 224	165 747	188 049	13,5%
Passagers (nombre)	220 188	194 998	235 225	20,6%

Source : Setrag

Le volume de manganèse transporté, s'établissant à 2 345 265 tonnes en 2004, est en hausse de 14,7 % par rapport aux 2 044 419 tonnes transportées en 2003. Cette évolution est liée à l'augmentation de la production de Comilog.

### Evolution des performances de la Setrag

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	32 805	27 927	31 111	11,4%
Valeur ajoutée	17 300	17 872	19 500	9,1%
Masse salariale	9 731	10 270	11 400	11,0%
Investissements	5 800	4 200	3 737	-11,0%
	1 220	1 310	1 300	-0,8%

Source : Setrag

En raison de la célébration du 44<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance dans les provinces de l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué, le nombre de passagers transportés par train augmente de 20,6 %, culminant à 235 225 voyageurs en 2004 contre 194 998 voyageurs en 2003. Il en est de même pour le transport de clinker dont le volume s'accroît de 60,8 %, passant de 19 252 tonnes en 2003 à 30 960 tonnes en 2004.

L'embellie de l'activité ferroviaire s'est traduite par une hausse de 11,4 % du chiffre d'affaires et de 9,1 % de la valeur ajoutée. Cependant, la société reste confrontée à des difficultés de trésorerie qui ne lui permettent pas de réaliser de gros investissements.

## Activité nationale

### II.5.3 Le Transport aérien

Le transport aérien est assuré par une dizaine de compagnies réparties en trois catégories :

1) les compagnies installées au Gabon et offrant des vols réguliers domestiques et internationaux, à savoir :

- Air Service (ex-Air Service Gabon) ;
- Air Gabon ;
- Avirex, Air Max, Gabon Express, La Nationale.

2) les compagnies d'affrètement et de location :

- Air Affaires Gabon et Air Service qui répondent aux besoins d'une clientèle particulière, notamment l'Etat ;

- Heli-Union, basée à Port-Gentil, assurant le transport du matériel et du personnel vers les plates-formes pétrolières

3) les compagnies internationales étrangères, notamment Air France, Royal Air Maroc, Cameroon Airlines, Lina Congo, Golf Air, Air Ivoire, etc.

#### **Evolution du trafic aérien (Aéroport de Libreville)**

(en nombre)	2002	2003	2004	04/03
Mouvements des avions commerciaux	28 087	35 825	29 503	-17,6%
- réseau domestique	17 782	22 896	18 125	-20,8%
- réseau international	10 305	12 929	11 378	-12,0%
Passagers	865 058	854 776	698 589	-18,3%
- vols domestiques	428 646	385 037	319 552	-17,0%
- vols internationaux	427 635	457 828	367 933	-19,6%
- en transit	8 777	11 911	11 104	-6,8%
Volume du fret (en tonnes)	17 296	15 545	14 217	-8,5%
- Réseau domestique	2 375	1 560	1 522	-2,4%
- Réseau international	14 921	13 985	12 695	-9,2%

Sources : Adl, Asecna

En 2004, tous les indicateurs du transport aérien sont en baisse.

Globalement, les mouvements des avions commerciaux enregistrent une baisse de 17,6 %, s'établissant à 29 503 mouvements contre 35 825 en 2003. En outre, le nombre de passagers et le volume de fret déclinent respectivement de 18,3% et 8,5 %.

## Activité nationale

### II.5.3.1 Le trafic aérien national

L'année 2004 est marquée par une baisse substantielle des indicateurs du trafic domestique. Les mouvements d'avions commerciaux chutent de 20,8% à 18 125 mouvements. Quant au nombre de passagers, il passe de 385 037 voyageurs en 2003 à 319 552 en 2004, soit un repli de 17 %. La baisse du volume de fret est moins prononcée du fait de l'intensification du trafic vers les provinces de l'Ogooué-Lolo et du Haut-Ogooué.

Les contre-performances du trafic aérien s'expliquent par les difficultés structurelles d'Air Gabon et par la mesure du gouvernement ayant suspendu l'activité des compagnies qui ne respectent pas les conditions administratives et n'offrent pas de garanties de sécurité, compte tenu du crash d'un aéronef de Gabon Express.

### II.5.3.2 Le trafic aérien international

Les indicateurs du trafic aérien international suivent la même évolution que ceux du trafic domestique. On observe en effet une baisse de 12 % des mouvements des avions commerciaux qui se chiffrent à 11 378 en 2004 contre 12 929 mouvements en 2003. Le nombre de passagers régresse de 19,6 % à 367 933 voyageurs contre 457 828 en 2003.

Cette situation de baisse d'activité s'observe aussi bien sur les lignes sous-régionales et côtières d'Afrique Centrale et de l'Ouest dont le nombre de passagers transportés chute de 18,9 %, que sur le trafic vers l'Europe en raison des difficultés rencontrées par la compagnie Air Gabon. Cette dernière enregistre un fléchissement de 23,0 % du nombre des mouvements des avions commerciaux estimé à 800 en 2004 contre 1 040 en 2003.

Le volume de fret international s'évalue à 12 695 tonnes contre 13 985 tonnes en 2003, soit une baisse de 9,2 %, liée à la suppression de certaines destinations par la compagnie nationale Air Gabon.

### II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

En 2004, les performances des compagnies aériennes ne sont guère reluisantes.

Le chiffre d'affaires global des compagnies aériennes passe de 51,7 milliards de Fcfa en 2003 à 33,87 milliards en 2004, soit une chute de 34,5%. Cette situation est consécutive à la baisse du niveau d'activité du trafic aérien. Corollairement à cette baisse, la valeur ajoutée recule de 15,3 % en s'établissant à 8,2 milliards de Fcfa.

En revanche, les effectifs et la masse salariale progressent respectivement de 3,45% et de 3,50%.

## Activité nationale

En dépit des difficultés financières auxquelles sont confrontées les compagnies aériennes, ces dernières investissent à hauteur de 28 milliards de Fcfa en 2004 contre 27,9 milliards l'année précédente.

### Evolution des performances des compagnies aériennes

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
Chiffre d'affaires	68 276	51 704	33 867	-34,5%
Valeur ajoutée	10 444	9 676	8 200	-15,3%
Masse salariale	9 752	10 526	10 894	3,5%
Investissements	14 310	27 911	28 000	0,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 477	1 450	1 500	3,4%

Sources : Air Service, Air Gabon, Gabon Express, Air Affaires  
\*estimations DGE

## II.5.4 Le Transport maritime et fluvial

La branche du transport maritime et fluvial est constituée de plusieurs armements spécialisés dans divers segments :

- Secam Gabon et Getma assurent le transport des marchandises vers l'Europe et l'Asie ;
- La compagnie Delmas, appartenant au groupe SDV, relie le Gabon à la côte ouest-africaine et à l'Europe ;
- la Compagnie de Navigation Intérieure (CNI) fait non seulement du cabotage entre Libreville, Port-Gentil et le Fernand-Vaz, mais également de l'affrètement dans la sous-région ;
- le groupe EGCA-Antares-Satram et la Soditram opèrent entre Libreville et Port-Gentil.

### II.5.4.1 Le transport fluvial

Le réseau fluvial, avec ses 3300 km, joue un rôle capital quant à l'acheminement par radeaux flottants d'une très grande partie de la production de grumes. Ce trafic se fait des zones d'abattage jusqu'aux ports de Mayumba, de Port-Gentil et d'Owendo.

Le transport des personnes et des biens par les voies navigables de l'Ogooué, du Fernand-Vaz et de la Banio est principalement assuré par des armateurs indépendants et artisanaux opérant majoritairement dans l'informel. La CNI est l'une des rares entreprises structurées qui exploite ce segment.

Confrontée en 2004 aux difficultés d'ordre matériel et financier, la Compagnie de Navigation Intérieure, n'a été opérationnelle que pendant près de quatre mois.

## Activité nationale

Cette situation se traduit par une chute de 67,0 % du chiffre d'affaires de l'entreprise qui passe de 300 millions de Fcfa en 2003 à 100 millions de Fcfa en 2004. La valeur ajoutée se dégrade, pour sa part, de 60 %, soit 30 millions de Fcfa en 2004.

La compagnie, en voie de privatisation, n'a pas procédé au remplacement numérique du personnel admis à la retraite. Cela a pour effet de réduire les effectifs de 5,7 % et la masse salariale de 13,6 %.

### Evolution des performances de la CNI

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
Chiffre d'affaires	565	300	100	-66,7%
Valeur ajoutée	139	75	30	-60,0%
Masse salariale	213	463	400	-13,6%
Investissements	313	94	40	-57,4%
Effectifs (nombre d'agents)	55	53	50	-5,7%

Source : Cni  
\*estimations DGE

### II.5.4.2 Le transport maritime

En 2004, l'activité des principales compagnies maritimes du pays est légèrement en hausse à la faveur d'une augmentation des exportations de manganèse au port d'Owendo et de pétrole brut au port de Port-Gentil. Ainsi, le chiffre d'affaires de la branche passe de 60,47 milliards de Fcfa en 2003 à 61,22 milliards en 2004. Parallèlement, la valeur ajoutée croît de 2,6 % ; les investissements et les effectifs de 0,1 %.

### Evolution des performances des entreprises maritimes

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
Chiffre d'affaires	59 608	60 472	61 220	1,2%
Valeur ajoutée	14 501	11 700	12 000	2,6%
Masse salariale	9 973	10 056	10 200	1,4%
Investissements	12 585	3 397	3 400	0,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 508	1 590	1 592	0,1%

Sources : Sdv, Soditram, Armement Secam Gabon  
\*estimations DGE

### II.5.4.3 Les activités portuaires

Depuis le 20 septembre 2003, la gestion des ports d'Owendo et de Port-Gentil a été concédée à Sigeprag, filiale du groupe espagnol Progosa investment/Puertos de Las Palmas. Les autres activités (gestion du domaine portuaire, exploitation du port à bois, autres beachs privés et rades annexes) relèvent toujours de la compétence de l'Oprag.

## Activité nationale

### II.5.4.3.1 Le Port d'Owendo

L'activité au port d'Owendo, s'articule principalement autour des exportations de grumes, de manganèse et de l'importation des produits divers.

Globalement, le volume de marchandises manipulées au port d'Owendo croît de près de 0,2 %, s'établissant à 3 454 000 tonnes.

Le volume de grumes passe de 637 540 tonnes en 2003 à 639 000 tonnes en 2004. De même, les exportations de manganèse atteignent 1 950 000 tonnes contre 1 944 000 tonnes exportées l'année précédente.

#### Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2002	2003	2004*	04/03
Mouvements de bateaux (nombre)	3 394	3 450	3 500	1,4%
Volume total de marchandises	3 567 306	3 446 297	3 454 000	0,2%
- exportations de manganèse	1 969 336	1 944 000	1 950 000	0,3%
- exportations de grumes	692 994	637 540	639 000	0,2%
- autres marchandises	904 976	864 757	865 000	0,0%

Source : Oprag

\*estimations DGE

### II.5.4.3.2 Le Port Môle

Le trafic au port Môle est lié essentiellement au cabotage sous-régional. A la faveur de l'intensification des échanges sous-régionaux, l'activité s'est améliorée en 2004.

Ainsi, le nombre de passagers en provenance des pays de la sous-région et de l'Afrique de l'Ouest s'établit à 3 834 contre 3 335 voyageurs en 2003, soit une augmentation de 15,0 %.

Le volume de marchandises et celui de poissons progressent respectivement de 0,7 % et de 20,5 %.

#### Evolution de l'activité au Port-Môle

	2002	2003	2004*	04/03
Mouvements de bateaux (nombre)	472	491	493	0,4%
Volume de marchandises (tonnes)	22 306	22 842	23 000	0,7%
Volume de poissons (tonnes)	992	1 203	1 450	20,5%
Nombre de passagers	2 836	3 335	3 834	15,0%

Source : Oprag

\*estimations DGE

## Activité nationale

### II.5.4.3.3 Le Port de Port-Gentil

Le volume global de marchandises manipulées au port de Port-Gentil progresse de 0,4 %, en dépit de la baisse de 1,7 % du volume de grumes. Cette hausse résulte de la légère augmentation du volume de pétrole brut exporté, évalué à 12,73 millions de tonnes en 2004 contre 12,68 millions de tonnes en 2003, et de la consolidation du volume des autres marchandises.

#### Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(en tonnes)	2002	2003	2004	04/03
Mouvements de bateaux (nombre)	2 028	2 050	2 072	1,1%
Volume de marchandises	12 698 228	13 743 000	13 804 602	0,4%
- Pétrole brut	11 640 000	12 680 000	12 730 000	0,4%
- Bois en grumes	432 398	425 000	417 602	-1,7%
- Autres marchandises	625 830	638 000	657 000	3,0%

Sources : Oprag, Dgh, Dge

### II.5.5 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport est très composite. Elle regroupe des sociétés dont les activités sont liées aux différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entreprises ayant à charge la gestion et l'entretien des domaines publics ; il s'agit notamment de l'Oprag, de la Sigeprag, de l'Adl et de l'Asecna ;
- les agences de voyage telles Mistral Voyages, Gabon Contact, Eurafrique, etc. ;
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, etc.) ;
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime ou aérienne (SNAT, TAG, TTG, etc.).

#### Evolution de l'activité des Auxiliaires de transport

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
Chiffre d'affaires	25 316	26 455	26 560	0,4%
Valeur ajoutée	13 203	13 776	13 800	0,2%
Masse salariale	4 309	4 397	4 400	0,1%
Investissements	4 532	4 569	4 300	-5,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 453	1 500	1 504	0,3%

Sources : Adl, Snat, Ttg, Oprag, Gabon fret, Asecna, Eurafrique,  
\*estimations DGE

## Activité nationale

Le léger regain d'activité aux différents ports du Gabon, en partie lié à l'augmentation des exportations de pétrole brut, induit une amélioration sensible (+0,4 %) du chiffre d'affaires qui s'élève à 26,56 milliards de Fcfa en 2004 contre 26,46 milliards en 2003. Conséquemment, la valeur ajoutée s'établit à 13,8 milliards de Fcfa contre 13,78 milliards en 2003.

Les effectifs et la masse salariale croissent respectivement de 0,3 % et de 0,1 % suite à l'augmentation des activités dans les ports précités.

## II.6. LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications est composé de plusieurs sociétés opérant sur divers segments. On dénombre principalement :

- Gabon Poste et Gabon Télécom, spécialisées respectivement dans les activités postales et les télécommunications. Ces deux entités sont nées de la scission de l'ancienne OPT.

- Technique Représentation Radio Communication (TR2), société opérant dans la radio communication ;

- La Société Gabonaise de Télécommunications (Gabtél), spécialisée dans la vente des terminaux et la gestion des fréquences d'émission ;

- DHL, EMS Delta+, Universal Express et autres qui sont des sociétés spécialisées dans l'acheminement du courrier accéléré ;

- Celtel, Libertis et Telecel exerçant sur le segment de la téléphonie mobile ;

- Tvsat, société spécialisée dans l'installation des équipements pour les branchements aux réseaux de télévision par satellites.

Depuis l'année 2001, le développement de la téléphonie mobile a impulsé une dynamique nouvelle à l'activité des télécommunications. Celle-ci connaît une forte croissance en dépit des difficultés relevées en matière d'extension du réseau national.

Le nombre d'abonnés du téléphone fixe passe de 38 415 en 2003 à 33 431, soit un recul de 13 %.

### Evolution du nombre d'abonnés

	2002	2003	2004*	04/03
Téléphone ordinaire	38 000	38 415	33 431	-13,0%
Téléphone cellulaire	303 334	377 357	455 871	20,8%
<b>Total abonnés téléphone</b>	<b>341 334</b>	<b>415 772</b>	<b>489 302</b>	<b>17,7%</b>
TV.SAT	3 000	3 500	3 800	8,6%

Sources : Gabon Télécom, Libertis, Celtel, Telecel, Tvsat  
\*estimations DGE

## Activité nationale

Le dynamisme des opérateurs de la téléphonie mobile (politique promotionnelle, connexion des villes de l'intérieur du pays, etc.) se traduit par une augmentation du nombre d'abonnés qui se chiffre à 455 871 en 2004 contre 377 357 en 2003.

Par ailleurs, le nombre d'abonnés du TVSAT passe de 3 500 en 2003 à 3 800 en 2004, soit une progression de 8,6 %.

### Evolution des performances du secteur des Télécommunications

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
Chiffre d'affaires	178 091	215 937	227 350	5,3%
Valeur ajoutée	98 876	185 353	197 500	6,6%
Masse salariale	27 096	29 710	30 100	1,3%
Investissements	76 259	95 591	100 000	4,6%
Effectifs (nombre d'agents)	2 640	2 816	2 920	3,7%

Sources : Gabon Télécom, Libertis, Celtel, Telecel, Tvsat  
\*estimations DGE

Malgré les contre-performances de Gabon Telecom (-23,1 %), le chiffre d'affaires du secteur enregistre une augmentation de 5,3 % à 227,35 milliards de Fcfa contre 215,94 milliards en 2003. La valeur ajoutée passe de 185,533 milliards de Fcfa en 2003 à 197,5 milliards en 2004, soit une progression de 6,6 %.

Pour faire face au surcroît d'activité, certaines entreprises du secteur ont recruté en 2004. Cela se traduit par une augmentation de 3,7 % des effectifs et de 1,3 % de la masse salariale.

L'effort d'investissement se poursuit en 2004 avec une enveloppe qui atteint 100 milliards de Fcfa, en hausse de 4,6 % par rapport à l'année 2003.

## II.7. LE COMMERCE

Le secteur Commerce regroupe l'ensemble des entreprises qui achètent des marchandises pour les revendre en l'état.

Il est composé de cinq branches :

- le commerce général structuré qui concerne une gamme élargie de produits à savoir, l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques ;
- le commerce des produits pétroliers, assuré par Pizo Shell, Total Marketing, Mobil Oil Gabon et Pétrogabon ;
- le commerce des produits pharmaceutiques où interviennent deux principales entités : Pharmagabon et Copharga qui approvisionnent la quarantaine de pharmacies

## Activité nationale

et pro-pharmacies (structure relais des pharmacies à l'intérieur du pays) ainsi que les établissements sanitaires publics ;

- le commerce des véhicules, réalisé par les concessionnaires agréés et regroupés pour la plupart au sein de l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI), et par les vendeurs de véhicules d'occasion ;

- la distribution des ouvrages et périodiques.

Le repli de l'activité consolidée du secteur Commerce, observé en 2003, se poursuit en 2004.

### Evolution des indicateurs consolidés du secteur Commerce

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	470 570	455 280	443 140	-2,7%
Valeur Ajoutée	61 390	53 833	52 450	-2,6%
Masse Salariale	15 783	12 841	11 620	-9,5%
Investissements	15 525	14 484	12 063	-16,7%
Effectifs (nombre d'agents)	3 147	2 856	3 095	8,4%

Sources : l'échantillon d'entreprises du secteur commerce

### II.7.1 Le commerce général structuré

Malgré le poids des charges liées aux importations des marchandises et la montée du secteur informel, le chiffre d'affaires du commerce général structuré est en hausse de 2,7 %, passant de 179,91 milliards de Fcfa à 184,73 milliards en 2004. Cette amélioration est le résultat des opérations de marketing réalisées par certaines sociétés telles Gabon Meca, Nestlé Gabon et Bernabé Gabon, mais aussi de la promotion par Géant CKDO des produits de gamme moyenne plus adaptés au pouvoir d'achat des ménages.

La valeur ajoutée se relève légèrement (0,3 %) du fait de l'accroissement des ventes observé dans certaines surfaces commerciales.

### Evolution du commerce général structuré

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	185,0	179,9	184,7	-2,7%
Valeur Ajoutée	27,2	22,5	22,5	0,3%
Masse Salariale	12,1	11,8	11,2	-4,7%
Investissements	5,7	6,6	3,8	-42,6%
Effectifs (nombre d'agents)	2 015	1 719	1 994	16,0%

Sources : Mbolo, Gabon Meca, Ceca-Gadis, Nestlé Gabon, Centre Affaires, Tati, Gipa Gabonaise de Chimie, Super Glass, Bernabé Gabon, Sogafric Froid, Prix import, San

## Activité nationale

Les investissements fléchissent de 42,6 % après les importants travaux réalisés les années précédentes. De même, la masse salariale régresse de 4,7 %.

En revanche, les effectifs croissent de 16 % en raison du recrutement effectué par le groupe Ceca-Gadis pour le fonctionnement de Géant CKDO.

### II.7.2 Le commerce des produits pétroliers

Le chiffre d'affaires de la branche s'établit à 145,35 milliards de Fcfa en 2004 contre 149,5 milliards de Fcfa l'année précédente, soit un retrait de 2,8 %. Cette contre-performance est consécutive à la contraction de la demande des compagnies aériennes.

La valeur ajoutée se situe à 14,52 milliards de Fcfa en 2004 contre 14,88 milliards de Fcfa en 2003, soit un repli de 2,4 %.

Pour pallier les ruptures de stock et répondre ainsi aux attentes des clients, les sociétés de la branche ont investi en 2004 un montant de 7,08 milliards de Fcfa, en progression de 7,9 %. Cette augmentation est imputable aux efforts déployés notamment par Pizo-Shell.

La masse salariale et les effectifs diminuent respectivement de 7,9 % et 1,5 %.

#### Evolution du commerce des produits pétroliers

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	164,05	149,50	145,35	-2,8%
Valeur Ajoutée	19,28	14,88	14,52	-2,4%
Masse Salariale	4,69	5,44	5,01	-7,9%
Investissements	7,51	6,56	7,08	7,9%
Effectifs (nombre d'agents)	344	457	450	-1,5%

Source : GPP

### II.7.3 Le commerce des véhicules

L'atonie des ventes de véhicules, observée depuis deux ans, se poursuit en 2004 avec une baisse de l'ensemble des indicateurs de la branche. Le chiffre d'affaires diminue de 13,6 %, se situant à 84,06 milliards de Fcfa en 2004 contre 97,25 milliards en 2003. La valeur ajoutée décroît de 9,8 %.

Concomitamment à la baisse de 4,8 % des effectifs, la masse salariale décline de 13,4 %.

En 2004, les investissements s'élèvent à 1,03 milliard de Fcfa contre 1,20 milliard en 2003, soit un repli de 14,2 %.

## Activité nationale

### Evolution du commerce des véhicules

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	92,91	97,25	84,06	-13,6%
Valeur Ajoutée	11,01	13,12	11,84	-9,8%
Masse Salariale	9,34	5,68	4,92	-13,4%
Investissements	1,43	1,20	1,03	-14,2%
Effectifs (nombre d'agents)	657	564	537	-4,8%

Source : Urai

### II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

La vente des produits pharmaceutiques s'améliore en 2004. Le chiffre d'affaires passe de 24,02 milliards de Fcfa en 2003 à 24,40 milliards de Fcfa en 2004. Cette embellie des ventes se traduit par une hausse de 5,4 % de la valeur ajoutée.

Les investissements réalisés, axés sur l'achat des véhicules et l'aménagement des locaux, augmentent de 45,5 % par rapport à l'année précédente.

La masse salariale progresse de 6,3 %, pour s'établir à 343 millions de Fcfa en 2004 contre 324 millions de Fcfa en 2003, sous l'effet de la hausse de 10,9 % des effectifs et de l'octroi des avantages salariaux au personnel.

### Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	24,33	24,02	24,40	1,6%
Valeur ajoutée	2,93	2,77	2,92	5,4%
Masse salariale	0,36	0,32	0,34	6,3%
Investissements	0,14	0,11	0,16	45,5%
Effectifs (nombre d'agents)	72	64	71	10,9%

Sources : Pharmagabon, Copharga

### II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

La distribution des journaux, des périodiques et des livres est assurée par des librairies et des vendeurs indépendants.

La Société Gabonaise de Presse (SOGAPRESSE) détient le monopole de la distribution des journaux et périodiques sur le marché national.

Les recettes générées par la vente des ouvrages et périodiques se stabilisent à 4,6 milliards de Fcfa entre 2003 et 2004. Cette stagnation fait suite aux hausses successives du chiffre d'affaires en 2002 et 2003.

## Activité nationale

### Evolution du commerce des ouvrages et périodiques

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	4 280	4 600	4 600	0,0%
Valeur Ajoutée	990	613	650	6,0%
Masse salariale	180	220	225	2,3%
Investissements	750	61	38	-37,7%
Effectifs (nombre d'agents)	59	52	43	-17,3%

Source : Sogapresse

Les effectifs passent de 52 agents en 2003 à 43 en 2004, soit une régression de 17,3 % ; les départs à la retraite n'ayant pas été suivis de nouvelles embauches.

La masse salariale augmente de 2,3 %, passant de 220 millions de Fcfa en 2003 à 225 millions en 2004, du fait de la revalorisation des indemnités de responsabilité allouées au personnel d'encadrement.

## II.8. L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME

Dans le secteur " hôtellerie, restauration et tourisme ", sont regroupées les unités économiques qui exercent dans :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges, etc.) ;
- la restauration (restaurants, snacks-bars, cafés, cafétérias) ;
- le tourisme et les loisirs (agences de voyages, réserves et sites touristiques, villages de vacances, centres de loisirs, etc.).

### II.8.1 L'hôtellerie

Le parc hôtelier du Gabon, constitué de 170 établissements, dispose d'une capacité d'accueil estimée à 3 500 chambres en 2004. Lesdites structures, appartenant à l'Etat ou à des particuliers se répartissent en :

- hôtels de classe internationale, dont la gestion est assurée par des chaînes hôtelières internationales ;
- établissements de moyenne capacité, auxquels sont adjoints les motels et les cases de passage.

L'année 2004 est marquée par des évolutions contrastées des différents indicateurs de l'activité hôtelière.

#### II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale

Les centres urbains de Libreville, Port-Gentil et Franceville et leurs environs constituent les lieux d'implantation des structures hôtelières de classe internationale du fait de la concentration de l'activité économique dans lesdites zones.

## Activité nationale

Le chiffre d'affaires, le nombre de clients et le taux d'occupation des chambres enregistrent des augmentations en 2004 par rapport à 2003.

Un certain nombre d'événements sont à l'origine de ces performances :

- visites officielles de plusieurs hôtes de marque ;
- célébration de la fête des cultures dans la province du Haut-Ogooué et du 17 août dans les provinces du Haut-Ogooué et de l'Ogooué-Lolo.

### Evolution de l'activité dans la branche des hôtels de classe internationale

en millions de Fcfa	2 002	2 003	2 004	Var 04/03
Chiffre d'affaires	15 320	13 458	13 917	3,4%
Investissements	900	530	250	-52,8%
Masse salariale	4 930	4 880	4 293	-12,0%
Nombre de clients	204 962	175 616	178 609	1,70%
Taux d'occupation (en %)	55,6 %	49,0%	51,7%	+2,7 pts
Prix moyen/chambres (en Fcfa)	39 199	45 223	46 829	3,6%
Effectifs (nombre d'agents)	817	789	756	-4,2%

Sources : Direction Générale de l'hôtellerie et du Contrôle des hôtels ; Atlantique, Okoumé Palace, Rapontchombo, Re-Ndama, Méridien Mandji, Léconi Palace.

Ainsi, le nombre de clients passe de 175 616 en 2003 à 178 609 en 2004, soit une hausse de 1,7 %. Cela induit une amélioration (+ 2,7 points) du taux d'occupation des chambres qui passe de 49 % à 51,7 % en 2004.

En conséquence, le chiffre d'affaires s'établit en 2004 à 13,917 milliards de Fcfa contre 13,46 milliards en 2003, soit un gain de 3,4%. Cette hausse a été également confortée par la revalorisation des prix des chambres durant ces périodes.

En revanche, les investissements décroissent de 52,8%, passant de 530 millions de Fcfa en 2003 à 250 millions en 2004. La plupart des investissements réalisés portent sur le renouvellement des équipements d'exploitation.

Les effectifs dans le secteur régressent. Le nombre d'employés passent de 789 en 2003 à 756 en 2004, soit un repli de 4,2 %. De même, la masse salariale décroît de 12,1 %.

### II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Les petites unités hôtelières de moyenne capacité, les cases de passage, les auberges et les autres motels, sont implantés sur l'ensemble du territoire national.

La plupart de ces établissements connaissent une affluence principalement lors des grandes manifestations.

## Activité nationale

### II.8.2 La restauration

L'activité de la restauration est assurée par trois (3) types d'opérateurs :

- les restaurants des hôtels de classe internationale ;
- les restaurants indépendants ;
- les structures de petite taille opérant dans l'informel (cafétérias, commerçants "ambulants").

Au même titre que l'hôtellerie, la restauration enregistre en 2004 des résultats mitigés, caractérisés par une affluence lors des manifestations et une faible fréquentation pour le reste de l'année, compte tenu du faible niveau du pouvoir d'achat des ménages. Cependant, les établissements de la branche appliquent des politiques commerciales attractives, notamment la baisse des prix et l'amélioration de la qualité des services en vue de fidéliser les clients.

### II.8.3 Le tourisme et les loisirs

Le tourisme s'entend comme tout déplacement d'une personne d'une durée de 24 heures au moins, à plus de 50 km de son domicile, pour des motifs professionnels, ludiques, de santé, d'études et d'agrément.

Le Gabon dispose de nombreux atouts pour le développement du tourisme et des activités connexes. Il offre aux touristes la possibilité de visiter des centres de loisirs (plages, villages et lacs) et de contempler des espèces animales rares dans de nombreux parcs nationaux (Lekabi, Louango, Moukalaba, etc.).

On dénombre ainsi plusieurs structures de promotion touristique, notamment : les agences de voyage (Gabon Contacts, Gabon Voyages, Global Voyages, Mistral Voyages, Voyages Express, etc.) et les réceptifs à l'instar de Crédits Voyage, Cigogne et Gabon Tour.

Les performances de la branche du tourisme se caractérisent par leur modestie, à cause de contraintes telles la dégradation du réseau routier, les nombreuses et fastidieuses formalités d'entrée au Gabon, le coût élevé de la vie, etc.

## II.9. LES AUTRES SERVICES

Globalement, les autres services enregistrent un ralentissement de l'activité en 2004. Nonobstant la relative bonne tenue des services immobiliers, les différentes sous-branches constituant les autres services sont en régression.

## Activité nationale

### Evolution des indicateurs consolidés des autres services

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	33 414	35 634	35 590	-0,1%
Valeur ajoutée	10 233	15 132	14 930	-1,3%
Investissements	3 903	4 050	1 809	-55,3%
Effectifs (nombre d'agents)	1 414	2 059	1 989	-3,4%

Sources : L'échantillon d'entreprises des autres services

### II.9.1 Les services rendus aux particuliers

En 2004, l'activité de la branche des services rendus aux particuliers se caractérise par un raffermissement du chiffre d'affaires qui augmente de 2,1 %, soit 16,465 milliards de Fcfa contre 16,126 milliards en 2003.

Cette hausse provient, d'une part, de la croissance du nombre des courses hippiques et de l'ouverture d'une salle de jeux supplémentaire à PMUG et SGJL et d'autre part, de l'augmentation du nombre de malades dans les services hospitaliers et de celui des clients à Gabon Contacts.

La valeur ajoutée baisse sensiblement de 0,5 % pour s'établir à 6,75 milliards de Fcfa en 2004 contre 6,79 milliards en 2003.

### Evolution de la branche des services aux particuliers

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	15 233	16 126	16 465	2,1%
Valeur ajoutée	3 710	6 790	6 754	-0,5%
Investissements	3 052	644	471	-26,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1070	924	911	-1,4%

Sources : Africa n° 1, Pmug, Sgjl, Labocolor, Cabinet de groupe, Polyclinique El Rapha, Gabon Contacts, Auto école Renaissance 2000, Franstel, Gaseppa, Gabosep

Les investissements régressent de 26,9 % atteignant 471 millions de Fcfa en 2004. Les effectifs sont en retrait de 1,4 % sur la même période.

### II.9.2 Les services immobiliers

Sous l'impulsion des ventes directes de parcelles dans les zones de Nomba Domaine et d'Angondjé et des locations simples, l'activité de la branche des services

### Evolution de la branche des services immobiliers

(En millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	4 266	4 591	4 919	7,1%
Valeur ajoutée	1 534	2 121	1 881	-11,3%
Investissements	590	277	33	-88,1%
Effectifs (nombre d'agents)	74	78	75	-3,8%

Sources : Sni, Alliance, Ail

## Activité nationale

immobiliers génère un chiffre d'affaires en hausse de 7,1% en 2004, soit 4,919 milliards de Fcfa contre 4,591 milliards en 2003.

En revanche, la valeur ajoutée, les investissements et les effectifs reculent respectivement de 11,3 %, 88,1 % et 3,9 %.

### II.9.3 Les services rendus aux entreprises

L'atonie de l'activité de la branche des services rendus aux entreprises se poursuit en 2004. Le chiffre d'affaires baisse ainsi de 4,8 %, passant de 14,917 milliards de Fcfa en 2003 à 14,206 milliards de Fcfa en 2004. La perte d'un certain nombre de contrats par les prestataires agréés explique entre autres cette contre-performance.

Parallèlement, les investissements et les effectifs enregistrent des baisses respectives de 58,3 % et 5,1 % en 2004.

Par contre, la valeur ajoutée croît de 1,2 %, passant de 6,221 milliards de Fcfa en 2003 à 6,295 milliards en 2004, suite à la rationalisation des charges d'exploitation.

#### Evolution de la branche des services aux entreprises

(en millions de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Chiffre d'affaires	13 915	14 917	14 206	-4,8%
Valeur ajoutée	4 989	6 221	6 295	1,2%
Investissements	261	3 129	1 305	-58,3%
Effectifs (nombre d'agents)	270	1057	1003	-5,1%

Sources : Fidafrica, Price, Bull, Véritas, Sga, Ernst&young, Gbm, Sovog, Gps

## II.10. LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Elles regroupent :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales ;
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement ;
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisse Nationale d'Epargne ;
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL) ;
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance.

### II.10.1 Les banques commerciales et de développement

En 2004, on dénombre six (6) établissements de crédit au Gabon.

L'activité bancaire enregistre des résultats mitigés en 2004. Ainsi, on observe une augmentation de l'encours des crédits à l'économie, une progression du stock

## Activité nationale

des dépôts collectés et une nette amélioration de la rentabilité des banques, malgré la relative stabilité du produit net bancaire.

### Les ressources

Les ressources collectées par les banques s'élèvent à 583,3 milliards de Fcfa en 2004 contre 519,3 milliards en 2003, soit une hausse de 12,3%, provenant essentiellement de l'augmentation des dépôts du secteur privé. De même, les fonds propres des banques se renforcent pour atteindre 157,6 milliards de Fcfa contre 112,7 milliards l'année précédente, soit une hausse de 39,8%.

### Les emplois

Les emplois augmentent de 15,5 % pour s'établir à 463,1 milliards de Fcfa en 2004, malgré une politique de crédit très sélective de la part des établissements bancaires. En effet, les banques restent très prudentes quant à la qualité des projets à financer, nonobstant leur situation de surliquidité.

L'analyse par terme montre que les crédits à court terme s'établissent à 134,5 milliards de Fcfa en 2004 contre 141,4 milliards en 2003, soit une baisse de 4,8%. Les crédits à moyen et long termes quant à eux augmentent de 21,4% pour s'évaluer à 294,1 milliards de Fcfa en 2004 contre 242,2 milliards une année auparavant.

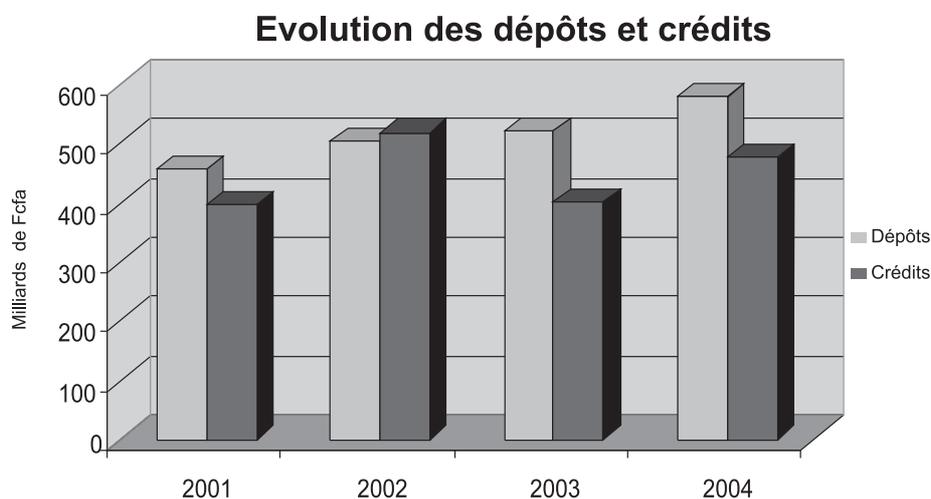
Cette évolution montre un meilleur financement de l'économie en 2004 comparativement à l'année précédente, car le poids des crédits à moyen et long termes se renforce (63,5%), ce qui signifie un concours plus accru au profit de l'investissement.

### Evolution de l'activité des banques

(en milliards de Fcfa)	2001	2002	2003	2004	04/03
Dépôts	455,4	502,5	519,3	583,3	12,3%
Crédits	396,5	518,9	401	463,1	15,5%
-CT	110,5	265	141,4	134,5	-4,8%
-MLT	211	253,9	242,2	294,1	-21,4%
Rentabilité des FP (%)	15,5%	16,6%	4,6%	12,9%	8,3%
Taux de couverture (D/C)	114,9%	96,4%	129,5%	125,9%	-3,6%
Résultat Net	15,4	22,5	5,2	20,4	292,3%
Investissements	7	4,2	6,2	5,2	-16,1%
Effectifs (nombre)	1325	1383	1388	1349	-2,8%
Masse salariale	18,4	20,1	28,3	28,2	-0,4%

Sources : Etablissements bancaires

## Activité nationale



### La rentabilité

Le produit net bancaire reste stable. Il se chiffre à 76,2 milliards de Fcfa en 2004 contre 76,1 milliards de Fcfa en 2003.

Le résultat net est multiplié par quatre, passant de 5,2 milliards de Fcfa en 2003 à 20,4 milliards en 2004. Cette évolution est essentiellement sous-tendue par le retour à la rentabilité d'un des établissements dont les résultats étaient fortement négatifs en 2003. De même, il faut noter la meilleure maîtrise des charges d'exploitation qui concourt à cette performance.

### Les effectifs

Le nombre d'employés se situe à 1 349 agents en 2004 contre 1 388 en 2003, soit une baisse de 2,8% imputable aux départs négociés (notamment les pré retraites). La masse salariale demeure de ce fait relativement stable (-0,4%), soit 28,2 milliards en 2004 contre 28,3 milliards un an plus tôt. Ainsi, la réduction des effectifs vient annuler l'effet des reclassements sur la masse salariale.

### Les investissements

Le montant des investissements réalisés a connu un tassement de 16,1 %, s'établissant à 5,2 milliards de Fcfa en 2004 contre 6,2 milliards en 2003, du fait de l'attentisme observé par les banques, eu égard au manque de lisibilité économique. Les investissements concernent l'aménagement des points de vente et le renouvellement du parc informatique et d'équipement pour la monétique.

## Activité nationale

### II.10.2 Les établissements financiers

Le secteur se compose de cinq (5) établissements (Sogaca, Finatra, BiciBail, Bgfi Participations, BgfiBail) dont les activités principales sont le crédit bail, le crédit automobile et le crédit équipement.

#### Les ressources

Les ressources se replient à 50,8 milliards de Fcfa en 2004 contre 52,6 milliards en 2003, soit une baisse de 3,4 %. Cette tendance baissière est essentiellement due aux difficultés de trésorerie rencontrées par leurs principaux clients, notamment les entreprises des secteurs Transports, BTP, Bois et Industries.

#### Evolution des ressources des établissements financiers

(en milliards de Fcfa)	2001	2002	2003	2004	var 04/03
Dettes bancaires	30,6	31,9	33,25	31,55	-5,1%
Capitaux propres	20,4	13,6	19,3	19,23	-0,4%
<b>Total</b>	<b>51,0</b>	<b>45,5</b>	<b>52,6</b>	<b>50,8</b>	<b>-3,4%</b>

Source : Déclarations des établissements financiers

#### Les emplois

Les emplois décroissent de 1,8 %, s'établissant à 53,92 milliards de Fcfa en 2004 contre 54,9 milliards en 2003, du fait de la baisse des prêts à court et à moyen termes. Les tensions de trésorerie des entreprises et l'endettement des ménages sont, entre autres, les causes de ce recul.

#### Evolution des emplois des établissements financiers

(en milliards de Fcfa)	2001	2002	2003	2004	var 04/03
Crédit bail	21,9	16,6	23	23,7	3,0%
Crédit à moyen terme	17,6	18,3	24,4	23,1	-5,3%
Crédit à court terme	9,6	9,3	5,3	4,8	-9,4%
Titres de participation	2,2	4,2	2,2	2,3	4,5%
<b>Total</b>	<b>51,3</b>	<b>48,4</b>	<b>54,9</b>	<b>53,9</b>	<b>-1,8%</b>

Source : Déclarations des établissements financiers

### II.10.3 Les compagnies d'assurances

Le marché d'assurance regroupe principalement quatre compagnies (Ogar, Axa Assurance Gabon, Assinco et NSIA) dont l'activité s'articule autour de deux produits :

- l'assurance dommages, portant sur le transport, l'incendie, l'automobile et les risques divers (TIARD) ;

## Activité nationale

- l'assurance vie, couvrant le décès et la vie (retraite et invalidité).

### Evolution du marché d'assurance

(en milliards de Fcfa)	2001	2002	2003	2004	var 04/03
TIARD	37	48,3	87,6	80,5	-8,1%
Vie, Capitalisation	3,6	3,5	9,9	9,98	0,5%
<b>Total</b>	<b>40,6</b>	<b>51,8</b>	<b>97,5</b>	<b>90,48</b>	<b>-7,2%</b>

Source : Déclarations des compagnies d'assurance

Le secteur assurance enregistre une baisse de l'activité, avec un chiffre d'affaires qui décroît de 7,2 %, soit 90,48 milliards de Fcfa en 2004 contre 97,53 milliards en 2003.

Cette décroissance est imputable à la dégradation des performances de la branche TIARD dont le chiffre d'affaires régresse de 8,1% à 80,5 milliards de Fcfa en 2004. Cette tendance est attribuable aux contre performances de la sous branche transport et risques divers qui représente plus de la moitié du chiffre d'affaires global.

L'activité de la branche vie capitalisation demeure quasi stable. Elle se situe à 9,98 milliards de Fcfa en 2004 contre 9,93 milliards une année auparavant. Cette faible progression s'explique par la quasi stagnation observée au niveau des contrats d'assurance vie.

### II.10.4 Le Marché monétaire

Créé depuis 1994 par la B.E.A.C, le marché monétaire a pour objet de soutenir l'activité des institutions financières éligibles confrontées à une crise passagère de liquidité.

#### Les interventions de la Banque Centrale

##### 1. Injection de liquidités (Appels d'offre positifs)

Les opérations d'injections de liquidités concernant les capitaux à court terme sont effectuées sur le Guichet A, tandis que le Guichet B enregistre les opérations portant sur les capitaux à moyen terme.

##### Le Guichet A

Au cours de l'année 2004, aucune des banques gabonaises éligibles au refinancement n'a soumissionné aux appels d'offre positifs, en raison de la surliquidité générale du système bancaire.

## Activité nationale

---

### Le Guichet B

Du fait d'une mauvaise information sur l'existence de ce guichet que l'on croyait fermé, et de la surliquidité du système bancaire national, les banques n'ont pas sollicité cette facilité au cours de l'année 2004.

### 2. Ponction de liquidités ( Appels d'offre négatifs)

Les placements de liquidités des banques gabonaises ont connu en 2004 une évolution en dents de scie.

En effet, l'encours moyen des placements bancaires se situe à 21,5 milliards de Fcfa en décembre 2004 (avec des pointes allant jusqu'à plus de 40 milliards de Fcfa au mois de septembre 2004) contre 6,3 milliards de Fcfa en décembre 2003.

### Le compartiment interbancaire

L'activité du compartiment interbancaire a été intermittente. En effet en janvier, avril, juillet, octobre et décembre 2004, des opérations à caractère régional ont été enregistrées, pour un montant mensuel moyen de 1 milliard de Fcfa, aux taux d'intérêt de 5,0% ou de 7,0% et pour des durées variant de 21 jours à plus de deux mois.

Sur les autres mois, aucune transaction n'a été enregistrée.

## II.10.5 Les organismes publics de refinancement

Ce sont des établissements créés par l'Etat en vue de promouvoir le financement des activités économiques ou à caractère social.

### 1. Le Fonds de développement et d'expansion des petites et moyennes entreprises (FODEX)

En 2004, les activités du FODEX enregistrent une forte chute. Le nombre de prêts refinancés par cet organisme s'élève à 200 dont 165 concernant la création des PME/PMI et 35 l'extension des unités existantes, pour un montant total de 0,430 milliard de Fcfa en 2004 contre 1 milliard en 2003, en baisse de 57,0 %.

La répartition des prêts par sexe démontre que les femmes sont les principales bénéficiaires avec 75 % des crédits en nombre et 56 % en valeur.

La province de l'Estuaire, avec 73 prêts évalués à 341,9 millions de Fcfa, et celle du Haut-Ogooué, recevant 127 prêts pour un montant de 88,1 millions de Fcfa, sont les seules bénéficiaires des prêts du FODEX en 2004.

La distribution des crédits par secteur fait apparaître une prépondérance des Services, du BTP et de l'Immobilier, de la Distribution ainsi que des Télécommunications.

## Activité nationale

### Répartition sectorielle des prêts du Fodex en 2004

Secteurs	Nombre	Pourcentage	Valeur (millions de Fcfa)	Pourcentage
Agriculture	2	1,0%	2 000 000	0,46%
Agro-alimentaire	2	1,0%	5 000 000	1,16%
Artisanat	1	0,5%	2 000 000	0,46%
Bois	2	1,0%	3 500 000	0,81%
BTP, Immobilier	2	1,0%	130 000 000	30,22%
Distribution	71	35,5%	90 450 920	21,03%
Elevage	1	0,5%	800 000	0,19%
Hôtels, Restauration	5	2,5%	10 475 875	2,43%
Pêche	2	1,0%	2 200 000	0,51%
Services	108	54,0%	158 950 000	36,95%
Télécommunications	4	2,0%	24 700 000	5,74%
<b>Total</b>	<b>200</b>	<b>100%</b>	<b>430 076 795</b>	<b>100%</b>

Source : Fodex

## 2. Le Compte de refinancement de l'habitat (CRH-GABON)

Créé par le décret n° 000379/PR/MEFBP/P du 16 avril 1997, le CRH-GABON est placé sous la tutelle de la Présidence de la République. Il a pour missions de :

- favoriser l'accès à la propriété d'un plus grand nombre de gabonais ;
- relancer le secteur du bâtiment et de la production immobilière ;
- apporter des ressources longues à taux modérés au système bancaire.

L'activité du CRH-GABON en 2004 est caractérisée par une régression des emplois qui s'explique par :

- le niveau élevé des prix des maisons proposées par les promoteurs installés au Gabon ;
- l'absence d'une législation foncière attrayante (délais d'obtention des titres de propriété très long, etc) et d'un environnement propice au développement de la promotion immobilière au Gabon ;
- la situation macroéconomique du pays, caractérisée, entre autres, par la baisse tendancielle des revenus pétroliers qui occasionne ainsi le ralentissement des programmes immobiliers de la Société nationale immobilière (SNI) et le surendettement des ménages.

## Activité nationale

Ainsi, le nombre des crédits distribués en 2004 est de 12 pour un montant de 95 millions de Fcfa contre 15 crédits évalués à 171 millions en 2003, soit un recul de 20 % des crédits en nombre et de 44,0 % en valeur.

### Les activités refinancées par le CRH-GABON en 2004 concernent :

- l'auto construction pour 4 crédits contre 9 en 2003, soit une contraction de 55,6 %. Cela correspond à un montant de 32 millions de Fcfa en 2004 et de 95 millions en 2003 ;

- la promotion immobilière à concurrence de 8 crédits contre 6 en 2003. Toutefois, la progression des crédits en nombre s'accompagne d'une baisse de 15,8 % en valeur, soit 63 millions de Fcfa en 2004 contre 75 millions en 2003.

### Répartition sectorielle des crédits du CRH

	Nombre			Montants (millions de Fcfa)		
	2003	2004	Var 04/03	2003	2004	Var 04/03
Auto constructions	9	4	-55,6%	95 277 263	32 082 183	-66,3%
Promotion immobilière	6	8	33,3%	75 775 519	63 779 505	-15,8%
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>-20,0%</b>	<b>171 052 782</b>	<b>95 861 688</b>	<b>-44,0%</b>

Source : CRH-Gabon

On note une légère progression du nombre de crédits octroyés dans le cadre de la promotion immobilière du fait de la cession des logements de SETRAG (ex OCTRA) au personnel.

Parmi les banques agréées, la BICIG est celle qui octroie le plus grand nombre de refinancements, suivie de très loin de la BGD, la BGFI et l'UGB qui n'ont présenté aucune demande de refinancement en 2004.

L'encours des crédits, c'est-à-dire le total des crédits mobilisés par la clientèle, toutes banques confondues, s'établit à 3,192 milliards de Fcfa en 2004 contre 4,407 milliards de Fcfa en 2003, soit une baisse de 27,57%.

## II.11. LE POINT SUR LE PROGRAMME DE PRIVATISATION

Le secteur parapublic est constitué d'entreprises à caractère industriel, commercial, social et administratif. Les établissements publics à caractère industriel et commercial opèrent dans tous les secteurs de l'économie nationale.

Conformément à la loi n°1/96 du 13 février 1996, portant privatisation des entreprises du secteur parapublic, la privatisation de la SEEG, des Ciments

## Activité nationale

du Gabon, de l'Octra, de la Sosuho, d'Eauleco, d'Agrogabon, d'Hevegab et de la Sogadel (ranch de la Nyanga), réduit le nombre d'entreprises du secteur et partant, son poids dans l'économie.

Le programme a été marqué par la privatisation d'Agrogabon, d'Hevegab et du ranch Nyanga au profit du groupe Belge SIAT, le 05 avril 2004. Ce groupe s'engage, dans son plan d'action, à investir un montant de 8 milliards de Fcfa. Actuellement, la société effectue des restructurations techniques, sociales, juridiques et fiscales nécessaires à la poursuite des activités dans les conditions optimales de l'ex-Agrogabon. Dans le même temps, les plantations d'hévéaculture de Bitam et Mitziic sont rentrées en production depuis le mois d'octobre.

Concernant la société Agripog, Total Gabon a, lors du dernier conseil d'administration du 16 juillet 2004, exprimé sa volonté de financer les investissements nécessaires à la poursuite des activités de cette structure et souhaité que le processus de privatisation aille à son terme dans un bref délai.

S'agissant de Gabon Télécom, le gouvernement a revu la stratégie de privatisation de cette entreprise, le 4 septembre 2004, en envisageant désormais la cession de 50 % du capital de Gabon Télécom S.A, au lieu des 35 % initialement proposés. Cette nouvelle option pourrait se traduire par l'accroissement du nombre d'investisseurs.

Toutefois, certains préalables doivent être résolus avant la finalisation du dossier d'appel d'offres. Il s'agit du plan social, des projets de textes réglementaires transmis au ministre de tutelle, du statut du personnel, de l'actualisation des états financiers et des titres fonciers de Gabon Télécom.

En vue de son redressement durable, le gouvernement a décidé de l'ouverture partielle du capital de la compagnie nationale Air Gabon. Les études y relatives doivent permettre d'aboutir à la fin de l'année 2005, à la sélection d'un ou plusieurs groupes d'investisseurs.

Quant à la Compagnie de Navigation Intérieure (CNI), la Commission Interministérielle de Privatisation décide de restructurer en profondeur cette société avant d'envisager sa privatisation. Les études inhérentes à cette restructuration ont démarré fin juin 2004. Une stratégie de consolidation des activités de la compagnie a été adoptée. Elle vise la redynamisation de la structure pour un fonctionnement normal et régulier.

Pour ce qui est de l'OPRAG, le plan social a été réalisé en mars et avril 2004. Il s'articule autour de la mise en pré-retraite des agents ayant atteint ou dépassé 51 ans. Au total, 62 personnes sont touchées par cette mesure qui a coûté 1,713 milliard de Fcfa. Il est également prévu le départ volontaire de 71 agents pour un coût total de 1,736 milliard de Fcfa.



## **Activité nationale**

---

Cette année, le Comité de Privatisation conduira avec le concessionnaire (Sigeprag) le processus d'ouverture de son capital aux actionnaires locaux, à hauteur de 30 %.



---

**Tableau de bord de l'économie**

**Troisième partie**

**Grandeurs  
macro-économiques**



## Tableau de bord de l'économie

## III. GRANDEURS MACRO-ECONOMIQUES

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

Grandeurs	Unités	2003	2004	04/03
PIB en volume (au prix de 1991)	Mds de Fcfa	1767,7	1 791,6	1,4%
PIB en valeur	Mds de Fcfa	3 519,0	3 792,1	7,8%
PIB hors pétrole	% du PIB	59,4	56,3	
PIB pétrole	% du PIB	40,6	43,7	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1 315,6	1 409,2	7,1%
Importations/PIB	%	37,4%	37,2%	
Total Ressources	Mds de Fcfa	4 834,6	5 201,3	7,6%
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	1 818,7	1 858,8	2,2%
publique	Mds de Fcfa	501,5	496,7	-1,0%
privée	Mds de Fcfa	1 317,2	1 362,1	3,4%
Consommation/PIB	%	51,7%	49,0%	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	1020,5	1036,5	1,6%
Public	Mds de Fcfa	247,0	271,5	9,9%
Public/Investissement total	%	24,2%	26,2%	
Privé	Mds de Fcfa	773,5	765,0	-1,1%
dont pétrole	Mds de Fcfa	410,1	387,1	-5,6%
Investissements/PIB	%	29,0	27,3	
dont pétrole	%	11,7	10,2	
Exportations	Mds de Fcfa	1 970,3	2 287,5	16,1%
Exportations/PIB	%	56,0	60,3	
Absorbtion	Mds de Fcfa	2 839,2	2 895,3	2,0%
Solde biens et services non-facteur/PIB	%	18,6	23,2	
Taux de couverture (Export/Import)	%	149,8	162,3	
Emploi	Effectif	110 121	109 309	-0,7%
Public	Effectif	53 996	54 415	0,8%
dont MONP	Effectif	6 467	6 484	0,3%
Public/Emploi Total	%	49,0	49,8	
Privé	Effectif	56 125	54 897	-2,2%
Masse salariale	Mds de Fcfa	716,9	733,6	2,5%
Public	Mds de Fcfa	242,4	242,6	0,1%
Privé et parapublic	Mds de Fcfa	473,6	491,0	3,7%
Masse monétaire(M2)	Mds de Fcfa	594,6	658,7	10,8%
Vitesse de circulation		5,9	5,8	-1,7%
Prix de détail	Indice des 125	487,9	489,8	0,4%
<b>Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)</b>				
Critères	Unités	Résultats 2004		Observations
Solde budgétaire de base/PIB (>0)		7,9		Respecté
Taux d'inflation ( $\leq 3$ )	%	0,4%		Respecté
Stock de la dette/PIB ( $\leq 70$ )	%	53,0%		Respecté
Non accumulation des arriérés (<120 jours)	Mds de Fcfa			
Extérieurs		-144,3		Respecté
Intérieurs		1,4		Non Respecté

Source : DGE

## Grandeurs macro-économiques

### III.1. LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

En 2004, la situation économique du Gabon reste fragile, malgré un environnement international relativement favorable. En effet, sur le plan extérieur, les cours des principaux produits d'exportation ont été soutenus, nonobstant la dépréciation du dollar américain. Au plan intérieur, en revanche, la croissance semble pâtir de l'orientation à la baisse du volume d'activité dans certaines branches (l'exploitation forestière, la recherche et les services pétroliers, le commerce, ainsi que les services bancaires-assurances).

Contrairement à 2002, l'économie gabonaise renoue avec une croissance positive sur deux années consécutives 2003 et 2004.

En termes réels, le PIB augmente de 1,4% par rapport à l'année précédente. Cette évolution provient notamment d'une légère amélioration du secteur hors pétrole (1,7%), puisque dans le même temps la croissance dans le secteur pétrole stagne à 0,4%.

#### Croissance du PIB

(en pourcentage)	2002	2003	2004
PIB total	-0,3	2,5	1,4
Pétrole	-2,5	6,9	0,4
Hors pétrole	0,4	1,2	1,7

Source : DGE

#### III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité

Par rapport à l'année précédente, l'analyse sectorielle révèle un ralentissement de la croissance du secteur primaire (1,6%), une stagnation dans le secondaire (0,9%) et une amélioration dans le tertiaire (1,2%).

Le secteur primaire, qui regroupe essentiellement les principaux produits d'exportation, enregistre une relative stabilité de la production pétrolière, un déclin de la production de grumes et une progression de la production minière.

La relative stabilité de la production pétrolière à 13,5 millions de tonnes résulte des efforts de récupération du brut. Ces efforts concernent aussi bien la mise en production de nouveaux champs (Toucan, Damier, Atora, etc) que le développement des vieux champs. Dans ce contexte, l'activité pétrolière représente environ 43,7% de la richesse nationale.

En ce qui concerne l'exploitation forestière, la baisse réelle de l'activité s'est poursuivie du fait de la perte de parts de marché en Asie et des difficultés d'évacuation du bois par la voie ferroviaire principalement. Les exportations de grumes se sont situées à 1,5 millions de mètres cube, soit une régression de 11,4% par rapport à l'année précédente.

## Grandeurs macro-économiques

S'agissant du manganèse, la COMILOG améliore ses performances en 2004, avec une production (2,5 millions de tonnes) en hausse de 23,0 % et des exportations qui augmentent de 25,4 % grâce à la bonne tenue du marché mondial de l'acier favorisée par la croissance soutenue en Chine.

### Evolution du PIB par secteurs d'activité de 2002 à 2004

(Valeurs en milliards de Fcfa)	PIB nominal (au prix du marché)					PIB en volume (au prix de 1991)				
	2002	2003	2004	03/02	04/03	2002	2003	2004	03/02	04/03
Produit intérieur brut	3 437,3	3 519,0	3 792,1	2,4%	7,8%	1 724,8	1 767,7	1 791,6	2,5%	1,4%
PIB marchand	3 143,9	3 216,8	3 493,9	2,3%	8,6%	1 497,5	1 534,8	1 554,1	2,5%	1,3%
Secteur primaire	1 626,9	1 699,7	1 963,4	4,5%	15,5%	553,8	583,8	592,9	5,4%	1,6%
Agriculture, élevage, pêche	148,3	152,6	156,4	2,9%	2,5%	105,1	107,6	110,0	2,4%	2,2%
Exploitation forestière	61,0	61,0	57,3	0,1%	-6,1%	36,2	35,8	35,1	-1,0%	-1,9%
Pétrole brut	1 362,7	1 427,7	1 656,2	4,8%	16,0%	388,1	414,8	416,3	6,9%	0,4%
Mines	55,0	58,4	93,5	6,2%	60,1%	24,4	25,6	31,5	4,8%	23,0%
Secteur secondaire	359,3	344,1	347,3	-4,2%	0,9%	317,5	320,2	323,1	0,9%	0,9%
Industries agro- al., boissons	47,2	47,7	49,3	1,0%	3,5%	46,8	46,7	47,9	-0,1%	2,5%
Industries du bois	25,7	31,0	35,6	20,7%	14,7%	12,9	15,4	16,0	19,7%	4,1%
Autre industries	93,5	87,4	87,8	-6,5%	0,5%	69,7	67,5	67,6	-3,2%	0,1%
Raffinage	16,1	17,0	16,9	5,7%	-0,6%	50,0	47,5	49,4	-4,9%	4,0%
Electricité, Eau	45,9	48,2	53,9	5,0%	11,9%	48,8	50,6	55,8	3,8%	10,2%
BTP	84,5	71,8	75,6	-15,0%	5,2%	58,9	55,2	57,5	-6,2%	4,2%
Services pétroliers	46,4	41,0	28,2	-11,6%	-31,2%	30,5	37,3	28,9	22,3%	-22,4%
Secteur tertiaire	1 157,7	1 173,0	1 183,2	1,3%	0,9%	626,6	630,7	638,1	0,7%	1,2%
Transport & Communication.	190,8	197,1	204,1	3,3%	3,6%	124,3	128,0	132,0	3,0%	3,2%
Services	466,0	456,9	461,7	-2,0%	1,0%	288,0	288,6	292,8	0,2%	1,5%
Commerce	242,0	246,5	240,0	1,9%	-2,7%	110,2	112,0	111,3	1,7%	-0,7%
DTI et TVA	238,5	251,2	257,2	5,3%	2,4%	80,8	78,5	79,6	-2,8%	1,4%
Banques et assurance	20,3	21,3	20,2	4,9%	-5,3%	23,0	23,6	22,3	2,7%	-5,4%
Services Non marchands	293,4	302,2	298,2	3,0%	-1,3%	227,3	232,9	237,5	2,5%	2,0%

Source : DGE

Le secteur secondaire est marqué par la stagnation des Autres Industries (0,1%), le relèvement de l'Energie (10,2%) et la reprise dans le BTP (4,2%), le Raffinage (4%) et les Industries Agro-alimentaires (2,5%). En revanche, la branche Recherche-Services pétroliers est en retrait de 22,4% et celle de l'Industrie du Bois croît timidement (4,1% après 19,7 % en 2003).

## **Grandeurs macro-économiques**

La faiblesse de l'activité dans l'Industrie du bois est liée aux difficultés d'approvisionnement rencontrées par les industries de transformation et à la fermeture de certaines d'entre elles. Toutefois, le taux de transformation de grumes reste compris entre 30 et 40% en 2004.

La bonne tenue de la branche Energie est due essentiellement au regain de l'activité de la Comilog et à la forte demande d'eau et d'électricité occasionnée par l'extension des réseaux d'eau et d'électricité dans les principales villes.

La reprise dans le BTP découle de la priorité accordée par le Gouvernement aux travaux routiers au cours de l'exercice 2004 et à la poursuite du programme d'aménagement du territoire.

L'amélioration du secteur tertiaire (1,2%) résulte de la bonne conjoncture dans les Services (1,5%) ainsi que dans les Transports et les Télécommunications (3,2%), notamment. Toutefois, le Commerce et les Services bancaires viennent atténuer ces performances (-0,7 et -5,4% respectivement).

L'activité de la branche motrice du tertiaire (les Services) est tributaire des résultats satisfaisants des Services immobiliers et de l'Hôtellerie, même si les Services rendus aux particuliers fléchissent légèrement.

Malgré la bonne tenue du Commerce général structuré, les activités commerciales ont subi un retrait de 0,7% consécutif à la baisse du commerce des produits pétroliers et de celles des véhicules utilitaires. La morosité du commerce des produits pétroliers est due aux difficultés du secteur forestier, principal client du groupement professionnel des pétroliers.

L'activité dans les Transports et Télécommunications progresse globalement, bien que les évolutions restent contrastées. En effet, le Transport aérien a souffert des difficultés de la Compagnie nationale Air Gabon et des mesures conservatoires prises par le gouvernement au lendemain du crash d'un avion de Gabon Express le 28 juin 2004, alors que l'activité dans le Transport ferroviaire reste soutenue. Les Télécommunications, pour leur part, se raffermissent sous l'effet de l'augmentation du nombre d'abonnés dans la téléphonie mobile.

### **III.1.2 Le PIB par la demande**

L'évolution positive de l'activité a été sous-tendue aussi bien par la demande intérieure qu'extérieure.

En effet, la demande intérieure s'améliore de 2% par rapport à l'année précédente, résultant d'une hausse de 2,6% de la consommation totale et de 0,8% de l'investissement total.

Dans un contexte marqué par une amélioration relative de la masse salariale et une maîtrise de l'inflation, la consommation finale des ménages croît de 3,0%.

## Grandeurs macro-économiques

### Evolution de la demande intérieure de 2002 à 2004

(Valeur en milliards de Fcfa)	En nominal (au prix du marché)					En volume (au prix de 1991)				
	2002	2003	2004	03/02	04/03	2002	2003	2004	03/02	04/03
Demande intérieure	2 854,5	2 839,2	2 895,3	-0,5%	2,0%	1 645,2	1 637,7	1 671,0	-0,5%	2,0%
Consommation totale	1 793,0	1 818,7	1 858,8	1,4%	2,2%	1 098,1	1 096,7	1 125,7	-0,1%	2,6%
Publique	520,3	501,5	496,7	-3,6%	-1,0%	340,5	328,6	334,4	-3,5%	1,8%
Privée	1 272,7	1 317,2	1 362,1	3,5%	3,4%	757,6	768,1	791,3	1,4%	3,0%
Investissement total	1 061,5	1 020,5	1 036,5	-3,9%	1,6%	547,1	541,0	545,3	-1,1%	0,8%
Dont : pétrole	468	410,1	387,1	-12,4%	-5,6%	240,8	231,9	221,6	-3,7%	-4,4%
Hors pétrole*	275,7	275,8	285,8	0,0%	3,6%	138,7	136,0	137,9	-1,9%	1,4%
Administration	232,9	247	271,5	6,1%	9,9%	122,9	127,8	139,1	4,0%	8,8%

Source : MEGA / DGE

\*non compris investissement des ménages et des institutions financières)

Elle demeure le principal soutien de la demande intérieure ; celle des administrations s'établissant seulement à 1,8%.

La reprise de l'investissement à 0,8% est stimulée en grande partie par l'accroissement des investissements des administrations (8,8%) et de ceux du secteur hors pétrole (1,4%), en rapport avec la loi de développement et d'aménagement du territoire. En revanche, les dépenses en capital du secteur pétrolier régressent de 4,4%.

Les exportations et les importations de biens et services non facteurs croissent respectivement de 3,6 et 4,8%. Le relèvement des exportations est favorisé par les ventes de manganèse. Par ailleurs, la hausse des importations est due au regain des activités du hors pétrole.

### III.2. LE BUDGET DE L'ETAT

Le budget 2004 a été modifié en cours d'année par une Loi de Finances Rectificative (LFR), afin de tenir compte de l'amélioration de l'environnement international. En effet, le prix moyen du brut gabonais a profité de la flambée des cours sur les marchés internationaux. Il est établi à 36,9 dollars américains dans le collectif budgétaire contre 24,4 dollars en prévision initiale. Le taux de change du dollar est passé de 615 Fcfa en prévision initiale à 534,4 Fcfa.

#### III.2.1 L'équilibre budgétaire

Le budget révisé de l'Etat, en hausse de 10,8 % par rapport au budget initial, est arrêté à la somme de 1 660,5 milliards de Fcfa en ressources et en emplois.

## Grandeurs macro-économiques

### Budget prévisionnel de l'Etat

(En milliards de Fcfa)	LFI 2004	PLFR 2004	Var. PLFR/LFI
Nature des ressources			
Recettes propres	1006,8	1148,3	14,1%
Pétrole	473,1	640,0	35,3%
Hors pétrole	533,7	508,3	-4,8%
Ressources d'emprunts	492,4	512,2	4,0%
<b>Total des ressources</b>	<b>1499,2</b>	<b>1660,5</b>	<b>10,8%</b>
Nature des charges			
Service de la dette	868,2	1006,9	16,0%
Fonctionnement	463,5	491,0	5,9%
Investissement	167,5	162,5	-3,0%
Prêts et avances	0	0	-
<b>Total des charges</b>	<b>1499,2</b>	<b>1660,5</b>	<b>10,8%</b>

Source : Direction Générale du Budget

L'augmentation des ressources résulte de l'amélioration des recettes propres et des ressources d'emprunts qui croissent respectivement de 14 % et 4 %.

En ce qui concerne les emplois, la révision à la hausse du budget a entraîné la baisse des dépenses d'investissement (-3%) et le relèvement de celles liées au fonctionnement (5,9%) et au service de la dette (16%).

#### III.2.1.1 Les ressources

Les ressources propres, estimées initialement à 1006,8 milliards de Fcfa, s'élèvent à 1 148,3 milliards de Fcfa. Cette hausse résulte de l'augmentation des recettes pétrolières (+ 35 %) due au réajustement du niveau de la production pétrolière ainsi que du prix du baril de pétrole.

Les recettes hors pétrole, en retrait de 4,8 %, sont arrêtées, en définitive, à 508,3 milliards de Fcfa contre 533,7 milliards dans la prévision initiale. Ce manque à gagner est imputable à la faible mobilisation des recettes fiscales et douanières.

Les ressources d'emprunts sont estimées à 512,2 milliards de Fcfa contre 492,4 milliards en prévisions initiales. Elles comprennent notamment des ressources d'emprunts d'équilibre (dont 64,1 milliards relatifs au financement du programme Stand-by et 427,5 milliards au titre du rééchelonnement de la dette extérieure obtenu le 11 juin 2004) et 20 milliards de Fcfa d'emprunt liés aux investissements.

## Grandeurs macro-économiques

### III.2.1.2 Les emplois

La révision à la hausse des recettes propres s'accompagne d'un accroissement de 5,9 % des dépenses de fonctionnement par rapport aux prévisions initiales. Ces dépenses passent de 463,5 milliards de Fcfa à 491,0 milliards de Fcfa.

De même, le service de la dette augmente de 16%, aggravant l'insoutenable de la dette. Son rapport aux recettes propres est de 87,7 % ; ce qui représente dans le budget rectifié 60,6 % des dépenses totales contre 57,9% dans la Loi de Finances Initiale.

Les dépenses d'investissement connaissent une baisse de 3 % par rapport au budget initial.

### III.2.2 L'exécution du budget

L'exécution du budget en 2004 dégage un excédent primaire de 437,3 milliards de Fcfa. Ce solde positif est en hausse de 8,6 % par rapport à l'exercice 2003. Il représente 11,4 % du PIB et résulte principalement de l'amélioration des recettes pétrolières (5,2%) et non pétrolières (7%).

Le solde base engagement croît de 9,6 % pour s'établir à 286,5 milliards de Fcfa en 2004.

Le solde global base caisse, en réduction de 44,2 %, s'établit à 92,8 milliards de Fcfa, soit 2,5 % du PIB contre 4,7 % en 2003. Celle-ci résulte en grande partie de l'apurement d'arriérés sur les intérêts dus pour un montant de 193,7 milliards de Fcfa.

#### **Evolution des soldes**

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	04/03
Recettes pétrolières	570,2	600,0	5,2%
Recettes non pétrolières	480,1	513,6	7,0%
<b>Recettes totales</b>	<b>1050,3</b>	<b>1113,6</b>	<b>6,0%</b>
Dépenses de fonctionnement	472,1	477,0	1,0%
Dépenses d'investissement	130,7	160,0	22,4%
Prêts nets	0,3	0,0	-
Coût de restructuration	0,0	0,0	-
Fonds spéciaux (y c. FER)	44,6	39,3	-11,9%
<b>Dépenses totales</b>	<b>647,6</b>	<b>676,3</b>	<b>4,4%</b>
Solde primaire	402,6	437,3	8,6%
Solde base engagement	261,5	286,5	9,6%
Solde base caisse	166,2	92,8	-44,2%

Sources : DGB, Trésor

## Grandeurs macro-économiques

### III.2.2.1 Les recettes budgétaires

En 2004, les recettes budgétaires (y compris les dons) sont exécutées à hauteur de 1 113,6 milliards de Fcfa. Elles s'améliorent de 63,3 milliards de Fcfa par rapport à l'année 2003, soit une augmentation de 6,0 %.

Cette hausse est imputable au dynamisme conjugué du secteur hors pétrole qui ne cesse d'améliorer son rendement en matière de recouvrement fiscal et du secteur pétrole dont les recettes s'accroissent grâce à la flambée du cours du baril de pétrole.

Toutefois, on observe une diminution de l'impôt sur les sociétés pétrolières et dans une moindre mesure des autres recettes.

### Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières, qui représentent 16 % du PIB en 2004 pour une valeur de 600 milliards de Fcfa contre 570,2 milliards en 2003, augmentent de 5,2 % du fait essentiellement de l'accroissement de 20% des redevances et de 16,4% des contrats de partage.

#### Evolution des recettes pétrolières

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	04/03
Impôts sur les sociétés	205,5	176,2	-14,2%
Redevances	150,6	180,8	20,0%
Contrats de partage	182,1	212,0	16,4%
Autres	32,0	31,0	-3,1%
<b>Total des recettes</b>	<b>570,2</b>	<b>600,0</b>	<b>5,2%</b>
en % du PIB pétrolier	39,9	36,2	
PIB pétrolier (mémoire)	1 427,7	1 656,2	16,0%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

### Les recettes non pétrolières

Les recettes hors pétrole (y compris les dons), en hausse de 7,0 %, s'établissent à 513,6 milliards de Fcfa en 2004 contre 480,1 milliards en 2003. Cette évolution découle de l'optimisation du recouvrement des taxes sur les biens et services qui se chiffrent à 115,1 milliards de Fcfa. Dans le même temps, les impôts directs ont été recouverts à hauteur de 137,3 milliards de Fcfa en 2004 contre 122,6 milliards en 2003. Les autres recettes se situent à 60,8 milliards de Fcfa, en hausse de 27,7 % par rapport à l'année précédente.

## Grandeurs macro-économiques

### Evolution des recettes non pétrolières

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	04/03
Droits de douanes	200,3	200,5	0,1%
dont DTI	171,2	172,9	1,0%
Taxes sur biens et services	109,6	115,1	5,0%
dont TVA	80,3	82,6	2,9%
Impôts directs	122,6	137,3	12,0%
Autres recettes	47,6	60,8	27,7%
<b>Total des recettes</b>	<b>480,1</b>	<b>513,6</b>	<b>7,0%</b>
en % du PIB hors pétrole	22,9	23,9	
PIB hors pétrole (mémoire)	2 091,3	2 135,8	2,1%

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

### III.2.2.2 Les dépenses publiques

En 2004, les dépenses publiques totales augmentent de 4,4 %, sous l'effet des dépenses de fonctionnement, des dépenses en capital et ce, malgré la compression des dépenses liées aux Fonds spéciaux (-11,7%).

En dépit de la hausse observée en 2004, la dépense publique est globalement maîtrisée. Elle ne représente que 21,7 % du PIB contre 22,4 % en 2003.

### Evolution des dépenses publiques

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	04/03
Fonctionnement	472,1	477,0	1,0%
Salaires	229,0	226,3	-1,2%
Biens et services	124,8	125,1	0,2%
Transferts et subventions	118,3	125,6	6,2%
Investissements	130,7	160	22,4%
Ressources propres	122	142,2	16,6%
Finex	8,7	17,8	104,6%
Prêts nets	0,3	0	-
Coût de restructuration	0	0	-
Fonds spéciaux (y. c.FER)	44,5	39,3	-11,7%
<b>Total des dépenses</b>	<b>647,6</b>	<b>676,3</b>	<b>4,4%</b>
PIB Total (mémoire)	3519,0	3792,0	7,8%
en % du PIB			
Fonctionnement	13,4	12,6	
Investissements	3,7	4,2	

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

## Grandeurs macro-économiques

### Les dépenses de fonctionnement

En 2004, l'exécution des dépenses de fonctionnement se situe à 477,0 milliards de Fcfa contre 472,1 milliards en 2003, soit une augmentation de 1,0%. Celle-ci résulte de la hausse de 0,2 % du poste des biens et services et de 6,2% de celui des transferts et subventions, faiblement compensées par la baisse de 1,2% des traitements et salaires.

### Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement augmentent de 22,4 % pour s'établir à 160 milliards de Fcfa en 2004 contre 130,7 milliards en 2003. Financées à 88,9 % sur ressources propres, les dépenses en capital sont affectées aux travaux relatifs aux fêtes de l'indépendance, aux projets sur financements extérieurs et autres.

### La dette publique

L'amélioration des recettes budgétaires a permis à l'Etat d'honorer les engagements vis-à-vis de ses créanciers extérieurs et intérieurs à hauteur de 306,3 milliards de Fcfa en 2004 contre 305,9 milliards en 2003. Les règlements sur la dette extérieure sont en augmentation de 2,9 % alors que ceux de la dette intérieure baissent de 6,8 %.

#### Evolution du règlement de la dette publique

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	04/03
Dette extérieure	218,0	224,4	2,9%
Multilatérale	61,9	44,9	-27,5%
Bilatérale	156,1	1,6	-99,0%
Bancaire	-	177,9	-
Dette intérieure	87,9	81,9	-6,8%
<b>Total</b>	<b>305,9</b>	<b>306,3</b>	<b>0,1%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

Il faut noter que le niveau du service de la dette extérieure, exécuté en 2004, est essentiellement lié au traitement de la dette obtenu lors du 8ème Club de Paris, suite à l'accord de confirmation avec le FMI qui couvre la période d'avril 2004 à juin 2005.

Dans ce cadre, l'assiette globale réaménagée s'élève à 472,4 milliards de Fcfa. La dette consolidée concerne les arriérés cumulés au 30 avril 2004 et les échéances de mai 2004 à fin juin 2005. Ainsi, aucun arriéré de paiement n'a été constaté au niveau de la dette extérieure directe en fin 2004.

## Grandeurs macro-économiques

Au titre de la dette intérieure, les arriérés constatés à fin décembre 2003 et les échéances de l'année en cours ont été totalement réglés dans le cadre des Clubs de Libreville 1 et 2.

Malgré l'effort de désendettement entrepris par l'Etat, se traduisant en 2004 par une réduction de 5,8 % du stock de la dette publique, l'encours de la dette publique demeure élevé. Celui-ci représente 52,9 % du PIB.

### Evolution du stock de la dette publique

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	04/03
Dette extérieure	1906,1	1851,0	-2,9%
Multilatérale	193,6	198,6	2,6%
Bilatérale	1 693,9	1 634,5	-3,5%
Bancaire	18,6	17,9	-3,8%
Dette intérieure	239,3	168,9	-29,4%
<b>Total</b>	<b>2145,4</b>	<b>2019,9</b>	<b>-5,8%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

### III.3. LA MONNAIE ET LE CREDIT

En rapport avec les évolutions du secteur réel, des finances publiques et des échanges avec l'extérieur, la situation monétaire large à fin décembre 2004 se caractérise par une augmentation de la masse monétaire, une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets et une diminution du crédit intérieur.

### Evolution de la situation monétaire large

(en milliards de Fcfa)	déc. 2002	déc. 2003	déc. 2004	Var. déc.04/ déc.03
Masse monétaire	601,5	594,6	658,7	10,7%
Disponibilités monétaires	346,7	345,5	385,3	11,5%
- monnaie fiduciaire	131,9	123,8	138,5	11,9%
- monnaie scripturale	214,8	221,7	246,8	10,5%
Quasie monnaie	254,8	249,1	273,4	9,8%
Ressources extra-monétaires	137,6	155,2	169,1	8,9%
<b>Total ressources</b>	<b>739,1</b>	<b>749,8</b>	<b>827,8</b>	<b>10,4%</b>
Avoirs extérieurs nets	31,9	75,5	286,0	278,1%
Crédit intérieur	707,2	674,3	541,7	-19,6%
- créances sur l'économie	507,9	466,4	422,7	-9,4%
- créances nettes sur l'Etat	199,3	207,9	119,1	-42,7%
<b>Total contreparties</b>	<b>739,1</b>	<b>749,8</b>	<b>827,8</b>	<b>10,4%</b>

Source : BEAC

## **Grandeurs macro-économiques**

---

Par ailleurs, les conditions d'intervention de la Banque Centrale ont été plusieurs fois réaménagées.

### **III.3.1 Les ressources du système monétaire**

Les ressources du système monétaire large à fin décembre 2004 se caractérisent par un accroissement de 9,5% en glissement annuel. Cette évolution est liée à la consolidation des ressources extra-monnaies et à l'augmentation de la masse monétaire.

#### **III.3.1.1 La masse monétaire (M2)**

La masse monétaire, en hausse de 10,7 %, s'établit à 658,7 milliards de Fcfa en décembre 2004 contre 594,6 milliards en décembre de l'année dernière. Cette évolution résulte de l'accroissement conjugué des disponibilités monétaires et quasi-monnaies.

#### **Les disponibilités monétaires**

Les disponibilités monétaires s'améliorent de 11,5% à fin décembre 2004 du fait de l'expansion de la monnaie scripturale (10,5%) et de la monnaie fiduciaire (11,9%). Elles se chiffrent à 385,3 milliards de Fcfa en décembre 2004 contre 345,5 milliards en décembre 2003.

#### **La quasi-monnaie**

En hausse de 9,8 % en décembre 2004, la quasi monnaie atteint 273,4 milliards de Fcfa contre 249,1 milliards en décembre 2003. Cette évolution traduit une amélioration de la propension des agents économiques à épargner.

#### **III.3.1.2 Les ressources extra-monnaies**

Les ressources extra-monnaies croissent de 8,9% à fin décembre 2004 pour s'établir à 169,1 milliards de Fcfa contre 155,2 milliards en décembre 2003. Cette évolution est essentiellement liée à l'appréciation des fonds propres qui passent de 194 milliards en décembre 2003 à 209,9 milliards en décembre 2004 malgré le recul d'environ 7,4 milliards des Autres Postes Nets au cours de la même période.

### **III.3.2 Les contreparties des ressources monétaires**

Durant la période sous revue, les contreparties des ressources monétaires augmentent de 10,4% sous l'effet d'une forte reconstitution des avoirs extérieurs nets, alors que le crédit intérieur se contracte.

## Grandeurs macro-économiques

### III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets

En décembre 2004, les Avoirs Extérieurs Nets (AEN) s'établissent à 286,0 milliards de Fcfa contre 75,5 milliards en décembre 2003, soit un accroissement substantiel de 278,1%. Ce renforcement des AEN est lié à la fermeté des marchés du pétrole et du manganèse ainsi qu'à la mise en place de l'accord stand by du FMI.

La BEAC et les banques créatrices de monnaie contribuent à la constitution des avoirs extérieurs. En effet, sur cette période, les AEN de la BEAC croissent fortement, atteignant 165,2 milliards en décembre 2004 contre 66,9 milliards en décembre 2003. Cette forte reconstitution des AEN de la BEAC devrait se traduire par l'amélioration du solde du Compte d'Opérations.

De même, les AEN des banques créatrices de monnaie croissent fortement avec une position nette de 120,8 milliards de Fcfa en décembre 2004 contre 14,7 milliards en décembre 2003.

Le taux de couverture de la monnaie s'est en conséquence conforté, se situant à 61,8 % en décembre 2004 contre 44,0 % en décembre 2003.

### III.3.2.2 Le crédit intérieur

Le repli du crédit intérieur est de 19,6 %, passant de 674,3 milliards de Fcfa en décembre 2003 à 541,7 milliards en décembre 2004. Ce recul concerne les crédits à l'économie et les créances nettes sur l'Etat.

#### Les créances sur l'économie

Compte tenu de la faiblesse des efforts d'investissement des opérateurs économiques, les concours bancaires reculent de 9,4 % en glissement annuel. Ils se chiffrent à 422,7 milliards de Fcfa en décembre 2004 contre 466,4 milliards en décembre 2003.

#### Les créances nettes sur l'Etat

Les créances nettes sur l'Etat enregistrent, en glissement annuel, une contraction de 42,7 %. Elles atteignent 119,1 milliards de Fcfa en décembre 2004 contre 207,9 milliards en décembre 2003. Cette réduction des créances nettes sur l'Etat résulte de la poursuite de l'assainissement des finances publiques qui favorise la consolidation de la trésorerie de l'Etat.

Sur cette base, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est nettement améliorée de 89,7 milliards en terme nominal, passant de 237,9 milliards de Fcfa en décembre 2003 à 148,2 milliards en décembre 2004.

## Grandeurs macro-économiques

### III.4. LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 2004

La balance des paiements est marquée en 2004 par une amélioration de l'excédent courant et une aggravation du déficit des capitaux.

#### III.4.1 La balance des transactions courantes

Le solde positif de la balance courante se situe à 416,7 milliards de Fcfa en 2004 contre 333,8 milliards en 2003, soit une hausse de 24,8 %. Cette tendance est due aux bonnes performances de la balance commerciale (27,9 %), en dépit de la dégradation des soldes de la balance des revenus (-53,3 %) et des services (-14,2 %).

##### III.4.1.1 La balance commerciale

En 2004, le solde excédentaire de la balance commerciale atteint 1 587,4 milliards de Fcfa contre 1 241,2 milliards en 2003, suite à une augmentation des exportations (21,1 %) plus que proportionnelle à celle des importations (7,2 %).

Trois facteurs expliquent l'embellie des exportations : la hausse du prix du baril de pétrole (à plus de 28 %), celle du volume des exportations de pétrole (+2,6 %) et celle du manganèse (+25,8 %) malgré la baisse du taux de change du dollar américain par rapport au franc cfa (-11,9 %).

##### Evolution de la balance commerciale

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
Exportations (fob)	1 781,2	1 847,1	2 236,7	21,1%
Importations (fob)	651,7	605,9	649,3	7,2%
<b>Balance commerciale</b>	<b>1 129,5</b>	<b>1 241,2</b>	<b>1 587,4</b>	<b>27,9%</b>
Taux de couverture (%)	273,3	304,9	344,5	13,0%

Source : BEAC

\*Estimations

##### III.4.1.2 La balance des services

Le déficit des services s'accroît de 14,2 %, du fait de la dégradation des soldes des Autres Assurances (-57,2 %), du fret et assurances et des autres services (-18,2 %) suite à l'atonie de l'activité des transporteurs et prestataires de services résidents.

##### III.4.1.3 La balance des revenus

Le déficit des revenus se creuse de 53,3 %, passant de 414,5 milliards de Fcfa en 2003 à 635,5 milliards en 2004. Cette détérioration résulte principalement de la hausse de 69,9% des capitaux du secteur privé versés à l'extérieur.

## Grandeurs macro-économiques

### III.4.1.4 La balance des transferts courants

Le solde des transferts courants s'améliore. Il se situe à -92,3 milliards de Fcfa en 2004 contre -105,1 milliards en 2003. La réduction du déficit des transferts privés (envois des fonds des travailleurs) est à l'origine de cette évolution.

### III.4.2 La balance des capitaux

Le solde déficitaire de la balance des capitaux s'accroît de 57,4 %, passant de 289,4 milliards de Fcfa en 2003 à 455,4 milliards en 2004. Cette situation est largement influencée par la nette détérioration du solde négatif des autres investissements (471 milliards de Fcfa en 2003 et 631,9 milliards de Fcfa en 2004), nonobstant le relèvement du poste des investissements directs (+13,14 %).

### III.4.3 La balance globale

Le déficit de la balance globale diminue de 43,9 % et atteint 30,1 milliards de Fcfa en 2004 contre 53,7 milliards l'année précédente.

Cette amélioration provient essentiellement de la progression de l'excédent commercial en dépit du creusement du déficit des capitaux.

#### **Evolution de la balance globale**

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004*	04/03
1. Transactions courantes	235,6	333,8	416,7	24,8%
A. Biens et services	327	438,9	509,0	16,0%
a. Biens	1129,5	1 241,2	1 587,4	27,9%
b. Services	-468,8	-387,8	-442,9	14,2%
c. Revenus	-333,7	-314,5	-635,5	53,3%
B. Transferts sans contreparties	-91,4	-105,1	-92,3	-12,2%
2. Mouvement des capitaux	-277,5	-289,4	-455,4	57,4%
3. Erreurs et Omissions	-96,6	-98,2	8,7	-
4. Balance globale	-138,5	-53,7	-30,1	43,9%

Source : BEAC

\*Estimations

## III.5. L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

### III.5.1 L'emploi

L'emploi global recule de 0,7 % pour se situer à 109 311 agents. Cette diminution s'explique par la baisse de 2,2 % des effectifs des sociétés, faiblement compensée par la légère remontée (0,8 %) des effectifs du secteur public.

## Grandeurs macro-économiques

Le taux de chômage de la population active est estimé à 25 %.

### Evolution des effectifs salariés du secteur moderne

(Nombre d'employés)	2002	2003	2004	04/03
Sociétés	57 266	56 125	54 897	-2,2%
Parapublique	14 978	14 978	13 978	-6,7%
Privés	42 288	41 147	40 919	-0,6%
Secteur public	52 062	53 996	54 415	0,8%
Fonction publique	41 693	43 639	44 041	0,9%
MONP	6 479	6 467	6 484	0,3%
Libreville	3 635	3 623	3 640	0,5%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	0,0%
Coll. Locales	3 890	3 890	3 890	0,0%
<b>Total des salariés</b>	<b>109 328</b>	<b>110 121</b>	<b>109 311</b>	<b>-0,7%</b>

Sources : DGB, DGE, Comité de privatisation

### III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

Les effectifs du secteur public ont légèrement progressé (0,8 %). Ils correspondent aux 54 415 agents recensés en 2004 contre 53 996 en 2003. Cette évolution est liée à la légère hausse de 0,9 % des employés de la Fonction publique dans les domaines suivants : transports (5,1 %), développement (4,6 %), administration générale (2,9 %), économie (2,8 %) et pouvoirs publics (1,6 %).

Par contre, les effectifs des collectivités locales restent stables, tandis que la main d'œuvre non permanente (MONP) stagne à 0,3 %.

### Evolution de l'emploi public

(Nombre de salariés)	2002	2003	2004	04/03
Fonction publique	41 693	43 639	44 041	0,9%
Pouvoirs publics	12 477	13 435	13 653	1,6%
Adm. Générale	6 218	6 119	6 298	2,9%
Adm. Economiques	3 167	3 301	3 392	2,8%
Adm. du Développement	2 026	2 099	2 196	4,6%
Adm. des Transports	410	428	450	5,1%
Adm. de l'Education	12 611	13 102	12 917	-1,4%
Adm. Sociales	4 756	5 128	5 108	-0,4%
Autres	28	27	27	0,0%
MONP	6 479	6 467	6 484	0,3%
Libreville	3 635	3 623	3 640	0,5%
Intérieur	2 844	2 844	2 844	0,0%
Coll. Locales	3 890	3 890	3 890	0,0%
<b>Total des salariés</b>	<b>52 062</b>	<b>53 996</b>	<b>54 415</b>	<b>0,8%</b>

Sources : DGB, DGE

## Grandeurs macro-économiques

### III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

L'emploi dans les sociétés s'établit globalement à 54 897 agents contre 56 125 en 2003, soit une baisse de 2,2 %. Ce repli résulte de la réduction des effectifs dans le BTP (-7,8%), les Transports et Télécommunications (-6,0 %), et l'Agriculture (-4,7 %).

Toutefois, les effectifs dans les mines, les banques-assurance et le commerce augmentent.

#### Evolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

(Nombre de salariés)	2002	2003	2004*	04/03	Poids du secteur en 2004
Agriculture	2 131	2 131	2 030	-4,7%	3,7%
Pétrole	1 281	1 533	1 533	0,0%	2,8%
Mines	1 395	1 395	1 495	7,2%	2,7%
Bois	9 240	9 083	9 083	0,0%	16,5%
Industries Agro-Alimentaires	2 133	2 133	1 975	-7,4%	3,6%
Autres industries	1 829	1 779	1 779	0,0%	3,2%
Eau, électricité et raffinage	2 013	2 013	2 013	0,0%	3,7%
Bâtiment et travaux publics	6 511	5 274	4 860	-7,8%	8,9%
Transports et télécom	11 522	11 752	11 052	-6,0%	20,1%
Services	11 433	11 307	11 194	-1,0%	20,4%
Commerce	5 693	5 620	5 732	2,0%	10,4%
Banques et Assurances	2 085	2 105	2 151	2,2%	3,9%
<b>Total</b>	<b>57 266</b>	<b>56 125</b>	<b>54 897</b>	<b>-2,2%</b>	<b>100,0%</b>

Sources : DGE, Comité de privatisation — \*Estimations

### III.5.2 Le chômage

Le nombre de demandes d'emplois traitées par l'Office National de l'Emploi (ONE) s'établit à 3 174 dossiers contre 2 369 en 2003, soit une hausse de 34%, résultant de la progression de 73,8 % des demandes d'emploi des anciens travailleurs et de 26,2 % des primo demandeurs (actifs à la recherche d'un premier emploi).

A contrario, les offres d'emplois baissent de 6,6 %, se situant à 548 postes contre 587 en 2003.

Les embauches totales s'élèvent à 369 postes, soit une baisse de 9,2 %. Ce fléchissement est consécutif à la contraction des emplois gérés par le Fonds d'Insertion et de Réinsertion (FIR) et de l'inadéquation entre les offres disponibles et les qualifications.

## Grandeurs macro-économiques

### III.5.3 Les salaires

Au cours de l'année 2004, la masse salariale moderne progresse de 2,5 % pour s'établir à 733,6 milliards de Fcfa contre 716 milliards en 2003. Cette fluctuation découle, en grande partie, de la progression des rémunérations des sociétés, alors que celles des administrations demeurent quasi stables.

#### Evolution de la masse salariale du secteur moderne

(en milliards de Fcfa)	2002	2003	2004	04/03
Sociétés	456,1	473,6	491,0	3,7%
Privés	351,9	367,7	383,4	4,3%
Parapublique	104,2	105,9	107,6	1,6%
Administrations	239,6	242,4	242,6	0,1%
Fonction publique	206,4	208,8	209,4	0,3%
Coll. Locales	14,2	14,2	14,2	-
MONP	19,0	19,4	19,0	-2,1%
<b>Total Général</b>	<b>695,7</b>	<b>716,0</b>	<b>733,6</b>	<b>2,5%</b>

Sources : DGB, DGE (pour le secteur privé et les collectivités locales)

#### III.5.3.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale des administrations se stabilise à 242,6 milliards de Fcfa. Elle représente 6,4 % du PIB nominal. Cette situation s'explique par la prise en compte des régularisations du stock des situations administratives des agents.

La masse salariale des collectivités locales reste aussi stable alors que celle de la main d'œuvre non permanente baisse de 2,1 %. Cette évolution résulte de l'audit en cours du fichier y relatif.

#### III.5.3.2 La masse salariale des sociétés

Le niveau de la masse salariale dans le secteur productif a progressé de 3,7 %, passant de 473,6 milliards de Fcfa en 2003 à 491 milliards en 2004. Cette tendance a été fortement influencée par la masse salariale des sociétés privées qui progresse de 4,3 % alors que celle des sociétés parapubliques varie de 1,6 %.

L'amélioration de l'activité dans le secteur tertiaire et les mines contribuent à la hausse des rémunérations des entreprises privées.

## Activité nationale

### III.5.4 Les prix

De décembre 2003 à décembre 2004, l'inflation en glissement a baissé de 0,6%. En moyenne annuelle, le niveau de l'indice des prix à la consommation des ménages à bas revenus de Libreville s'établit à 489,8 points contre 487,9 points en 2003, soit une hausse de 0,4 %.

Cette hausse provient essentiellement de l'évolution des prix des produits importés. En effet, depuis le début de l'année, l'indice des produits importés n'a cessé d'augmenter (+1,7 %) alors que parallèlement l'indice des produits locaux, habituellement moteur de l'inflation, est en baisse (-0,6 %).

#### Evolution de l'Indice des Prix à la Consommation de 2002 à 2004

Regroupements	Pondérations	2002	2003	2004	04/03
<b>INDICE GENERAL</b>	<b>1000</b>	<b>477,8</b>	<b>487,9</b>	<b>489,8</b>	<b>0,4%</b>
PRODUITS LOCAUX	656	448,3	461,5	458,6	-0,6%
PRODUITS IMPORTES	344	535,1	539,6	548,9	1,7%
<b>Alimentation</b>	<b>547</b>	<b>472,2</b>	<b>481,0</b>	<b>472,1</b>	<b>-1,9%</b>
Produits à base de céréales	38	314,0	314,8	310,1	-1,5%
Tubercules	108	418,8	399,3	400,0	0,2%
Fruits et légumes	18	303,8	311,4	320,5	2,9%
Epicerie	75	301,0	342,7	297,7	-13,1%
Viandes et poissons	184	681,2	692,5	701,1	1,3%
Restaurant	5	283,0	283,0	283,0	0,0%
Boissons et tabacs	119	389,5	402,4	375,7	-6,6%
<b>Habillement</b>	<b>175</b>	<b>365,8</b>	<b>367,0</b>	<b>397,6</b>	<b>8,4%</b>
<b>Habitation</b>	<b>130</b>	<b>405,3</b>	<b>410,5</b>	<b>400,4</b>	<b>-2,4%</b>
Logement	23	560,7	591,1	590,9	0,0%
Energie - Entretien	14	377,5	392,5	395,9	0,9%
Equipement	93	371,0	374,7	354,0	-5,5%
<b>Hygiène - Soins</b>	<b>19</b>	<b>579,5</b>	<b>514,1</b>	<b>551,0</b>	<b>7,2%</b>
<b>Transports</b>	<b>63</b>	<b>728,5</b>	<b>850,8</b>	<b>888,0</b>	<b>4,4%</b>
<b>Loisir - Divers</b>	<b>66</b>	<b>695,2</b>	<b>664,0</b>	<b>659,5</b>	<b>-0,7%</b>

Sources : DGSEE, DGE



**Quatrième partie**

**Politique économique  
du Gouvernement  
en 2004**



## Tableau de bord de l'économie

### IV LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2004

Dans un contexte marqué par une faible croissance du PIB, une hausse continue des dépenses publiques, une tendance à la baisse des recettes et un service de la dette insoutenable, les objectifs de la politique économique du gouvernement, pour l'exercice 2004, concernent : la consolidation de la croissance, la maîtrise de l'inflation et le renforcement de la position extérieure.

Dans le même temps, la poursuite de l'assainissement des finances publiques, les réformes structurelles, la lutte contre l'insécurité, la pauvreté et l'exclusion sociale constituent les objectifs prioritaires.

Les différentes mesures que le gouvernement a mis en œuvre pour atteindre les objectifs retenus s'articulent autour des quatre rubriques que sont : la politique budgétaire, la politique sectorielle, la politique sociale et les réformes structurelles.

#### IV.1. LA POLITIQUE BUDGETAIRE

La flambée des cours du pétrole brut, l'accord de confirmation obtenu auprès du FMI et le passage devant les créanciers du Club de Paris conduisent le gouvernement à revoir son cadrage budgétaire au cours de l'exercice 2004.

Le budget révisé réaffirme, cependant, les principales orientations contenues dans la loi de finances initiale, notamment la priorité réservée aux secteurs suivants : santé, défense, sécurité publique, justice et travaux publics.

L'assainissement des finances publiques demeure, par ailleurs, une préoccupation majeure du gouvernement en 2004. Celui-ci passe par une mobilisation accrue des recettes, une maîtrise des dépenses de fonctionnement et une stratégie de gestion de la dette publique.

##### L'optimisation des recettes

Les mesures prises par le gouvernement dans ce domaine visent essentiellement l'amélioration des recettes hors pétrole, à travers l'amélioration du recouvrement et l'élargissement de l'assiette fiscale.

##### La maîtrise des dépenses

Entamée depuis les exercices antérieurs, la maîtrise des dépenses repose sur un effort soutenu de limitation des dépenses de fonctionnement, grâce, notamment, à la révision des textes relatifs à la gestion des agents publics et à la réduction des dépenses de services d'utilité publique (eau, électricité et téléphone).

## **Politique économique du Gouvernement en 2004**

### **La gestion de la dette**

Au cours de l'année 2004, le gouvernement a obtenu des créanciers membres du Club de Paris, un allègement du service de la dette extérieure pour un montant de 470,321 milliards de Fcfa.

Sur le plan interne, des efforts ont été faits en vue du règlement de la dette publique intérieure. Il s'agit principalement de la signature d'un accord avec la Confédération Patronale Gabonaise (CPG), gestionnaire du Club de Libreville, comprenant les entreprises détentrices, vis-à-vis de l'Etat, de créances supérieures à 50 millions de Fcfa à fin décembre 2003. Cet accord a l'avantage de faciliter les paiements des instances au Trésor Public.

Une action positive a également été engagée en faveur des entreprises dont les créances sont inférieures à 50 millions de Fcfa. Pour celles-ci, le règlement s'effectue selon l'âge et la nature des créances.

## **IV.2. LES REFORMES STRUCTURELLES**

### **Le désengagement de l'Etat**

Les efforts du gouvernement dans ce domaine ont abouti à la signature d'une convention de reprise des actifs des sociétés parapubliques Agrogabon, Hevegab et Ranch Nyanga. Par cet acte, l'Etat se désengage des dites entités agro-industrielles au profit de SIAT-Gabon.

Le processus de privatisation de la compagnie nationale Air Gabon se poursuit avec la publication d'un avis à manifestation d'intérêt et la sélection d'un consultant, le 19 juin 2004.

S'agissant de la privatisation de Gabon Télécom, l'Etat a décidé, le 4 septembre 2004, de céder au moins 50% du capital de cette entreprise, au lieu des 35 % initialement prévus. Cette révision vise à rendre le processus plus attractif pour les grands opérateurs mondiaux, afin de renforcer la liste des investisseurs qualifiés, aujourd'hui limitée à 5 sociétés (Sonatel, Detecom, Maroc Télécom, Télecob et NTE).

### **Les réformes fiscales et budgétaires**

La principale mesure du gouvernement porte sur la modification de l'article 11 de la loi n°15 / 2003 du 27 janvier 2004. Au terme de cette modification, le taux de TVA majoré à 25 % est supprimé et remplacé par un taux général de 18 %.

Par ailleurs, dans l'optique de l'amélioration du cadre budgétaire, l'adoption d'une nomenclature fonctionnelle s'avère nécessaire. Ce travail est subordonné

## **Politique économique du Gouvernement en 2004**

à la détermination préalable de l'ensemble des fonctions remplies par les administrations. Il est également tributaire de la validation de ladite nomenclature, avec la collaboration des administrateurs de crédits et de la Direction générale de la statistique et des études économiques. Toutefois, cette politique doit, pour un rendement efficace, être complétée par la formation des agents à la pratique budgétaire.

### **IV.3. LA POLITIQUE SOCIALE**

En 2004, l'action du gouvernement dans le domaine social se concentre sur les secteurs suivants : santé, éducation, lutte contre l'insécurité, lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

En matière de santé, le gouvernement a poursuivi les deux programmes entamés au cours des exercices antérieurs : le programme national d'action sanitaire et le programme élargi de vaccination.

Aussi, outre la révision à la baisse des coûts de la trithérapie, le gouvernement poursuit son objectif d'extension des centres de traitement ambulatoires dans les chefs-lieux de provinces.

Dans le domaine de l'éducation, l'attention du gouvernement porte sur la poursuite des mesures visant la réduction du ratio élèves/enseignants et la baisse du taux de déperdition scolaire. Une seconde session du baccalauréat a été organisée cette année.

En ce qui concerne la protection sociale, la poursuite des actions d'aide et de solidarité à l'endroit des couches sociales les plus défavorisées constitue l'essentiel de l'intervention du gouvernement.

S'agissant de la lutte contre l'insécurité, l'action du gouvernement consiste en un renforcement des effectifs et des équipements des forces de sécurité.

### **IV.4. LES POLITIQUES SECTORIELLES**

Les mesures de relance de l'activité dans les différents secteurs s'inscrivent désormais dans le cadre de la Politique de Diversification de l'Economie Gabonaise (PDEG) édictée par le gouvernement. Cette politique forme la trame de fond du Mémoire de politique économique et financière du Gabon approuvé par le FMI le 28 juin 2004.

Nombre d'orientations de la PDEG sont ainsi mises en œuvre en 2004, principalement dans les secteurs d'activité suivants :

#### **Agriculture**

Dans la perspective de la restructuration et la revalorisation de l'agriculture gabonaise, le gouvernement s'est employé à réhabiliter le Centre

## **Politique économique du Gouvernement en 2004**

d'Introduction, d'Adaptation, d'Amélioration et de multiplication de Matériel végétal (CIAM), unique centre de recherche et d'expérimentation des semences.

De plus, le gouvernement a procédé à la création de l'institut supérieur d'agronomie et de biotechnologie au sein de l'USTM, en vue de diversifier les formations de ce pôle scientifique, de satisfaire les besoins du pays en ingénieurs de techniques agricoles et ingénieurs de conception agronomique. Cet établissement assurera aussi bien la formation permanente mais également le perfectionnement des cadres en activité dans les secteurs agricole et agroalimentaire.

### **Pêche**

Soucieux de protéger ce secteur, le gouvernement a adopté le projet de loi portant code des pêches et de l'aquaculture en République Gabonaise. Ce texte traite des principes généraux en la matière, de la gestion durable des ressources halieutiques et de leur exploitation, de la protection des espèces et des écosystèmes aquatiques, de la surveillance, de la protection et de la répression des infractions, des dispositions économiques et financières.

Par ailleurs, dans le cadre de sa coopération avec le Japon, le gouvernement a réceptionné les installations du Centre communautaire de pêche d'Owendo. Ces équipements évalués à plus de 700 millions de Fcfa serviront à la bonne conservation des produits de pêche.

### **Mines**

L'année 2004 a été marquée par la signature de nombreux contrats de recherche et d'exploitation des produits du sous-sol gabonais. Ces contrats ou permis portent principalement sur :

- la mise en valeur des ressources gazières ;
- la mise en valeur des gisements de manganèse situés dans les zones de Franceville et d'Okondja ;
- la mise en valeur du gisement de fer de Bélinga.

### **PME/PMI**

Afin de promouvoir les entreprises et les produits gabonais d'une part, et d'attirer les investisseurs étrangers d'autre part, le gouvernement a relancé l'activité des foires et expositions du Gabon, suivant une programmation annuelle.

On note parmi les manifestations retenues en 2004 :

- la foire internationale du Gabon, ouverte dès la première quinzaine du mois de mars ;

## **Politique économique du Gouvernement en 2004**

---

- le salon du BTP, organisé pendant la seconde quinzaine du mois de mai.

### **IV.5. LA POLITIQUE MONETAIRE**

L'objectif de refinancement qui a été fixé dans le cadre de la programmation monétaire pour l'année 2004 à huit (8) milliards est resté inchangé.

Les taux d'intervention de la BEAC ainsi que les conditions de banque, en décembre 2004, se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) 6% ;
- Taux d'Intérêt des Prises en Pension (TIPP) 7,80% ;
- Taux Débiteur Maximum (TDM) 18% ;
- Taux Crédeur Minimum (TCM) 5% ;
- Taux des Avances au Trésor 6% ;
- Taux de Pénalités aux Banques (TPB) 15%.



---

**Tableau de bord de l'économie**

**Cinquième partie**

**Perspectives**

**2005-2006**



## Tableau de bord de l'économie

### V LES PERSPECTIVES 2005-2006

#### V.1. LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2005-2006

##### V.1.1 La situation internationale

Le cycle de reprise économique semble avoir atteint un sommet au cours du dernier trimestre de l'année 2004. Le taux de croissance du produit intérieur brut mondial se situerait à 4,3 % en 2005 et à 4,1% en 2006.

Les Etats-Unis d'Amérique et l'Asie, notamment la Chine, seraient les principaux moteurs de la croissance mondiale, favorisée par des échanges commerciaux qui resteraient dynamiques.

En 2005, les tensions sur les marchés pétroliers subsisteraient et le niveau de l'inflation dépendrait de l'évolution des cours du baril de pétrole et des autres matières premières sur les marchés internationaux.

Le marché du travail dans les principaux pays industrialisés connaîtrait une légère amélioration en dépit du ralentissement de la croissance mondiale.

Le commerce mondial progresserait de 8,4 % en volume, le prix du baril de pétrole se stabiliserait autour de 40\$ à fin décembre.

##### V.1.1.1 L'activité

Les perspectives économiques demeureraient favorables pour les Etats-Unis qui, avec un PIB en hausse de 3,2 % en 2005 et de 3,3 % en 2006, constitueraient à nouveau, au même titre que les pays asiatiques, la locomotive de l'économie mondiale.

Dans la Zone euro, la demande intérieure et les exportations seraient les principaux déterminants de la croissance. A cause du raffermissement de l'euro, la Zone enregistrerait une croissance modeste de 1,8 % en 2005 et de 1,6 % en 2006. En France et en Allemagne, le PIB serait en hausse, respectivement, de 2,4 % et 1,9% en 2005.

Au Japon, la croissance fléchirait à 1,8 % en 2005, celle-ci tomberait à nouveau à 1,6% à fin 2006.

L'expansion resterait ferme dans les pays en transition d'Europe de l'Est avec un taux de 4,4% en 2005. En Russie, particulièrement, le taux de croissance serait de 5 %, en raison du maintien de bonnes perspectives au niveau du marché pétrolier mondial.

Faiblement affectées par le "Tsunami" (raz de marée) survenu en décembre 2004, les économies des pays émergents d'Asie resteraient dynamiques avec

## Perspectives 2005-2006

un PIB moyen qui exhausserait de 6,1 % et ce, en dépit du ralentissement prévisible aux Etats-Unis.

En Chine, la croissance du PIB avoisinerait 10 % malgré la mise en œuvre des réformes visant à empêcher une surchauffe de l'économie et permettre un "atterrissage en douceur".

En Amérique latine, le taux de croissance du PIB serait de 3,4 % en 2005.

Les pays d'Afrique du Nord et du Moyen Orient enregistreraient une croissance du PIB de 4,7 % en 2005 pendant qu'en Afrique subsaharienne, celle-ci se maintiendrait à 3,7 %. Les projections macroéconomiques pour l'ensemble des pays de la CEMAC seraient favorables avec une prévision du taux de croissance réelle à 5 % en 2005.

### V.1.1.2 L'inflation

En 2005, l'inflation au niveau mondial dépendrait de l'évolution des cours du baril de pétrole et des produits de base. Par ailleurs, la capacité des dirigeants américains et Chinois à permettre un "atterrissage en douceur" de leurs économies pourrait influencer le niveau de l'inflation dans ces deux pays.

Aux Etats-Unis, la FED poursuivrait une politique de resserrement progressif des taux d'intérêt afin de réduire la surchauffe de l'économie et contrer le gain prévisible de tensions inflationnistes. Le taux d'inflation se maintiendrait ainsi à 3 %.

Avec un taux de -0,1 %, le phénomène de déflation resterait présent au Japon en 2005.

La Banque Centrale Européenne prévoit une inflation qui serait, en moyenne, de 2 % dans la Zone euro. En France, la hausse de l'indice général des prix se limiterait à 1,8 % en moyenne annuelle, à cause, notamment, des baisses de prix dans la grande distribution et de la fin des hausses des taxes sur le tabac. En Allemagne, le taux d'inflation serait contenu à 1,3 %.

Les pays émergents d'Europe de l'Est continueraient à tirer profit des réformes mises en œuvre dans le cadre de leur adhésion à l'Union Européenne. La Russie enregistrerait une inflation à deux chiffres (10 %).

En Chine, le boom économique s'accompagnerait d'une inflation de l'ordre de 5 % ; le niveau général des prix, en Amérique latine, se situerait autour de 4,5 %.

Dans l'ensemble, le continent africain enregistrerait une inflation moyenne de 8,1 % avec un pic de 450 % au Zimbabwe.

En zone CEMAC, le taux d'inflation culminerait à 2 % avec 1,9 % au Cameroun ; 2 % en République du Congo ; 3 % au Tchad et 6 % en Guinée Equatoriale.

## Perspectives 2005-2006

### V.1.1.3 L'emploi

En dépit d'un fléchissement de la croissance mondiale en 2005, la plupart des pays industrialisés prévoient une réduction du taux de chômage. Cet optimisme s'explique par la mise en place dans nombre de ces pays de politiques publiques volontaristes en matière de création d'emplois.

Aux Etats-Unis, la croissance a permis la création de milliers d'emplois en 2004. Ce processus devrait se poursuivre en 2005 et permettre une diminution du taux de chômage à 5,3 %.

Au Japon, les réformes en cours en matière de déréglementation du marché du travail autoriseraient une baisse du taux de chômage à 4,5 %.

Une évolution favorable du marché du travail serait perceptible en 2005 dans la Zone euro. En effet, la lutte contre le chômage demeure l'un des objectifs des politiques économiques des Etats de la Zone dont le taux de chômage moyen baisserait à 8,7% en 2005. En Allemagne et en France, cet indicateur avoisinerait respectivement 9 % et 8,2 %.

### V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base

La plupart des prévisions sur les indices des prix des produits de base s'inscrivent à la hausse pour les années 2005 et 2006. Le regain d'intérêt des fonds d'investissement pour les produits de base, à titre de catégorie d'actifs et à des fins de couverture, face à un dollar faible, ferait grimper les prix des produits de base, notamment les métaux.

#### V.1.2.1 Le pétrole

Les prix du pétrole seraient stimulés par le fait que la marge de capacité dont dispose l'Opep pour combler la forte demande mondiale ou couvrir toute perturbation des approvisionnements s'avère limitée.

La moyenne annuelle du cours du Brent serait ainsi portée à 40 dollars le baril en 2005.

#### V.1.2.2 Les bois tropicaux

En 2005, les cours mondiaux des bois tropicaux continueraient à subir les effets liés à la forte concurrence des essences asiatiques sur un marché européen morose. Toutefois, les perspectives de la reconstruction de l'Irak pourraient constituer un facteur de redynamisation des cours.

L'effet conjugué d'une atténuation des campagnes médiatiques défavorables aux forêts tropicales et de la relance de l'économie mondiale établirait les prix

## **Perspectives 2005-2006**

---

des essences tropicales respectivement à 230, 365 et 620 euros le mètre cube d'okoumé, d'ozigo et de sciages ligneux.

### **V.1.2.3 Le sucre**

L'International Sugar Organisation (ISO) laisse entrevoir pour la saison 2004-2005 un déficit de l'offre estimé à 2,8 Mt. Il s'agit d'une rupture totale par rapport à la situation de quasi-équilibre constatée lors de la récolte 2002-2003 et d'un renversement de tendance après des années marquées par des excédents. Dans ce contexte, les prix pourraient être portés à la hausse.

L'Economic Intelligence Unit (EIU) table, à cet égard, sur une augmentation de l'ordre de 20 % en 2005. L'évolution des marchés dépendrait en réalité de l'offre brésilienne et de la demande chinoise.

### **V.1.2.4 Le minerai de fer**

Malgré les perspectives de réduction des besoins de la sidérurgie chinoise, les cours du minerai de fer poursuivraient leur forte ascension en 2005 à un taux de 71,5 %, soit un prix d'importation en Chine qui culminerait à 101,09 dollars par tonne contre 61,09 dollars en 2004.

### **V.1.2.5 Le caoutchouc naturel**

La production mondiale de caoutchouc naturel devrait croître de 6,2 % en 2005. La demande en latex des Etats-Unis devrait baisser de 20 % pour la seconde année consécutive en 2005.

Ce contexte excédentaire incite l'EIU à revoir à la baisse ses prévisions d'évolution des prix pour les deux années à venir. Il table, notamment, sur un déclin à Kuala Lumpur du SMR 20 de 2,4 %.

### **V.1.2.6 Le café**

Le marché international du café resterait déprimé en 2005 avec des cours orientés à la baisse. Le renforcement de l'excédent de production sur le marché, estimé à 3 millions de sacs pour la campagne 2005/2006, confirmerait cette tendance.

### **V.1.2.7 Le cacao**

La rapidité du reflux du prix notée en 2004 tiendrait aux fondamentaux qui demeureraient défavorables avec une campagne 2004-2005 excédentaire de 49 000 tonnes. Les prix étant déterminés principalement par l'offre, ceux-ci devraient fléchir régulièrement.

## Perspectives 2005-2006

### V.1.2.8 Les oléagineux

Pour les sept principales huiles, Oil World estime que la production globale en 2004-2005 devrait être excédentaire avec 366,9 Mt pour une consommation de 349,5 Mt.

En définitive, une baisse des importations chinoises à 20,5 Mt en 2004-2005 contre 21,4 Mt en 2003-2004, face à une offre excédentaire et des stocks en hausse, laisse peu d'espoirs quant à un redressement rapide des cours.

### V.1.2.9 Le minerai de manganèse

Le marché du manganèse devrait rester soutenu grâce à la hausse de la production mondiale d'acier de carbone et d'alliages.

Les prévisions sur les cours du manganèse pour l'année 2005 sont favorables, à cause de l'intérêt suscité par ce minerai auprès des sidérurgistes, en substitution au nickel dont les prix se sont envolés depuis un an.

A court et moyen termes, le retard des livraisons chinoises et la restructuration de la société Comilog, nécessitée par la fermeture de l'usine de Boulogne sur Mer, participeraient au maintien des cours à la hausse.

### V.1.2.10 Le phosphate

En 2005, les perspectives sur le marché mondial du phosphate s'avèrent peu satisfaisantes. Les prix pourraient continuer à baisser.

### V.1.2.11 L'or

La faiblesse du dollar demeurerait le principal levier de la hausse des cours de l'once. Selon certains analystes, même si les perspectives d'extraction s'améliorent pour la période à venir, particulièrement en Afrique, la hausse attendue de l'offre physique de métal jaune ne devrait pas peser sur les prix.

Le prix de l'or reflèterait surtout les anticipations des investisseurs sur l'évolution du dollar et des indices boursiers américains. Rien ne pouvant, aujourd'hui, garantir le redressement de la monnaie américaine, ils continuent de prévoir la bonne tenue des cours qui devraient s'installer durablement dans une fourchette comprise entre 375 et 425 dollars US l'once d'or. Ces cours pourraient atteindre le pic des 500 dollars US l'once au cours de l'année 2005.

## **Perspectives 2005-2006**

---

### **V.2. LE CONTEXTE NATIONAL**

#### **V.2.1 L'activité sectorielle**

##### **V.2.1.1 Le Pétrole**

En 2005, la poursuite de l'utilisation des nouvelles technologies induirait un maintien de la production pétrolière à 13,444 millions de tonnes. Les prix seraient en hausse de 1,4 % pour le Brent et de 0,9 % pour le brut gabonais. Ainsi, les moyennes annuelles se situeraient respectivement à 33 et 30 dollars US le baril.

Le taux de change moyen annuel du dollar US continuerait à baisser pour atteindre 462,665 Fcfa contre 528,18 en 2004, soit un repli de 12,4 %.

En 2005, malgré la prudence des sociétés pétrolières en matière d'investissements, nombre d'entre-elles signeraient des conventions avec l'Etat pour l'acquisition de nouveaux blocs. Elles intensifieraient, par ailleurs, les campagnes de développement des gisements et poursuivraient l'exploration Off Shore.

##### **V.2.1.2 Le Manganèse**

La percée actuelle de la Chine dans l'industrie sidérurgique mondiale et l'entrée progressive des pays de l'Est dans l'Union Européenne offrent des bonnes perspectives de croissance du marché du manganèse. Aussi, Comilog atteindrait une production de 3 millions de tonnes de minerais de manganèse en 2005, soit une progression de 20 % par rapport à 2004.

En outre, l'exploitation des mines de Franceville et d'Okondja par la société Brésilienne CVRD, avec une production en 2005 estimée à 2 millions de tonnes, placerait le Gabon au premier rang mondial des pays producteurs de manganèse.

##### **V.2.1.3 Le Bois**

L'arrêt de l'attribution des permis forestiers d'exploitation effectif depuis août 2004, la fixation des quotas et les difficultés d'évacuation du bois pèseraient sur la production de grumes. Aussi, prévoit-on une baisse d'activité.

Parallèlement, le niveau des exportations, en retrait de 1,5 %, se situerait à 1 500 000 m<sup>3</sup> du fait de l'effet conjugué de la baisse de la production et de la forte demande des industries de transformation locale du bois.

En 2005, les prix plage se situeraient à 61 076 Fcfa le mètre cube pour l'Okoumé, 47 170 Fcfa pour l'Ozigo et à 70 000 Fcfa le mètre cube pour les bois divers.

## Perspectives 2005-2006

Le prix "Free along side ship" (Fas) de l'Okoumé oscillerait autour de 92 186 Fcfa le mètre cube et ceux de l'Ozigo et des bois divers avoisineraient, respectivement, 73 099 Fcfa et 97 622 Fcfa le mètre cube.

### V.2.1.4 L'Agriculture

En 2005, l'affectation de techniciens pour l'encadrement des agriculteurs dans les départements pourrait contribuer à l'amélioration de la productivité agricole.

En outre, à travers son projet d'Appui au Développement de l'Agriculture Périurbaine (PADAP), l'IGAD prévoit la création de 17 nouvelles exploitations maraîchères, vivrières et d'élevage autour des six capitales provinciales suivantes : Libreville, Franceville, Oyem, Lambaréné, Mouila et Port-Gentil ; ainsi que des appuis et conseils à un réseau de près de 400 fermes et exploitations.

Le projet permettrait aussi de consolider les actions déjà entreprises dans les domaines du maraîchage, de la polyculture vivrière et d'élevage. Le volume de production additionnel est estimé à 195 tonnes pour les produits maraîchers, 1 330 tonnes pour les produits vivriers et de 126 tonnes pour la viande.

Pour les cultures de rente, seul le caoutchouc augure de perspectives meilleures, eu égard à la réfection de l'usine de traitement de l'hévéa de Mitzic et de l'exploitation optimale de toutes les plantations (Bitam, Mitzic et Kango), y compris celles du volet villageois.

### V.2.1.5 La Pêche

Les armements envisagent l'augmentation du prix du poisson au niveau national dans le but d'améliorer leur trésorerie et financer l'achat des nouveaux navires, ce qui permettrait d'accroître la production de la pêche industrielle en 2005.

### V.2.1.6 La Production meunière et avicole

En 2005, l'activité meunière et avicole pourrait maintenir ses performances en raison de l'amélioration prévisible de la qualité des produits, notamment dans l'élevage.

### V.2.1.7 Les Huiles et corps gras

La SIAT atteindrait 60 000 tonnes de régimes pour une production de 12 000 tonnes d'huile raffinée et 1 500 tonnes d'amande de palmiste, grâce à la réhabilitation de son outil de production aussi bien à Makouké qu'à Lambaréné.

### V.2.1.8 Le Sucre

La Société sucrière africaine (SUCAF) réaliserait une production totale de sucre de 22 939 tonnes en 2005.

## **Perspectives 2005-2006**

---

Les surfaces cultivées seraient portées à 4 456 hectares en 2005 contre 4 776 hectares en 2004. Les ventes totales atteindraient 25 128 tonnes. Sucaf compte porter son chiffre d'affaires à 14,5 milliards de Fcfa.

### **V.2.1.9 Les Produits laitiers et les glaces**

La société table sur une croissance de l'activité avec le développement d'une nouvelle gamme de jus de fruit. Aussi, le chiffre d'affaires serait de 5,8 milliards de Fcfa.

### **V.2.1.10 Les Bières et les boissons gazeuses**

En 2005, le chiffre d'affaires atteindrait 61,383 milliards de Fcfa. La valeur ajoutée se situerait à 18,218 milliards de Fcfa. De même, les investissements s'élèveraient à 3,626 milliards de Fcfa. La Société des Vins du Gabon (SOVINGAB) augmenterait ses ventes locales à travers la mise sur le marché de nouveaux produits grâce à l'apport du groupe Castel.

### **V.2.1.11 L'Eau minérale**

La Société des Boissons de Léconi (SOBOLECO) prévoit une hausse de la production d'eau qui passerait de 64 964 hectolitres en 2004 à 65 805 hectolitres en 2005, imputable aux nouveaux débouchés dans la sous-région.

### **V.2.1.12 L'Industrie du tabac**

La conquête du marché sous-régional de la CEMAC, amorcée en 2004, se poursuivrait en 2005.

### **V.2.1.13 Le Ciment**

La production de ciment atteindrait 280 000 tonnes en 2005, sous l'impulsion du maintien des ventes locales et de l'accroissement de 32,4 % des exportations vers la CEMAC (Guinée Equatoriale, Congo Brazzaville et probablement la République Centrafricaine).

### **V.2.1.14 L'Imprimerie**

En prévision de la tenue des élections présidentielles en 2005, l'imprimerie enregistrerait un regain d'activité.

### **V.2.1.15 Le Bâtiment et les travaux publics**

Les opérateurs du BTP restent pessimistes pour l'année 2005 quant à un éventuel regain d'activité en raison de l'absence de signaux forts de la politique gouvernementale en matière d'investissements. Ils tablent sur une stagnation, voire une baisse d'activité.

## Perspectives 2005-2006

### V.2.1.16 Le Transport terrestre

La réception des autobus par la Sogatra et la poursuite de la réfection du réseau routier urbain entraîneraient une amélioration de l'activité du transport terrestre. Cela se traduirait par une hausse de 8 % du chiffre d'affaires qui s'établirait à 2,98 milliards de Fcfa en 2005. Consécutivement, la valeur ajoutée et les effectifs de la branche croîtraient de 4,5 % et 5 %, respectivement.

### V.2.1.17 Le Transport ferroviaire

En 2005, l'augmentation prévisible de la production de manganèse aurait pour corollaire, le relèvement des quantités transportées par train qui atteindraient 2 550 000 tonnes de minerais, soit une progression de 4,0 %.

Le volume de clinker observerait la même tendance que celui du manganèse et se situerait à 29 105 tonnes. De même, le nombre de passagers passerait à 300 000 en 2005, soit une hausse de 21,5 %. Par contre, le volume de grumes transportées par voie ferrée devrait se stabiliser à 810 000 tonnes.

L'embellie du trafic ferroviaire en 2005 induirait une augmentation de 12 % du chiffre d'affaires de Setrag à 34,312 milliards de Fcfa, et de 8,5 % de la valeur ajoutée qui s'établirait à 21,158 milliards de Fcfa.

L'enveloppe prévue au titre des investissements de la Setrag en 2005 se chiffrerait à 3,5 milliards de Fcfa.

### V.2.1.18 Le Transport aérien

En 2005, la persistance des difficultés d'Air Gabon et des autres compagnies de première catégorie pèserait sur l'activité du transport aérien.

### V.2.1.19 Le Transport maritime et fluvial

#### V.2.1.19.1 Le Transport fluvial et lagunaire

L'aggravation des difficultés financières de la CNI accentuerait la morosité de la branche en 2005. Le chiffre d'affaires de la société avoisinerait les 100 millions de Fcfa. Par contre, sa valeur ajoutée baisserait de 33,3 % pour se situer aux alentours de 20 millions de Fcfa.

#### V.2.1.19.2 Le Transport maritime

##### Port d'Owendo

En 2005, l'activité au port d'Owendo serait en hausse du fait de l'augmentation des exportations de manganèse et du relèvement des importations. Le volume

## **Perspectives 2005-2006**

---

global des marchandises manipulées se chiffrerait à 3 500 000 tonnes, soit une hausse de 1,3 %.

### **Port de Port-Gentil**

En 2005, il est prévu une amélioration sensible du volume global de marchandises manipulées au port de Port-Gentil qui résulterait du maintien des exportations de pétrole brut et de la hausse de 3,5 % des autres marchandises.

Dans ce contexte, les performances des compagnies maritimes se consolideraient en 2005, avec une hausse de 8,8 % du chiffre d'affaires, et de 6,3 % de la valeur ajoutée.

### **V.2.1.20 Les Auxiliaires de transport**

Les auxiliaires de transport dont l'activité se déploie principalement dans les différents ports et aéroports du pays auraient un volume des affaires croissant en 2005 du fait, non seulement, de l'augmentation des exportations de manganèse et de pétrole brut, mais également de l'intensification des échanges sous régionaux.

Cette situation aurait pour effet une hausse de 7,5 % du chiffre d'affaires et de 5 % de la valeur ajoutée.

### **V.2.1.21 Les Télécommunications**

Le nombre d'abonnés au téléphone fixe devrait passer à 35 000 en 2005. Par ailleurs, l'élan observé dans la téléphonie mobile se poursuivrait, portant ainsi le nombre d'abonnés à 480 000 en 2005, soit une croissance de 5,3 %.

S'agissant des abonnés de TVSAT, leur nombre progresserait de 10 % pour se situer à 4 180 en 2005.

La bonne tenue de la branche des télécommunications aurait pour effet un chiffre d'affaires en hausse de 3,3 % et des effectifs portés à 3 100 agents.

Les sociétés de téléphonie envisageraient, par ailleurs, de doubler le montant de leurs investissements en 2005.

### **V.2.1.22 Le Commerce**

En 2005, le chiffre d'affaires du commerce général structuré serait de 191,63 milliards de Fcfa. Cela représenterait une hausse de 3,74 % qui serait due au relèvement des prix de certains produits de consommation courante et à l'ouverture de plusieurs magasins par le groupe Ceca-Gadis.

Les opérateurs du commerce de véhicules tablent sur la reprise des ventes en 2005, compte tenu de l'organisation des élections présidentielles.

## Perspectives 2005-2006

Pour la vente des produits pharmaceutiques, le chiffre d'affaires prévisionnel est fixé à 25,17 milliards de Fcfa pour l'année 2005, soit une augmentation de 3,15 % qui est liée à la tenue des fêtes tournantes de l'indépendance et des élections présidentielles. La valeur ajoutée se situerait à 3,03 milliards de Fcfa en 2005 contre 2,92 milliards de Fcfa en 2004, en hausse de 3,8 %.

### V.2.1.23 Les Services rendus aux entreprises

Le niveau de l'activité des services rendus aux entreprises serait en faible progression en 2005 avec un chiffre d'affaires qui passerait à 14,348 milliards de Fcfa.

### V.2.1.24 Les Services rendus aux particuliers

Le chiffre d'affaires des services rendus aux particuliers se consoliderait en 2005 à un niveau avoisinant les 16,742 milliards de Fcfa.

### V.2.1.25 Les Services immobiliers

En prévision d'une augmentation des ventes de parcelles et du démarrage des projets de construction de l'habitat socio-économique, les services immobiliers enregistreraient un raffermissement de l'activité en 2005.

### V.2.1.26 Les Banques commerciales et de développement

Les engagements des établissements de crédit pourraient augmenter, en fonction des changements éventuels de l'environnement eu égard aux réformes structurelles et aux efforts de diversification de l'économie en cours de réalisation au Gabon.

En outre, pour répondre au souci de croissance et de qualité de leur portefeuille, certains établissements de crédit comptent se tourner vers les pays voisins pour remédier à la faiblesse de l'emploi des ressources.

## V.2.2 Les prévisions macroéconomiques 2005-2006

### V.2.2.1 Les principales hypothèses

La situation économique du Gabon sur la période serait marquée par une conjoncture internationale relativement favorable en dépit des faiblesses prévues du dollar en 2005 et du prix du baril de pétrole en 2006 (cf. tableau des principales hypothèses).

Au plan interne, le gouvernement poursuivrait ses politiques de réformes structurelles et de gestion de la demande : l'assainissement des finances publiques et le renforcement des programmes d'élargissement de la base productive.

## Perspectives 2005-2006

**Tableau des principales hypothèses**

	2004	2005	2006
Production pétrolière (milliers de tonnes)	13483	13493	13493
Export manganèse (milliers de tonnes)	2494	2750	3000
Export grumes (milliers de tonnes)	1522	1500	1550
Prix du baril de pétrole (en dollar US)	35,75	49,00	45,00
taux de change du dollar US (en Fcfa)	528,2	515,0	530,0
Prix de vente du manganèse (dollar/tonne)	116,5	119,4	126,0

Source: DGE

### V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2005 et 2006

En termes réels, l'activité augmenterait de 2,6 % en 2005, et de 1,6 % en 2006. L'évolution de la croissance du Produit Intérieur Brut sur les deux années proviendrait en grande partie du secteur hors pétrole (3,3 % en 2005 et 2,0 % en 2006). Tous les secteurs, hormis les branches Recherche-services pétroliers et BTP, contribueraient globalement à ce dynamisme.

**Prévisions du PIB par secteur aux prix de 1991**

En pourcentage	2005/2004	2006/2005
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>2,6</b>	<b>1,6</b>
<b>Pib marchand</b>	<b>2,7</b>	<b>1,7</b>
<b>Secteur primaire</b>	<b>1,6</b>	<b>1,4</b>
Agriculture, Elevage, Pêche	2,5	1,8
Exploitation forestière	0,1	0,5
Pétrole brut	0,1	0,0
Mines	19,9	17,1
<b>Secteur secondaire</b>	<b>4,7</b>	<b>1,6</b>
Industries agroalimentaires, boissons	4,5	3,0
Industries du bois	8,7	6,9
Autres industries	2,7	3,0
Raffinage	6,4	12,0
Electricité, Eau	6,0	4,0
BTP	19,0	-8,0
Recherche, services pétroliers	-26,3	-12,1
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>2,6</b>	<b>2,0</b>
Transports & Communications	2,1	2,6
Services	1,9	2,7
Commerce	4,2	0,4
DTI et TVA	3,9	1,1
Services bancaires, assurances	1,9	1,8
<b>Services non marchands</b>	<b>2,0</b>	<b>0,5</b>

Source DGE

## Perspectives 2005-2006

### V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2005 et 2006

Du point de vue de la demande, la croissance serait soutenue à la fois par la demande intérieure (3,2%) et extérieure (11,9%).

Au cours de la période, l'évolution favorable de la demande intérieure serait induite principalement par la bonne tenue de la consommation des ménages aussi bien dans les centres urbains qu'en milieu rural. Celle-ci serait rendue possible grâce à l'amélioration du marché de l'emploi et aux effets positifs des programmes de renforcement des capacités agricoles. Dans ce contexte, la consommation privée augmenterait de 3,7% en 2005 et de 2,2% en 2006.

La consommation publique, quant à elle, chuterait à 0,9% en 2006, après avoir crû de 4,1% en 2005.

En ce qui concerne les dépenses en capital, la formation brute de capital fixe du secteur privé non pétrolier serait en hausse de 10,6%, en raison des investissements attendus dans le secteur minier. De même, les investissements des administrations publiques croîtraient de 12,1% en 2005, mais se réduiraient considérablement en 2006 ; pendant que ceux du secteur pétrolier reculeraient sur la période.

S'agissant de la demande extérieure, la progression découlerait de la croissance de la demande mondiale de pétrole et d'acier.

### V.2.2.4 Les prévisions du budget

En 2005 et 2006, les prévisions budgétaires tiendraient compte à la fois de l'évolution de l'environnement économique international et de la poursuite, au plan interne, de la politique d'optimisation des recettes, de la maîtrise de la dépense publique et de l'allègement de la dette.

#### V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes totales s'évalueraient à 1149,2 milliards de Fcfa en 2005 contre 1113,6 milliards en 2004. Cet accroissement proviendrait de la bonne tenue des secteurs pétroliers et hors pétrole.

#### Prévisions des recettes de l'Etat

(en milliards de Fcfa)	2004	2005	05/04
Recettes pétrolières	600	608,9	1,5%
Recettes hors pétrole	511,5	535,3	4,7%
Dons	2,1	5	138,1%
<b>Total des recettes</b>	<b>1 113,6</b>	<b>1 149,2</b>	<b>3,2%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

## Perspectives 2005-2006

Les recettes pétrolières, évaluées à 608,9 milliards de Fcfa, seraient en hausse de 8,9 milliards de Fcfa, variant de 1,5% par rapport aux réalisations de 2004. L'augmentation serait imputable à la croissance des redevances pétrolières et au bon rendement des contrats de partage de production.

Par ailleurs, les recettes hors pétrole connaîtraient une amélioration de 4,7% en 2005. Cette situation proviendrait du renforcement des mesures visant l'optimisation des recettes du secteur hors pétrole.

### V.2.2.4.2 Les dépenses (hors dette)

Les dépenses publiques enregistreraient une diminution de 2,3%, passant à 660,6 milliards de Fcfa en 2005. Ce retrait s'expliquerait par l'absence en 2005 des dépenses relatives aux prêts nets, aux coûts de la restructuration et aux fonds spéciaux (y compris FER), en dépit de l'élévation des dépenses de fonctionnement (5%) et d'investissement (3,3%).

Cette évolution pourrait être soutenue par l'application des mesures visant la maîtrise de la dépense publique. De même, l'effort de règlement de la dette devrait se poursuivre.

#### Prévisions des dépenses de l'Etat

(En milliards de Fcfa)	2004	2005	05/04
Fonctionnement	477	492,6	3,3%
Salaires et traitements	226,3	224,0	-1,0%
Biens et Services	125,1	129,8	3,7%
Transferts et Subventions	125,6	138,7	10,4%
Investissements	160,0	168,0	5,0%
Ressources propres	142,2	133	-6,5%
Finex	17,8	35	96,6%
Prêts nets	0,0	0	
Coût de restructuration	0,0	0	
Fonds spéciaux (y. compris FER)	39,3	0	
<b>Total dépenses</b>	<b>676,3</b>	<b>660,6</b>	<b>-2,3%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

### V.2.2.4.3 dette publique

En 2005, le service prévisionnel de la dette publique serait en baisse de 13,1%. Cette tendance s'explique par la chute des composantes de la dette extérieure (-20,7%) et reflète la volonté du Gouvernement de poursuivre l'assainissement des finances publiques.

## Perspectives 2005-2006

Cette logique s'inscrirait dans le cadre d'un meilleur suivi de l'endettement du pays, d'un strict respect des engagements contractuels de l'Etat et d'une rupture avec le cycle des rééchelonnements.

### Prévisions du service de la dette publique

(en milliards de Fcfa)	2003	2004	2005	05/04
<b>Dette extérieure</b>	<b>584,8</b>	<b>296,1</b>	<b>234,8</b>	<b>-20,7%</b>
Intérêts	112,8	89,8	79,3	-11,7%
Principal	193,7	206,3	155,5	-24,6%
Arriérés	278,3	0,0	0	-
<b>Dette intérieure</b>	<b>122,9</b>	<b>64,3</b>	<b>78,5</b>	<b>22,1%</b>
Intérêts	10,6	8,5	5,6	-34,1%
Principal	82,3	55,8	72,9	30,6%
Arriérés	30			
<b>Total</b>	<b>707,7</b>	<b>360,4</b>	<b>313,3</b>	<b>-13,1%</b>

Source : Ministère de l'Economie, des Finances, du Budget et de la Privatisation

### V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

Le solde de la balance globale devrait s'améliorer en 2005. La forte progression des transactions courantes expliquerait cette évolution positive.

### Prévisions des soldes caractéristiques de la balance des paiements

(en milliards de Fcfa)	2003	2004*	2005*	05/04
1. Transactions courantes	333,8	416,7	736,3	76,7%
A. Biens et services	438,9	509,0	836,4	64,3%
a. Biens	1 241,2	1 587,4	2 124,8	33,9%
b. Services	-387,8	-442,9	-473,6	6,9%
c. Revenus	-414,5	-635,5	-814,8	28,2%
B. Transferts sans contreparties	-105,1	-92,3	-100,1	8,5%
2. Mouvement de capitaux	-289,4	-455,4	-560,3	23,0%
3. Erreurs & Omissions	-98,2	8,7	-98,9	
<b>4. Balance globale</b>	<b>-53,7</b>	<b>-30,1</b>	<b>77,0</b>	<b>355,8%</b>

Source : B.E.A.C

\* projections

## **Perspectives 2005-2006**

---

### **V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes**

Le solde de la balance courante s'établirait à 736,3 milliards de Fcfa en 2005, en hausse de 76,7% par rapport à 2004 suite à la forte amélioration de l'excédent commercial.

#### **La balance commerciale**

La balance commerciale enregistrerait une croissance de 33,9%, passant à 2124,8 milliards de Fcfa en 2005.

Cet affermissement serait lié à la hausse de 26,1% de la valeur des exportations, due principalement à la consolidation des recettes issues de la vente du pétrole à l'étranger (+31,9%) résultant de l'envolée du prix du baril de pétrole (+37,1%). La valeur des importations et le taux de change du dollar seraient toutefois en baisse, mais sans effet significatif prévisible sur le solde commercial.

#### **La balance des services**

Le solde déficitaire de la balance des services devrait s'aggraver de 6,9% pour atteindre 473,6 milliards de Fcfa en 2005, du fait du recul probable des postes " fret et assurances ", " voyages et séjours " et " autres services ".

#### **La balance des revenus**

La balance des revenus se dégraderait de 28,2% pour se situer à -814,8 milliards de Fcfa. Cette dégradation s'expliquerait par l'accroissement des revenus du capital sans les intérêts de la dette publique versés à l'étranger.

### **V.2.2.5.2 La balance des capitaux**

Le solde négatif des mouvements des capitaux augmenterait de 23,0% pour s'établir à 560,3 milliards de Fcfa en 2005. La chute de 34,0% du solde positif des investissements directs et la dégradation du déficit des autres investissements seraient à l'origine de cette détérioration.

### **V.2.2.5.3 La balance globale**

Le solde de la balance globale connaîtrait une amélioration substantielle au cours de l'année 2005, passant d'un solde négatif de 30,1 milliards de francs CFA en 2004 à un solde positif de 77 milliards de Fcfa en 2005. Cette performance proviendrait de la forte progression des transactions courantes en dépit du renforcement du déficit des capitaux.

### **V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix**

Dans le contexte d'une croissance soutenue, on assisterait à une évolution contrastée de l'emploi dans le secteur moderne.

## Perspectives 2005-2006

En effet, la progression des effectifs constatée en fin décembre 2004 se poursuivrait dans le secteur public. En revanche, malgré la tendance à la flexibilité du marché du travail favorisée par la redynamisation de l'activité dans la filière bois et dans le secteur tertiaire, l'on assisterait à une baisse des effectifs du secteur privé, particulièrement au niveau du parapublic avec les départs en retraite et les départs volontaires négociés.

Au total, le niveau de l'emploi serait stabilisé grâce aux négociations entreprises entre le patronat, les syndicats et le gouvernement dans le cadre de la trêve sociale.

La masse salariale maintiendrait sa tendance haussière en 2005 et 2006 dans le privé, par contre dans l'administration publique, elle demeurerait stable.

La bonne tenue de l'activité dans les secteurs primaire et tertiaire porterait la masse salariale des entreprises à 531 milliards de Fcfa en 2005. S'agissant de la masse salariale des administrations, le gouvernement poursuivra sa politique de maîtrise de la dépense publique.

Le dynamisme prévisible de la demande intérieure fait craindre un dérapage des prix. Mais, compte tenu des politiques budgétaires et monétaires restrictives, l'inflation devrait être contenue à un niveau faible en 2005 résultant du rétablissement des tendances habituelles de l'indice des prix à la consommation des ménages africains de Libreville, à savoir : une hausse des prix des produits locaux et une stabilité des prix des produits importés.

### V.3. LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DU GOUVERNEMENT EN 2005

Le déclin de la production pétrolière et le respect des engagements de l'Etat vis-à-vis de la communauté financière internationale conduisent le gouvernement à accentuer les efforts dans l'ajustement, renforcer la solidarité nationale et poursuivre la diversification de l'économie.

Dans le cadre de la loi de finances de l'année 2005, un accent particulier sera porté sur l'habitat, les affaires sociales, la famille, l'éducation nationale, l'enseignement supérieur et l'agriculture.

#### V.3.1 La politique budgétaire

La politique budgétaire au cours de l'année 2005 sera essentiellement axée sur la poursuite de l'assainissement des finances publiques qui s'appuie sur l'optimisation des recettes, la maîtrise des dépenses et l'allègement de la dette.

##### L'optimisation des recettes

En vue de l'amélioration du rendement des impôts et taxes hors pétrole, le gouvernement compte mettre en place "une stratégie nationale de mobilisation des recettes de l'Etat". Son action reposerait sur :

## Perspectives 2005-2006

1. le développement d'axes stratégiques afin de parvenir à des régimes fiscal et douanier modernes et performants. Ces axes porteraient principalement sur l'élaboration d'un schéma directeur d'informatisation, la fiscalisation du secteur informel et la réaffirmation du rôle des administrations financières dans la liquidation et le recouvrement de l'ensemble des impôts, droits, taxes, redevances, amendes, pénalités et tout autre prélèvement ;

2. le management et les moyens pour la gestion optimale des ressources humaines, l'élaboration des manuels de procédures dans chaque administration ainsi que le développement de l'information et l'éducation des contribuables ;

3. les outils sectoriels d'amélioration des missions qui visent une meilleure localisation et identification des contribuables ainsi qu'une meilleure gestion des restes à recouvrer au Trésor Public ;

4. l'amélioration du financement des collectivités locales qui passe par un perfectionnement du cadre juridique et institutionnel, notamment :

- l'élaboration des décrets d'application de la loi organique 15/96 du 6 juin 1996 relative à la décentralisation ;
- l'extension du paiement de la taxe vicinale aux femmes ;
- l'élargissement de la base imposable de la patente ;
- l'allègement de la procédure de recouvrement de l'impôt foncier ;
- la réforme du système des ristournes ;
- l'élaboration du code général des collectivités locales ;
- la mise en place d'un " comité de finances publiques locales ".

### La maîtrise des dépenses hors dette

Les difficultés à mobiliser les ressources d'emprunt et l'inertie que présentent certaines dépenses de fonctionnement sont les principales raisons qui militent en faveur de la poursuite de l'application stricte des mesures de maîtrise des dépenses publiques.

A cet effet, les restrictions budgétaires concerneraient les postes suivants :

1. la solde permanente, à travers :

- l'encadrement de la taille des cabinets politiques ;
- l'assainissement du fichier solde ;
- la mise systématique à la retraite pour tous les agents ayant atteint la limite d'âge ;

2. les biens et services, principalement l'eau, l'électricité et le téléphone.

Les actions à mener sont :

## Perspectives 2005-2006

- l'adaptation des puissances des compteurs à la taille des bâtiments administratifs ;
- la réhabilitation et la sécurisation des points de livraison d'eau et d'électricité ;
- l'extension du réseau interne de téléphonie à toutes les administrations.

3. les transferts et interventions, domaine dans lequel l'action du gouvernement consisterait à contenir les dépenses de bourses, de pensions et celles liées à la restructuration des entreprises publiques.

### L'allègement de la dette

Au cours de l'exercice fiscal 2005, le rééchelonnement de la dette extérieure du Gabon, obtenu suite au passage des autorités gabonaises devant les créanciers membres du Club de Paris, permettra d'alléger le service de la dette extérieure.

S'agissant de la dette intérieure, l'accord signé entre l'Etat et la Confédération Patronale Gabonaise (CPG), gestionnaire du Club de Libreville, devrait faciliter les paiements des instances au Trésor dues aux entreprises éligibles.

Par ailleurs, les trois axes majeurs de gestion de la dette publique, retenus en 2004 devraient être développés, à savoir :

- une politique d'endettement plus efficiente ;
- le strict respect des engagements contractuels de l'Etat ;
- la rupture avec le cycle de rééchelonnement.

Sur un plan plus large, le gouvernement s'engage :

- d'une part, à renforcer la gestion budgétaire qui devra être formulée en conformité avec les objectifs prioritaires de développement du pays. A cette fin, une meilleure intégration des budgets de fonctionnement et d'investissement s'avère nécessaire, notamment au moment de la préparation de la loi de finances. La programmation pluriannuelle deviendra le cadre de référence essentiel et le système des autorisations de programme et des crédits de paiements un véritable outil de gestion budgétaire. De plus, pour assurer la cohérence entre le budget et la stratégie de développement, un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) qui intègre les dépenses de fonctionnement et d'investissement est essentiel. Le CDMT devra adopter une présentation plus analytique de la structure du budget, c'est-à-dire par programme et par projet. Il devra également suivre le calendrier de préparation budgétaire et s'appuyer sur une évaluation rigoureuse des coûts ;

- et d'autre part, à poursuivre l'amélioration de la gestion du patrimoine de l'Etat par la mise en place d'une comptabilité-matières après un recensement préalable des biens meubles et immeubles de l'Etat. La méthode adoptée a consisté

## **Perspectives 2005-2006**

---

en 2004 à définir le cadre réglementaire pour l'organisation du recensement du patrimoine administratif (décret n°0311/MEFBP/CME/DGB/DPACC/SPACC) et à sensibiliser et informer les principales structures et entités devant jouer un rôle déterminant dans ce processus. Ladite méthode conduira en 2005 à l'acquisition de systèmes et outils de gestion informatique appropriés, la mise en place effective d'une comptabilité-matières au niveau des différentes administrations et à la définition des modalités de contrôle par les institutions compétentes.

### **V.3.2 Les réformes structurelles**

Pour faire face aux défis majeurs de l'économie gabonaise, inhérents à la faible diversification de la base productive, le gouvernement entend mettre en œuvre et poursuivre, dans certains cas, des réformes structurelles.

Dans la perspective de la diversification de l'économie gabonaise, le gouvernement se propose de mettre à la disposition des opérateurs économiques un marché stable et élargi au sein duquel ceux-ci pourront tirer des profits réels et durables. Les actions visant à atteindre cet objectif concerneraient, entre autres, la suppression de certaines taxes.

De plus, en vue de régler l'activité de crédit dans le pays, le gouvernement s'engage, en 2005, à créer au sein du Conseil National du Crédit (CNC) un sous comité restreint chargé de recenser les questions les plus importantes débattues par le CNC, de les affiner avant de les soumettre au gouvernement sous forme de recommandations du CNC.

Par ailleurs, le processus de privatisation/restructuration des entreprises parapubliques et publiques se poursuivrait en 2005. Un accent particulier serait porté sur les dossiers Gabon Télécom, Air Gabon et CNI.

### **V.3.3 La Politique sociale (réduction de la pauvreté et l'exclusion sociale)**

En dépit de la conjoncture économique difficile et des contraintes financières auxquelles il est soumis, le gouvernement entend poursuivre la mise en œuvre du pacte national de solidarité et de développement, complété par les priorités du Président de la République dans les domaines de la santé, l'emploi, l'éducation, la solidarité et la famille.

#### **La Santé**

La santé demeure une question primordiale dans la lutte contre la pauvreté. Aussi, pour l'année 2005, la mise en place du programme national d'action sanitaire (Pnas) se poursuivrait. Ce programme vise, entre autres, l'amélioration des soins de santé primaire.

## Perspectives 2005-2006

L'action du gouvernement devrait également être portée sur la réhabilitation des installations et plateaux techniques des structures sanitaires. Ceci, afin d'offrir à la population une meilleure qualité de soins, d'une part, et de réduire les évacuations sanitaires de l'intérieur du pays vers la capitale et de la capitale vers l'étranger, d'autre part.

En outre, les actions prioritaires suivantes seraient accentuées :

- le renforcement des programmes de lutte contre le paludisme et les maladies diarrhéiques, ainsi que du programme élargi de vaccination, dans le but de réduire la mortalité et la morbidité maternelle et infantile ;
- la poursuite du programme national de lutte contre le Sida, en vue de limiter la propagation du VIH/SIDA et des infections sexuellement transmissibles ;
- l'élargissement de l'accès aux soins primaires à un maximum de malades par l'implantation et la réhabilitation, sur l'ensemble du territoire, de structures de soins de base répondant aux normes de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) ;
- l'ouverture d'autres Centres de Traitement Ambulatoire à l'intérieur du pays ;
- la disponibilité et l'accessibilité des médicaments par l'Initiative de Bamako. Celle-ci a pour objectif de mettre à la disposition des populations, les médicaments essentiels acquis sur la base d'une mobilisation des ressources nationales et internationales ;
- la mise en service de l'usine pharmaceutique qui serait chargée de la production des médicaments génériques et des antiviraux, ce qui réduirait la dépendance du pays vis-à-vis de l'extérieur en matière de médicaments ;
- l'organisation des états généraux de la santé, rencontre au cours de laquelle sortiront des réflexions et suggestions utiles en vue de l'amélioration du système sanitaire du pays ;
- l'élaboration d'une carte sanitaire, outil indispensable dans la programmation des actions sanitaires.

### L'Education

Afin de ne pas rester en marge des évolutions dans ce secteur, le gouvernement compte harmoniser les cursus universitaires avec ceux des pays européens, à travers la mise en place du système Licence-Master-Doctorat (LMD). Celui-ci repose sur l'harmonisation des enseignements et des règles d'évaluation aussi bien des enseignements, des enseignants que des cadres d'enseignement.

L'année 2005 connaîtra, par ailleurs, l'ouverture des centres de baccalauréat dans les capitales provinciales de la Nyanga et de l'Ogooué-Ivindo.

## **Perspectives 2005-2006**

---

### **L'Emploi**

En vue de l'amélioration du niveau des créations d'emplois, l'action gouvernementale sera axée sur :

- l'amélioration des instruments de mesure du chômage sur l'ensemble du territoire national (extension des services de l'ONE en collaboration avec le patronat) ;
- la poursuite de la politique de développement des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, notamment ceux du bois, de l'agriculture, de la pêche et du BTP ;
- le recrutement de la main-d'œuvre locale dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, entreprise depuis 2002 à travers les fêtes tournantes ;
- l'accompagnement des licenciements économiques et des départs volontaires à la retraite par la création de microprojets appuyés par le FODEX, le FAGA et PROMOGABON.

### **La Politique de la famille**

Le Gouvernement poursuivrait, d'une part, sa politique de soutien aux personnes socialement faibles :

- indigents, orphelins, handicapés ;
- filles-mères, enfants en situation difficile ;
- personnes du troisième âge.

Il est prévu, d'autre part : la réalisation d'une étude sur la situation réelle des indigents ; l'extension des services sociaux dans les établissements scolaires de Libreville et des capitales provinciales ; la poursuite de la construction et l'équipement des centres féminins provinciaux pour une meilleure implantation des services déconcentrés sur l'ensemble du territoire.

### **La Protection Sociale**

Au cours des années 2005-2006, le gouvernement compte améliorer la protection sociale au Gabon à travers l'instauration rapide d'un système social beaucoup plus conforme aux exigences du moment et le redéploiement de la sécurité sociale dans ses missions régaliennes. L'urgence étant de mettre en place une couverture maladie efficace. La mise en œuvre d'une assurance maladie devient non seulement une nécessité, au regard du nombre sans cesse croissant de personnes sans couverture maladie, mais également un préalable à toute réforme de notre système de santé.

## Perspectives 2005-2006

En ce qui concerne les pensions, les mesures susceptibles de revaloriser les régimes actuels (largement déficitaires) devraient porter sur la révision à la hausse des taux de cotisation, l'élargissement de l'assiette et l'allongement de la durée des cotisations.

### V.3.4 Les Politiques sectorielles

Les mesures sectorielles, prévues pour l'année 2005, visent à favoriser une croissance économique saine et durable. Elles s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la Politique de Diversification de l'Economie Gabonaise (PDEG) qui consiste, pour l'essentiel, en l'activation de véritables politiques dans les divers segments de l'économie.

Ces mesures concerneraient les activités suivantes :

#### 1- L'Exploitation forestière, l'environnement, la pêche et l'aquaculture

##### La Forêt

L'objectif du gouvernement pour l'exploitation du bois est d'obtenir le triplement de la valeur ajoutée du secteur forêt qui représenterait 10 % du PIB global dans 10 ans. Cet objectif pourrait être atteint à travers la mise en œuvre:

- de mesures de gestion rigoureuse des ressources forestières, notamment : la bonne conservation de la biodiversité, l'amélioration des performances et la rentabilisation des espaces classés, l'inventaire des essences et l'application des règles d'aménagement des espaces naturels ... ;

- de mesures d'industrialisation de la filière bois, c'est-à-dire : faciliter l'implantation des usines de transformation et faire respecter le taux de transformation fixé dans les clauses contractuelles ; renforcer et réorganiser les petites et moyennes industries du bois ; inciter les industriels à améliorer la qualité des produits ; restructurer la SNBG en libéralisant la commercialisation de l'Okoumé et de l'Ozigo en donnant aux différents exploitants forestiers la possibilité de vendre, eux-mêmes, les deux principales essences de la forêt gabonaise ;

- de mesures d'implication des nationaux grâce à la refonte des programmes de l'Ecole Nationale des Eaux et Forêts (ENEF) par l'introduction des cours de Management (culture d'entreprise) ; au plafonnement des intérêts étrangers dans les périmètres de production du Domaine Forestier Permanent de l'Etat (DFPE) ; à la facilitation des regroupements des Permis Forestiers Aménagés (PFA) détenus par les nationaux pour la constitution des Concessions Forestières en Aménagement Durable (CFAD), etc.

## Perspectives 2005-2006

---

### L'Environnement

La politique du gouvernement en matière environnementale aura une orientation écologique et éthique. Il s'agira de garantir de bonnes conditions de vie, une atmosphère saine et respectueuse des normes climatiques, dans le cadre de la participation de notre pays à l'effort de protection globale de la planète.

La contribution prévisionnelle de l'activité environnementale, à la création de richesse, est de 2 % du PIB, à l'horizon 2004-2006. Cela induirait la création de près d'une centaine d'emplois directs et d'environ 180 emplois indirects. L'Etat attendrait, par ailleurs, de ce secteur des revenus qui pourraient représenter 0,7 % du PIB.

Pour l'exercice fiscal 2005, les principales mesures du gouvernement concerneraient :

- la constitution d'une banque de données sur les produits et les substances polluants ;
- la prohibition de l'introduction des organismes génétiquement modifiés (OGM), afin de garantir la mise sur le marché de denrées alimentaires saines et à des conditions de stockage adaptées ;
- la clarification du cadre institutionnel pour la gestion des aires protégées, y compris les parcs nationaux et leurs zones tampons ;
- l'identification de nouvelles aires protégées pour atteindre l'objectif de 15% du territoire.

### La Pêche et l'aquaculture

Le secteur pêche et aquaculture demeure le principal exportateur de produits alimentaires. Il pourvoit près de 5 000 emplois directs et 25 000 emplois connexes.

En vue d'améliorer la contribution du secteur au PIB, la politique du gouvernement en 2005 s'articulera autour des points suivants :

1. la maximisation de la valeur ajoutée locale et l'amélioration de la sécurité alimentaire par la modernisation des méthodes de travail, notamment :
  - la révision de la fiscalité du secteur ;
  - le renforcement de l'encadrement technique et des capacités des pêcheurs nationaux ;
  - l'application des dispositions prévues en faveur de ce secteur.
2. l'amélioration de la balance commerciale du secteur, à travers la promotion, le développement et la diversification des exportations ainsi que le développement des accords de pêche sur les ressources moins exploitées par la flotte nationale ;

## Perspectives 2005-2006

3. la création des filières de transformation et de négoce.

### 2- L'Exploitation du sous-sol

Au cours de l'année 2005, le gouvernement compte mettre en place une politique ambitieuse, basée sur le renforcement des capacités de l'administration des mines, mais aussi sur la relance des activités du secteur à travers la mise en exploitation des gisements de fer de Belinga et de manganèse d'Okondja.

### 3- L'Agriculture

Les stratégies gouvernementales dans ce domaine, au cours de la période 2000-2006, reposeront sur :

- le renforcement des capacités du ministère de l'agriculture dans la régulation, la recherche, la formation et l'encadrement ;
- la promotion du développement rural ;
- la confection des manuels de vulgarisation agricole ;
- la mise à disposition de techniciens auprès des promoteurs privés, justifiée par l'intérêt du projet ;
- l'amélioration de l'environnement institutionnel relatif au développement du secteur agricole (crédit adapté, allègement des taxes sur les intrants agricoles).

### 4- Le Tourisme

Afin de relancer l'activité touristique du Gabon et tirer profit du potentiel économique des treize parcs nationaux, l'action du gouvernement porterait sur :

- la mise en place des structures d'accueil et des moyens de communication adéquats ;
- la mise en place d'un environnement juridique attractif aux investisseurs étrangers ;
- la formation des différents intervenants de la filière.

### 5- Le Bâtiment et les travaux publics

L'expansion de l'activité dans le secteur du Bâtiment et des travaux publics pourrait être favorisée, sous l'effet des projets de développement des infrastructures, notamment routières.

L'action du gouvernement dans le domaine de la route porterait sur l'entretien, la sauvegarde et la protection du réseau routier ainsi que sur la poursuite de l'aménagement du réseau routier.



**Tableau de bord de l'économie****C O N C L U S I O N**

La forte expansion de l'économie mondiale constatée en 2004 pourrait être de courte durée, le cycle de la reprise économique ayant atteint un sommet au cours du dernier semestre de l'année 2004. Cela ramènerait le taux de croissance du PIB mondial à 4,3 % en 2005 avec une activité localisée essentiellement aux Etats-Unis, en Asie, en Amérique Latine et dans une moindre mesure en Afrique.

Compte tenu de l'incapacité des pays de la Zone euro à prendre le relais de la croissance économique, la hausse du PIB en Europe resterait atone, dépendant de l'évolution de la demande intérieure et des exportations.

Malgré le ralentissement prévisible de la croissance de l'économie mondiale en 2005, de fortes tensions s'exerceraient sur les principaux marchés de matières premières, maintenant les prix des produits en hausse avec un effet probable sur l'inflation dans les pays industrialisés. Le marché du travail dans les pays développés connaîtrait, pour sa part, une légère amélioration.

Au plan interne, le secteur primaire serait marqué par : la poursuite de l'utilisation de nouvelles technologies qui permettraient d'élever la production pétrolière nationale à 13,493 millions de tonnes, la hausse de la demande extérieure qui stimulerait la branche du manganèse et la baisse de la production de grumes.

Dans les secteurs secondaire et tertiaire, exception faite des produits de rente, du BTP, des transports aérien et fluvial dont les perspectives ne sont guère reluisantes, l'ensemble des branches prévoit une amélioration de l'activité en 2005.

Ces différentes tendances conduiraient à une hausse de 2,6 % et de 1,6% du PIB en 2005 et en 2006, respectivement.

Les prévisions budgétaires font apparaître une hausse de 3,2 % des recettes de l'Etat et une baisse de 2,3 % des dépenses publiques. La balance des paiements présenterait en 2005 un déficit de la balance globale aggravé par rapport à celui de 2004, consécutivement à la baisse prévisible de l'excédent commercial.

Le niveau de l'emploi dans le secteur moderne connaîtrait une évolution contrastée, soit une hausse dans le secteur public et une baisse dans le secteur privé. La dynamique prévisible de la demande intérieure ferait craindre un dérapage des prix.

## **Conclusion**

---

Face à une production pétrolière en quasi-stagnation et à la nécessité d'accentuer les efforts dans l'ajustement, le gouvernement envisage d'entamer courant 2005 les négociations avec le FMI pour la signature d'un programme de trois ans, en vue de soutenir la politique de diversification de l'économie et renforcer la solidarité nationale.

---

**Tableau de bord de l'économie**

**A N N E X E S**



## PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Activité (en milliards de Fcfa)														
PIB aux prix de 1991	1524,0	1478,0	1536,0	1593,0	1671,4	1732,2	1831,7	1895,3	1725,8	1692,8	1729,5	1725	1788	1791,6
Pétrole	456,0	447,0	483,0	547,0	575,1	582,3	572,7	547,1	483,2	420,9	398,0	388	415	416,3
Hors pétrole	1068,0	1031,0	1053,0	1046,0	1096,3	1149,9	1259,0	1348,2	1242,6	1271,9	1331,5	1337	1363	1375,3
PIB aux prix courants	1524,0	1480,0	1531,0	2327,0	2475,0	2913,0	3109,1	2645,0	2871,0	3606,3	3454,1	3437	3519	3792,1
Pétrole	456,0	425,0	438,0	911,0	970,0	1279,0	1274,4	713,8	1049,4	1702,0	1390,6	1363	1428	1656,2
Hors pétrole	1068,0	1055,0	1093,0	1416,0	1505,0	1634,0	1834,7	1931,2	1821,6	1904,3	2063,5	2075	2091	2135,8
Déflateur du PIB	1,0	1,0	1,0	1,4	1,5	1,7	1,7	1,4	1,7	2,1	2,0	2	2	2,1
Indice des prix à la consommation	322,1	287,4	288,9	393,3	431,2	444,4	454,4	466,1	464,8	467,1	477,0	478	488	490
Variation annuelle (en %)	3,3	-10,8	0,4	36,1	9,6	3,1	2,3	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4
Secteur extérieur (Milliards de Fcfa)														
Exportations f à b	629,0	597,5	658,7	1323,8	1361,6	1705,6	1770,1	1125,4	1538,5	2384,2	1916,0	1781	1847,1	2236,7
Pétrole	513,3	487,5	503,4	1019,2	1062,8	1334,0	1378,0	845,0	1124,0	1891,0	1511,0	1430	1549,2	1797,7
Importations f à b	242,9	234,7	293,3	420,9	439,7	491,9	601,5	686,0	560,6	568,2	621,0	651,7	605,9	649,3
Budget (en milliards de Fcfa)														
Recettes totales	422,5	373,4	350,9	544,6	726,8	755,1	1030,1	912,1	813,6	1207,6	1173,6	1090	1050,3	1113,6
Recettes pétrolières	178,6	156,9	157,3	323,5	436,9	449,1	644,1	498,3	368,6	814,7	752,9	609	570	600
Recettes non pétrolières	243,9	216,5	193,6	221,1	289,9	306,0	386,0	413,8	445,0	392,9	420,7	480,9	480,3	513,6
Dépenses totales	403,3	418,4	438,2	592,6	654,0	676,5	980,2	1281,6	779,5	786,0	1061,9	969,1	786,9	827,1
Dépenses courantes	323,5	339,4	360,5	462,6	515,2	522,2	630,6	918,8	660,6	674,7	860,4	687,4	613,1	627,9
Dépenses d'équipement	79,8	79,0	77,7	130,0	138,8	154,3	349,6	362,8	118,9	105,0	163,6	137	131	160
Monnaie et crédit														
Monnaie	268,1	237,6	233,5	318,0	357,4	408,8	464,8	456,3	448,7	525,2	567,2	601,5	594,6	658,7
Crédit intérieur	308,4	349,1	408,9	396,4	454,9	439,8	500,0	667,6	646,9	485,1	714,9	707	674	541,7
Créances sur l'Etat	78,4	131,3	229,5	219,8	237,0	225,4	194,2	303,1	289,5	93,7	243,2	199	208	119,1
Créances au secteur privé	230,0	217,8	179,4	176,6	217,9	214,4	305,8	364,5	357,4	401,4	471,7	508	466	423
Avoirs extérieurs nets	54,3	-8,4	-42,2	72,5	28,0	106,0	102,7	-48,7	-46,5	173,7	-11,5	32	76	286
Vitesse de circulation de la monnaie	5,7	6,2	6,6	7,3	6,9	7,1	6,7	5,8	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,8
Taux de pression fiscale	24,4	23,6	23,2	25,3	33,8	30,0	33,1	34,5	28,3	33,5	34,0	31,7	29,8	29,4

## Annexes

## REPARTITION SECTORIELLE DE LA VALEUR AJOUTEE A PRIX COURANTS

(en milliards de Fcfa)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Produit intérieur brut</b>	<b>1 480</b>	<b>1 531</b>	<b>2 327</b>	<b>2 475</b>	<b>2 475</b>	<b>3 109</b>	<b>2 645</b>	<b>2 871</b>	<b>3 606</b>	<b>3 454,8</b>	<b>3 437</b>	<b>3 519</b>	<b>3 792,1</b>
PIB marchand	1 281	1 330	2 101	2 240	2 240	2 850	2 367	2 583	3 316	3 161,7	3 144	3 217	3 493,9
<b>Secteur primaire</b>	<b>581</b>	<b>593</b>	<b>1 172</b>	<b>1 220</b>	<b>1 220</b>	<b>1 552</b>	<b>962</b>	<b>1 311</b>	<b>1 973</b>	<b>1 660</b>	<b>1 627</b>	<b>1 700</b>	<b>1 963,4</b>
Agriculture, élevage, pêche	100	98	116	124	124	132	134	135	138	144	148	153	156,4
Exploitation forestière	22	32	96	75	75	92	52	75	86	76	61	61	57,3
Pétrole brut	425	438	911	970	970	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2
Mines	34	25	49	52	52	53	62	52	47	49	55	58	93,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>213</b>	<b>230</b>	<b>264</b>	<b>275</b>	<b>275</b>	<b>341</b>	<b>365</b>	<b>300</b>	<b>281</b>	<b>334</b>	<b>359</b>	<b>344</b>	<b>347,3</b>
Industrie agro-alimentaires, boissons	42	43	45	43	43	40	45	40	40	45	47	48	49,3
Industrie du bois	6	8	12	13	13	15	16	22	16	21	26	31	35,6
Autres industries	45	46	53	57	57	82	87	74	79	91	94	87	87,8
Raffinage	11	12	5	13	13	9	16	13	15	15	16	17	16,9
Electricité, Eau	30	33	34	35	35	36	29	33	34	37	46	48	53,9
Bâtiment et travaux publics	58	64	84	93	93	152	159	77	54	80	85	72	75,6
Recherche, services pétroliers	23	25	32	22	22	7	12	42	44	44	46	41	28,2
<b>secteur tertiaire</b>	<b>488</b>	<b>507</b>	<b>665</b>	<b>745</b>	<b>745</b>	<b>958</b>	<b>1 040</b>	<b>972</b>	<b>1 062</b>	<b>1 167</b>	<b>1 158</b>	<b>1 173</b>	<b>1 183,2</b>
Transports et communications	105	109	134	130	130	164	172	161	166	186	191	197	204,1
Services	167	174	210	265	265	322	362	380	392	450	466	457	461,7
Commerce	138	147	224	222	222	232	251	232	239	257	242	247	240
DTI et TVA	67	67	83	116	116	215	236	181	247	255	239	251	257,2
Services bancaires, assurances	11	11	15	12	12	24	19	18	19	19	20	21	20,2
Services non marchands	<b>199</b>	<b>201</b>	<b>226</b>	<b>235</b>	<b>235</b>	<b>259</b>	<b>278</b>	<b>288</b>	<b>291</b>	<b>293</b>	<b>293</b>	<b>302</b>	<b>298,2</b>

## TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(en pourcentage)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Produit intérieur brut</b>	-3,1	4	3,7	5	3,6	5,7	3,5	-8,9	-1,9	2,1	-0,3	2,5	1,4
PIB marchand	-3,2	4,7	3,5	5,5	3,7	5,9	3,1	-10,6	-2,2	2,4	-0,3	2,5	1,3
<b>Secteur primaire</b>	-1	6,6	10,7	5,1	0,8	-0,8	-2,1	-11,3	-8,9	-3	-2,8	5,4	1,6
Agriculture, élevage, pêche	4,1	1,9	-0,1	-1,7	1,2	-2,7	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2
Exploitation forestière	15,4	17,1	5,9	0	0	29,4	-8,6	18,5	13	2	-20,6	-1	-1,9
Pétrole brut	-2	8,1	13,2	5,2	1,3	-1,6	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4
Mines	-10,7	-8,6	10,5	32	-6,4	-6,3	25,6	-42,3	-10	5,1	3,9	4,8	23
<b>Secteur secondaire</b>	-7,9	4,4	-0,3	1,7	11,3	17,5	9,8	-12,8	-3,2	10,3	6,1	0,9	0,9
Industrie agro-alimentaires, boissons	-0,3	-0,5	-5,6	-1,7	4,6	0	15,3	-7	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5
Industrie du bois	-9,5	5,3	-4,5	3	5,9	61,1	86,2	0,2	-29,2	33,9	19	19,7	4,1
Autres industries	-8,4	-2,7	1,4	4,1	17,9	18,1	7	-13	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1
Raffinage	18,9	18,2	9,6	35,1	7,4	-5,2	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4
Electricité, Eau	-10,3	5,2	9	-0,3	-4,3	6	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2
Bâtiment et travaux publics	-4,9	7,9	1,4	6,9	10,5	44,9	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2
Recherche, services pétroliers	-27,8	9,4	-4,7	-28,8	-28,5	-16,8	37,2	110,3	3,1	0	3	22,3	-22,4
<b>secteur tertiaire</b>	-3,7	2,4	-4	8	4,6	9,8	6,3	-8,6	5,8	4,1	-1,0	0,7	1,2
Transports et communications	-6,7	1,9	-2,8	-1,4	4,8	8,8	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3	3,2
Services	-1,4	4,2	-2,7	14,3	4,1	10,5	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5
Commerce	-0,2	2,6	-3,7	9,4	-4,3	1,1	5	-24,9	2,7	1,9	-7,8	1,7	-0,7
DTI et TVA	-10	-1,6	-17,5	7	22,8	24,9	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4
Services bancaires, assurances	-9,4	-0,9	41,9	-8,7	31,6	18,4	-12,3	10,6	2	2,6	5,7	2,7	-5,4
Services non marchands	-2,5	-0,8	4,9	0,7	3	4,7	6,3	3,5	0,3	0,3	-0,4	2,5	2

## Annexes

144

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Production	13 495	14 671	14 654	15 569	17 357	18 246	18 277	18 462	17 570	15 586	13 500	12 890	12 563	13 432	13 483
Exportations	12 888	14 450	13 943	14 545	16 201	16 770	17 363	17 539	16 722	14 500	12 400	12 650	11 640	12 680	12 732
Prix moyen du Brent (USD/baril)	ND	ND	ND	ND	ND	17	20,69	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	ND	ND	ND	ND	ND	ND	19,9	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75
Taux de change moyen (Fca/USD)	272	282	268	282	514	498	511,6	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,08	528,18

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de mètres cubes)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
PRODUCTION															
Okoumé/Ozigo	1 137	820	1 015	1 459	1 667	1 842	1 779	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077
Bois divers	440	430	400	400	460	546	505	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 008	1 486
TOTAL	1 577	1 250	1 415	1 859	2 127	2 388	2 284	2 775	2 184	2 402	3 715	3 531	2 825	3 020	2 563
EXPORTATIONS															
Okoumé/Ozigo	1 066	955	853	1 479	1 482	1 711	1 907	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848
Bois divers	394	373	363	356	423	508	444	681	690	718	856	790	684	607	674
TOTAL	1 460	1 328	1 216	1 835	1 905	2 219	2 351	2 671	1 764	2 329	2 579	2 310	1 927	1 717	1 622

## EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
PRODUCTION	2 423	1 621	1 556	1 291	1 436	1 929	1 903	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459
EXPORTATIONS	ND	1 816	1 551	1 460	1 366	1 852	1 977	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 943	2 491
VENTES	1 675	1 296	1 455	1 665	1 691	2 010	2 063	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493
Prix de vente (en Fca/Tonne)	22 513	36 111	29 003	23 363	38 025	34 826	36 625	43 500	40 597	41 309	41 883	42 718	52 238	46 572	61 515

## Annexes

### L'industrie du Bois

#### Le déroulage

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	44 601	11 180	32 011
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161,7	29 578
2004	52 766	2 330	49 261

#### Les sciages

Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	29 028	25 877	625
1991	44 820	49 872	1502
1992	34 109	23 448	nd
1993	31 967	21 376	93
1994	29 125	18 870	171
1995	29 000	20 105	176
1996	30 089	18 846	230
1997	30 369	19 250	251
1998	37 691	19 967	16 948
1999	34 650	23 802	17 000
2000	49 193	20 155	24 581
2001	69 840	23 904	25 392
2002	86 195	32 040	32 240
2003	95 000	34 427	34100
2004	170 184	16 146	120 921



**Tableau de bord de l'économie**

---

**I N F O R M A T I O N S  
S U R L A D G E**



## Informations sur la DGE

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE (DGE) a été créée par le décret n° 1207/PR du 17 Novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale;
- de déterminer la stratégie économique de l'État;
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale;
- d'élaborer des prévisions à court terme;

La DGE est organisée en quatre directions :

### • **Direction des Institutions Financières (DIF)**

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières;
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur;
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité monétaire et des Commissions de contrôle des banques.

### • **Direction des Programmes Sectoriels (DPS)**

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie;
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises parapubliques.

### • **Direction des Études Macro-économiques (DEM)**

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques;
- étudier les outils de la puissance publique;
- analyser l'impact économique du budget de l'État.

## Informations sur la DGE

---

### • **Direction des Synthèses économiques (DSE)**

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières ; élaborer les prévisions économiques;
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politiques économiques.

### ⇒ **Instruments d'études**

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme;
- Modèle EGC

### ⇒ **Publications**

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE;
- TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL ;
- LES NOTES DE LA DEM;
- LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE;
- ÉCO-RATIOS;
- INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ;
- BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES;
- TABLEAU DE BORD MENSUEL;
- TABLEAU DE BORD SOCIAL.
- CHRONO DES MESURES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE FINANCIÈRE ET SOCIALE
- RÉSUMÉ DE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE NATIONALE
- FLASH MATIÈRES PREMIÈRES
- INFO SYNTHÈSE
- REVUE DE PRESSE

## Informations sur la DGE

Ont contribué à l'élaboration du TBE, Situation 2004, perspectives 2005-2006

### DIRECTION GENERALE

Directeur Général : M. Paul BONGUE BOMA

Directeurs Généraux Adjoints : Mme Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA  
M. Modeste MFA OBIANG

Assistants du Directeur Général : Mmes Arlette ANTIOPPE NGOUA  
Amélie ANGUE MINKO  
M. Jean Louis MIHINDOU

### DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur : M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint : Mme Juliette NZIENGUI épouse LOEMBA Bayonne

Chargés d'Etudes : MM. Roger MOULOUGUI  
Antoine KIKI  
Anicet OGANDAGA  
Yves MOUPEPE  
LEYINDA KOKA NDOMBA  
Célestin MEKAME OSSOUMA  
Jean Norbert MOUENGUI MASSALA  
Mmes : Honorine RALOUGOU  
Carla Marlène MATSANGA  
Marie France NDAMANGANA  
Hortense ALILA OKOUMBA  
Annette Clarisse LEKOGO  
Mélanie KOUMBA  
Lucienne YABINA MBANI

### DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur : M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Adjoint : M. André MEBIAME OWONO

Chargés d'Etudes : MM. Emmanuel OBAMBOU  
Christian NDO  
Jean de Dieu MOUSSODOU  
Christophe LEKOUGHA OYOUOMI  
Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA  
Mme Cécile MAGANGA  
Bertille ONGUIDA

### DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur : M. Didier ABESOLO

Directeur Adjoint : Mme Aurélie KASSAT

Chargés d'Etudes : MM. Jean Aimé Roger BOUSSAMBA  
Pierre Thierry MINTSA  
Bruno MOUKALA  
William MATHANGOYE  
Raphaël MBA NANG  
Mathias MAVOUNGOU  
Mmes Bernadette BELLA OBAME  
Lucie NSANNE EMANE

## **Informations sur la DGE**

---

Catherine MEZENE M'EBANE  
Ghislaine MINKUE ELANGMANE  
Arlette GOMBOMOYE  
Annick Yolande BETOE MINTOGHE

### DIRECTION DES SYNTHESSES ECONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE (DSER)

Directeur : M. Guy-Didier ONONO

Directeur Adjoint : M. Ghislain ILOUGOU

Chargés d'Etudes : MM. Joseph TCHINGA

Félicien Farlane NGANI

Julien EVOUNA NDZIGUI

Innocent ILAWOU

Mmes Ruth AKOUME MBA épouse DOREGO

Huguette LEMAMI épouse NGUIABANDA